Fr. RICHARDI de MEDIAVILLA

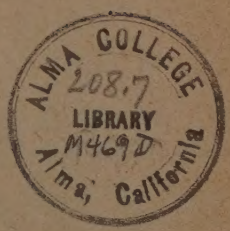
QUAESTIO DISPUTATA

De Privilegio Martini papae IV

NUNC PRIMUM EDITA

A

P. Ferdinando M. Delorme, O.F.M.



AD CLARAS AQUAS (QUARACCHI)
PROPE FLORENTIAM
TYPOGRAPHIA COLLEGII S. BONAVENTURAE

1925

29916

En parte Ordinis nil obstat, quominus servatis ceteris de jure servandis, fiat pubblici juris.

Romae, die 28 Junii 1925.

Fr. Bernardinus Klumper O. F. M.
Minister Generalis

IMPRIMATUR

Florentiae, die 7 Julii 1925.

Can. Joachim Bonardi, *Vic. Gen.*

INTRODUCTION.

S'il est un document qui doive servir à l'histoire des dogmes, c'est bien celui que voici. Son importance n'échappera à personne, notamment à ceux qui cherchent à suivre, dans chacune de leurs péripéties, les luttes doctrinales engagées jadis autour du sacrement de pénitence. Purement disciplinaire, en effet, on aurait pu croire à ses débuts la question qui y est traitée; mais il était fatal, du fait de ceux qui la soulevèrent et l'aggravèrent, qu'elle fût portée sur le terrain des principes. A ce point de vue-là même l'envisage, la discute et la résout le célèbre théologien franciscain du XIII[e] siècle, Richard de Mediavilla, dans le présent écrit jusqu'ici inédit: le lecteur verra avec quelle science, méthode et sûreté de vues il procède.

§ 1. Premières discussions et sentences.

Pour faciliter l'intelligence de ce texte et l'illustrer brièvement, il convient de le situer (1). Pour cela remontons d'abord aux premiers

(1) A. Van den Wyngaert, *Querelles du clergé séculier et des ordres mendiants à l'Université de Paris au XIII[e]. siècle* [dans *La France franciscaine,* V (1922), 257-281, 369-397; VI (1923), 47-70], P. Gratien, *Ordres mendiants et clergé séculier à la fin du XIII[e] siècle* [dans *Etudes franciscaines*, XXXVI (1924), 499-518], N. Valois, *Jean de Pouilli, théologien* [dans *Histoire littéraire de la France,* XXXIV (1915), 232-260], ont fait avec ampleur et précision l'exposé historique de toute la question ici touchée. Nous ne retenons de leurs études et des documents utilisés par eux que ce qui a trait directement à la théorie de la double confession, objet de notre publication.

démêlés qui surgirent relatifs au sujet spécial qu'il discute, la confession des laïques aux Réguliers. Ces démêlés étaient, peut-on dire, assoupis quand parut la bulle *Ad fructus uberes* (13 déc. 1281), mais n'avaient pas moins duré de longues années auparavant; la naissance providentielle et les succès toujours croissants des deux grands Ordres, Prêcheurs et Mineurs, y fournirent occasion; quant au décret du IV^e^ concile de Latran sur la confession annuelle à faire par les fidèles à leur *proprio sacerdoti*, il servit de prétexte et d'argument à l'attaque.

Il est à noter d'ores et déjà que la lutte trouva son centre d'action à Paris (1), où les maîtres séculiers de l'Université se font l'écho de plaintes, fondées ou non et plus ou moins grossies, qu'ils recueillent à plaisir, coordonnent en faisceaux et exploitent ensuite contre les Réguliers, cherchant par la parole, par la plume et par l'intrigue à ruiner à jamais leur influence, voire même à exciter contre eux l'Eglise romaine, jusque là leur protectrice. Chrétien de Beauvais, Eudes de Douai, Nicolas de Bar-sur-Aube, Nicolas de Lisieux se distinguèrent entre tous autour de Guillaume de S. Amour et de Gérard d'Abbeville, leurs chefs de file dans la première période (2).

La bulle *Etsi animarum* (21 nov. 1254) marque un succès incontestable de maître Guillaume (3). S'étant rendu auprès d'Innocent IV, il sut si bien faire prévaloir ses idées dans l'esprit du vieux pontife qu'il en obtint, peu avant de mourir, révocation totale des privilèges concédés aux Frères touchant les offices publics, la prédication, les confessions, les sépultures. Pour nous en tenir au seul point qui nous occupe présentement, celui des confessions des laïques aux religieux (4), l'acte papal requiert rigoureusement à leur validité l'assentiment préalable du curé respectif, sans lequel

---

(1) En dehors de France on ne voit guère qu'elle ait eu grande répercussion: preuve évidente qu'elle atteignit son degré d'acuité du fait de quelques esprits remuants.

(2) Guillaume de Mâcon, évêque d'Amiens (1278-1308), est le personnage représentatif de la deuxième période, Jean de Pouilli celui de la troisième. L'activité de ces deux hommes fut considérable; cinq *Quodlibeta* et de nombreuses *Quaestiones disputatae* rangent le dernier parmi les grands docteurs de la Scolastique, aux côtés de Godefroy de Fontaines, son maître avéré.

(3) Denifle-Chatelain, *Chartularium Universitatis Parisiensis*, I, Paris 1889, n. 240, p. 267 sq.

(4) Pour la raison donnée tout à l'heure nous laissons de côté les trois autres points, bien que mêlés d'ordinaire à celui qui nous intéresse ici.

elles sont déclarées invalides faute de juridiction chez le régulier qui oserait passer outre: *Si quis*, y est-il dit, *alieno sacerdoti iusta de causa sua voluerit confiteri peccata, secundum statuta generalis Concilii licentiam prius postulare ac obtinere debeat a proprio sacerdote.... aliter namque ab ipso nec solvi poterit nec ligari, cum duplex in iudicando funiculus, potestatis scilicet et scientiae, requiratur, quorum alterum saltem constat in alieno deficere sacerdote* (1).

Quelle que fut la vérité des considérants invoqués pour motiver et justifier la mesure, il est clair que le principe posé et sanctionné créait une situation nouvelle aux Réguliers: du jour où elle parut, la bulle mettait hors de conteste pour l'avenir la nullité des confessions entendues par eux sans le bon vouloir du pasteur paroissial, par elle il devenait rigoureusement exact qu' elles seraient à recommencer.

Ainsi un régime de droit commun naissait qui, dans la pensée de ses instigateurs, allait supplanter un passé déjà long trop favorable, à leur sens, à l'activité conquérante des instituts religieux; ils espéraient bien de la sorte réduire, sinon ruiner à jamais, leur influence spirituelle auprès d'un public trop enclin à se tourner vers eux, croyaient-ils. Il n'y aurait plus à gémir sur le misérable sort fait au passereau solitaire: *Sacerdos in domo Domini quasi passer unicus in aedificio remanens derelictus suorum parochianorum solacio et consuetis oblationibus defraudatur* (2).

Bientôt à Innocent IV succédait Alexandre IV. Il est permis de voir dans le nouveau pontife l'homme placé par Dieu à la tête de son Eglise à une heure particulièrement critique pour les Ordres religieux. Le fait est qu'il sut, tel un mur d'airain, les protéger inlassablement et qu'il parvint à déjouer le complot savamment tramé, au sein même de la célèbre Université parisienne, par des docteurs que l'idéal de la perfection évangélique réalisé sous leurs yeux effarouchait et que les succès d'ouvriers nouveaux venus dans le champ du Père de famille rendaient jaloux. D'un côté les très nombreuses bulles émanées de lui (3), de l'autre les écrits ou libelles de la partie adverse (4), comme aussi les chefs-d'œuvre

(1) Cf. Denifle-Chatelain, l. c., p. 269.

(2) Cf. Denifle-Chatelain, l. c., p. 268.

(3) Elles tiennent une place énorme dans le *Chartularium Univers. Parisien.*, du n. 244 au n. 366. Plusieurs sont d'une exceptionnelle sévérité, comme il convenait en face de frondeurs et de rebelles à l'autorité de l'Eglise.

(4) Le *De periculis novissimorum temporum* et le *De antichristo et eiusdem*

apologétiques qu'ils suscitèrent (1), témoignent de la gravité de la cause et de la valeur des combattants.

Relativement à la matière qui nous intéresse ici, je signalerai parmi les actes d'Alexandre IV: 1° la bulle *Nec insolitum* (22 déc. 1254), par laquelle il révoque purement et simplement la constitution *Etsi animarum* de son prédécesseur (2); 2° les bulles *Non sine multa* (19 et 21 oct. 1256, 30 mars 1257), où il s'élève contre ceux qui prétendaient interdire aux religieux l'audition des confessions parce que préjudiciable aux curés et où il établit nettement que le consentement de ceux-ci n'est en rien requis, *aliorum inferiorum praelatorum et rectorum ecclesiarum ac sacerdotum parochialium assensu minime requisito* (3); 3° la bulle *Cum olim* (13 mars 1259), qui reconnait expressément aux Franciscains le droit contesté et le maintient de façon irréfragable (4).

Malgré des déclarations de principe aussi formelles, l'opposition continua plus ou moins ouverte, mais toujours tenace, si bien que Clément IV crut nécessaire d'interposer à nouveau le poids de son autorité. En sauvant la liberté du ministère sacré, il s'agissait pour lui de sauvegarder l'ordre de juridiction établi dans l'Eglise et de pourvoir au salut des âmes à l'encontre d'audacieux adversaires qui, faisant fi des sentences déjà portées, recusaient au pape et aux Ordinaires le droit de charger qui bon leur semble, en l'espèce les religieux mendiants, de l'administration du sacrement de pénitence. La constitution *Quidam temere* (20 juin 1265) est catégorique en ce

---

ministris de Guillaume de Saint-Amour, le *Contra adversarium perfectionis christianae* et le *Libellus apologeticus* de Gérard d'Abbeville, quelques opuscules de Nicolas de Lisieux désignent les principaux ouvrages des adversaires de l'état religieux.

(1) Le traité qui commence par les mots *Manus quae contra Omnipotentem*, écrit par Thomas d'Yorck ou Bertrand de Bayonne, les *Quaestiones de perfectione evangelica* de S. Bonaventure, son *Apologia pauperum* surtout, enfin le *Tractatus pauperis* de Jean Peckam constituent, du côté des frères Mineurs, les maitresses répliques lancées pour la défense de l'Ordre.

(2) Denifle-Chatelain, l. c., n. 244. p. 276 sq; Sbaralea, *Bull. francisc.*, II, p. 3 sq.

(3) Sbaralea, l. c., p. 165 sq., 209 sq.

(4) Sbaralea, l. c., p. 347, où elle est marquée, à tort, du 13 mai 1259. La date du 13 mars ne fait pas de doute sur l'original conservé en Avignon, aux archives de Vaucluse, fonds des Franciscains. Il est évident, à d'autres mauvaises lectures, que la copie de Sbaralea était passablement défectueuse.

sens (1), et après elle il parait bien que la question était définitivement jugée au point de vue doctrinal.

§ 2. NOUVELLES LUTTES ET SENTENCES.

Bon gré mal gré les discussions s'assoupirent donc, et les choses en restèrent là théoriquement jusqu' au 13 décembre 1281. Dans la pratique toutefois, il y eut de grosses difficultés ça et là. Car, exclus les curés dans l'approbation des confesseurs, il fallait aux Réguliers, pour exercer leur ministère auprès des fidèles, qu'ils jouissent de l'autorisation des Ordinaires, autorisation subordonnée comme on le pense à leur bon vouloir. S'ils étaient bienveillants, tout marchait à souhait; dans le cas contraire, on se heurtait à un refus ou à des restrictions qui paralysaient.

Elu pape en 1281, Martin IV, qui durant sa longue légation en France avait touché du doigt les mille tracasseries auxquelles donnait lieu l'octroi de l'approbation pour les confessions (2) et qui depuis son élévation au pontificat continuait de recevoir des plaintes à ce sujet (3), voulut y remédier d'autorité. Il pensa couper court à tant d'obstacles au bien par la célèbre bulle *Ad fructus uberes* (13 déc. 1281), dont voici la teneur (4):

---

(1) Sbaralea, *Bull. francisc.*, III, p. 14.

(2) Déjà le 25 déc. 1268 il dût s'opposer, en qualité de légat pontifical en France, à certains statuts du concile de Compiègne attentatoires aux droits reconnus des religieux. Cf. Denifle-Chatelain, l. c., I, p. 593; II, p. 14; C. Paulus, *Welt-und Ordensklerus*, Essen-Ruhr 1900, p. 45: *Qui dominus Martinus, cuius tempore, dum esset legatus in Francia, fuit factum concilium quoddam in Compendio et in praesentia domini B o n a v e n t u r a e, qui post fuit cardinal[is], constituerunt archiepiscopus Remensis et eius suffraganei quasdam arctationes contra nos et fratres Minores.... ille cardinalis et legatus irritavit quod illi fecerant;* et ibidem, p. 49 sq.

(3) L'un des principaux opposants, Guillaume de Mâcon peut-être, reconnut qu'il fallait chercher la raison de cette bulle ailleurs que dans l'intervention des religieux: *Audivi auribus meis,* assure Richard de Mediavilla, *ab ore unius hominis magni status qui multum contrariatur expositioni quam teneo de Privilegio, quod occasio dati Privilegii fuit quia quidam praelati in aliqua terra nolebant permittere quod fratres praedicarent vel confessiones audirent vel saltem circa hoc fratres nimis restringebant nec etiam ad insinuationem papae vel preces desistebant; quapropter dominus papa motus dixit: Ego....* Cf. infra, p.63

(4) Cf. Denifle-Chatelain, l. c., I, n. 508, p. 592; Sbaralea, l. c., p. 480.

Martinus episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis generali et provincialibus ministris Ordinis fratrum Minorum, salutem et apostolicam benedictionem. Ad fructus uberes, quos in agro dominico praedicando verbo pariter et exemplo, confessiones audiendo et per alia virtutum exercitia sacer Ordo vester et humiles ipsius Ordinis professores produxerunt hactenus et in futurum sperantur Deo auspice producturi, attentae considerationis aciem convertentes, ut fratres eiusdem Ordinis praedicationis et audiendi confessiones officia eo liberius et efficacius exequi valeant quo certius de ipsorum circa eadem auctoritate constabit, tibi, fili generalis, per te, vobis vero provincialibus ministris cum diffinitoribus in provincialibus vestris capitulis congregatis, committendi auctoritate apostolica fratribus eiusdem Ordinis in sacra pagina eruditis, examinatis et approbatis a vobis, praedicationis officium; audiendi vero confessiones, absolvendi confitentes et iniungendi eisdem poenitentias salutares etiam fratribus alias idoneis; concedendi eisdem quoque saepefati Ordinis fratribus, quibus dicta officia per vos taliter commissa sive concessa fuerint, quod eadem libere valeant exercere: plenam damus et concedimus auctoritate praesentium facultatem, districtius inhibentes ne quis fratres ipsius Ordinis, quibus dicta officia taliter concedenda duxeritis, ut praemittitur, sive etiam committenda, in exercitio aut executione officiorum ipsorum audeat quomodolibet impedire. Volumus autem quod hii, qui fratribus confitebuntur eisdem, suis parochialibus presbyteris confiteri saltem semel in anno, prout generale Concilium statuit, nihilominus teneantur quodque iidem fratres eos ad hoc diligenter et efficaciter secundum datam eis a Domino gratiam exhortentur. Nulli ergo *etc.*, nostrae concessionis et inhibitionis *etc.* Datum apud Urbem Veterem id. decembris, pontificatus nostri anno primo.

Telle est cette constitution, qui devait soulever tant de récriminations (1) dans le milieu surtout imbu des idées de Guillaume de Saint-Amour. Dans la pratique elle signifiait, a-t-on prétendu récemment, que Prêcheurs et Mineurs pouvaient, en vertu de ce privilège, partout où ils passaient, entrer dans les églises et les chapelles, y convoquer le peuple et prêcher, entendre les confessions et donner des absolutions sans que le curé puisse s'y opposer.

C'est là, à notre avis, une façon très étroite et peu équitable de la comprendre; car c'est supposer à la légère Martin IV et la curie romaine assez bornés pour n'avoir rien prévu de ces excès, c'est en outre taxer les supérieurs des ordres religieux et leurs chapitres généraux ou provinciaux, à qui était dévolu le soin d'exé-

(1) Cf. Denifle-Chatelain, l. c., p. 593; Ch.-V. Langlois. *Le règne de Philippe III le Hardi*, Paris 1887, p. 243 sq.

cuter la bulle, de passer et laisser passer audacieusement par-dessus les plus élémentaires convenances vis-à-vis du clergé paroissial. A l'encontre d'une telle conception, un décret du chapitre général de Strasbourg (1282) montre que l'Ordre des Mineurs notamment procéda avec grande circonspection (1), la *Quaestio* de Richard de Mediavilla qu'on lira plus loin prouve avec quel esprit de sagesse et de modération les sphères cultivées du même Ordre entendaient l'application du décret pontifical, rien enfin dans les thèses ou mémoires des opposants ne montre qu'ils aient prétexté des faits aussi odieux (2). Il importe de ne pas les imputer à plaisir et sans vraisemblance.

La vérité est plus simple: Martin IV, tout en maintenant pour les fidèles l'obligation portée au concile de Latran de recourir à leurs pasteurs une fois l'an, donnait aux supérieurs majeurs des Réguliers la faculté d'approuver leurs sujets pour entendre la confession des séculiers. C'est tout; mais c'était beaucoup trop, au gré de certains, puisque par là-même il devenait désormais loisible de se passer de l'approbation des Ordinaires (3).

Enorme bientôt fut l'émoi produit en France par cet acte d'autorité, chez ceux-là s'entend que l'esprit et les doctrines de Guillaume de Saint-Amour avaient déjà prévenus envers les Mendiants (4). Sous la conduite de Guillaume de Mâcon, évêque d'Amiens et âme de l'âpre campagne qui s'ouvrait, ils organisèrent promptement la résistance contre la bulle. Lui créer un mouvement d'opinion hostile dans l'Université de Paris, dans le clergé et même parmi les fidèles, pendant qu' auprès du pape il poursuivraient sa révocation ou son adoucissement, tel était bien le plan.

---

(1) Cf. F. Ehrle, *Die ältesten Redactionen der Generalconstitutionen des Franziskanerordens,* dans *Archiv für Literatur-und Kirchengeschichte des Mittelalters,* VI, p. 50 sq.; N. Glassberger, *Chronica*, p. 96.

(2) Cf. Denifle-Chatelain, l. c., II, n. 539 et 543, p. 8 sq. et 13 sq.; C. Paulus, loc. cit., p. 58 sq.

(3) N'a pas d'autre sens la phrase où Thomas de Pontoise exprime une de ses doléances, dans C. Paulus, loc. cit., p. 57: *Nunc autem publice dicunt et predicant ac in scolis suis determinant dicti fratres quod virtute Privilegii memorati licet eis in omni ecclesia, quotienscumque et quandocumque voluerint, predicare et confessiones audire, nedum irrequisitis prelatis ecclesiasticis, sed et eisdem renitentibus et invitis.* Les *prelati* ici nommés étaient les Ordinaires, non les curés.

(4) Ceux pour qui le pape avait reconnu l'urgence de la mesure furent naturellement ses adversaires les plus irréductibles.

Laissé sur le terrain strictement disciplinaire, tôt ou tard le litige devait s'aplanir. Sous Honorius IV on pressentait un accommodement prochain, à preuve certaines paroles de Guillaume de Mâcon rapportées dans une relation de décembre 1286 (1) et le langage peu mesuré tenu vis-à-vis de ce pape par Salimbene (2), qui eut vent de ce qui se préparait à la curie romaine. La bulle *Super cathedram* de Boniface VIII (18 févr. 1300), révoquée par Benoît XI (17 févr. 1304), puis rétablie par Clément V en concile œcuménique, montre assez qu'il y avait moyen de liquider l'affaire par une solution définitivement viable.

Par la nouvelle constitution (3), le pape et le concile reconnaissaient aux évêques le droit d'approuver les confesseurs pris parmi les Réguliers, aux prélats des Réguliers le devoir de présenter les candidats, un dispositif special prévoyant jusqu'aux cas possibles de refus.

§ 3. DEUX DOCTRINES CONTRADICTOIRES.

Canoniquement réglée, la question ne l'était pas sous un autre aspect. Dans l'ardeur du combat, en effet, les adversaires de la bulle *Ad fructus uberes* eurent le tort immense de greffer à la discussion un point d'ordre doctrinal qu'on aurait pu croire jugé après les constitutions plus haut citées d'Alexandre IV et de Clément IV, de l'exploiter à fond et d'en faire comme le leitmotiv de leur campagne. Commirent-ils une simple erreur de stratégie? Peut-être. Toujours est-il qu'ayant lu dans la bulle de Martin IV le rappel et le maintien du décret *Omnis utriusque sexus,* ils pensèrent y trouver un argument invincible contre elle et par là évincer sûrement les Réguliers. Dès lors, cherchèrent-ils à se persuader, que le souverain pontife continue d'obliger les fidèles à recourir une fois l'an à leur propre pasteur, il s'ensuit que la confession faite aux Réguliers est à recommencer: d'où la thèse hardie que les fidèles sont tenus de réitérer à leurs curés l'aveu des fautes déjà remises par quiconque use du privilège papal.

---

(1) Cf. Denifle-Chatelain. l. c., II, p. 10.

(2) *Chronica*, éd. O. Holder-Egger, p. 618 sq., 629 sq.

(3) Sbaralea, *Bull. francisc.*, IV, p. 498 sq.; Clémentines, III, tit. 7, c. 2. La bulle *Super cathedram* se tait à dessein sur le décret *Omnis utriusque sexus* du concile de Latran; elle fut obtenue sur les instances du cardinal franciscain Mathieu d'Aquasparta. H. Finke, *Aus den Tagen Bonifaz VIII*, Munster 1902, p. XLVIII.

Que telle soit la position prise par eux en l'occurrence, les documents historiques le prouvent surabondamment. Un chroniqueur allemand, le continuateur des Annales d'Hermann d'Altaich, s'en explique en termes très clairs (1):

Eodem anno (1282) mota est discordia inter omnes archiepiscopos, e piscopos, praelatos et totum clerum regni Franciae ex una parte, et fratres Minores et Praedicatores ex altera, super privilegio dato eis a D. papa Martino.... Dicebant enim ipsi Praedicatores et Minores quod confessi ipsis non tenerentur suis parochialibus plebanis eadem peccata numero iterum confiteri; cuius contrarium archiepiscopi et episcopi asserebant..... Quae questio per doctores seu magistros theologiae et iuris canonici fuit multipliciter Parisius disputata.

Les récits de deux témoins oculaires, acteurs eux-mêmes dans les assemblées qui se tinrent à Paris en décembre 1286 — j'ai nommé Guillaume de Mâcon et le soi-disant Godefroy de Fontaines — sont là, qui nous éclairent sur la réelle portée des discussions et confirment les dires du chroniqueur (2). Au reste, il est sûr que les instructions données à Pierre de Rodez et Thomas de Pontoise, agents du clergé de France auprès d'Honorius IV, visaient entre autres ce point sur lequel on voulait une déclaration nette et péremptoire (3). On sait enfin comment quatre théologiens, parmi lesquels il est regrettable de trouver les noms illustres d'Henri de Gand et de maître Godefroy, acceptèrent, contrairement à leurs autres collègues de l'Université de Paris saisis eux aussi de la question, de la 'déterminer' en dispute quodlibétique (4) cette même année.

Il est à peine croyable que les auteurs et les théoriciens de ce-

(1) C. Paulus, *Welt-und Ordensklerus,* Essen-Ruhr 1900, p. 22.

(2) Denifle-Chatelain, l. c., II, n. 539, 543. La question 24 du *Quodlibet VII* d'Henri de Gand fournit des renseignements identiques sur l'assemblée de 1282.

(3) Cf. C. Paulus, l. c., p. 57 sq.; P. Gratien, l. c., p. 505: « *Ut per vos fiat sumus et instamus ex parte prelatorum in presentia vestre sanctitatis* »; l'aveu est formel.

(4) Cf. Denifle-Chatelain, l. c., II, p. 13; G. de Fontaines, *Quodl. III,* q. 7 et 10. Critiqué sans doute pour son attitude, Godefroy chercha dans la suite, *Quodl. IV,* q. 13, à se disculper de l'impair qu'il avait commis; toutefois, sur le fond de la question, il ne revint point sur ses pas. Quant à Henri de Gand, il vit son cours suspendu par ordre du légat, lors du concile national de 1290. Cf. H. Finke, l. c., p. VI.

mouvement aient pensé gagner à eux le souverain pontife. Car, si les fidèles eussent dû en conscience, comme ils le prétendaient, réitérer leurs confessions reçues par des prêtres légitimement autorisés, il y allait et de la validité du sacrement déjà conféré et de l'autorité apostolique qui en commettait l'administration, c'était pour le moins créer une obligation capable d'éloigner infailliblement des sacrements et, de ce chef, ruiner la vie chrétienne. On conçoit que Rome ne s'engagerait jamais dans la voie où cherchaient à l'entrainer les agitateurs.

En attendant qu'elle se prononçât, elle put enregistrer deux déclarations officielles en opposition manifeste avec la doctrine pour laquelle on la sollicitait si bruyamment: 1° celle de l'évêque de Paris, Ranulphe de Homblières, qui dès novembre 1282, entouré de 15 maîtres en théologie, se prononça de façon très catégorique (1); 2° celle du savant et saint archevêque de Cantorbéry, Jean Peckam, qui non seulement adhéra le 17 janvier 1285 à la sentence de son collègue de Paris, mais encore l'accompagna d'un commentaire conçu en termes excellemment choisis (2). D'autre part, des dissertations d'une haute valeur, telle celle de Richard de Mediavilla qu'on va lire, lui fournissaient les éléments d'une complète information et achevaient d'éclairer la question.

Au milieu de l'agitation des docteurs et des prélats, approchait peu à peu le jour où le successeur de S. Pierre parlerait. Si Boniface VIII dans la bulle *Super cathedram* et Clément V dans la bulle *Dudum* ne crurent pas à propos d'aborder la controverse théologique, par contre Benoît XI dans la bulle *Inter cunctas* (17 févr. 1304) s'exprima clairement (3). Ce n'est pas encore une définition; mais pour qui sut lire, la pensée du Saint-Siège ne laissait pas de doute. On y trouve ces lignes:

Nec confessi ipsis fratribus peccata illa, de quibus confessi sunt eis et absoluti, poenitentes de illis "sacerdotibus propriis" teneantur (sicut etiam non tenentur) iterum confiteri: non obstante constitutione generalis concilii,

(1) Denifle-Chatelain, l. c., I, n. 510.

(2) *Registrum epistolarum,* éd. Martin, Londres 1882-1885, III, p. 878; cf. ibid. p. 877 et 952. Trois ans plus tard, l'évêque de Bamberg vidima lui aussi l'acte des 15 théologiens de Paris. N. Glassberger, *Chronica,* p. 98.

(3) Extravagantes communes, V, *De privilegiis*, c. 1; C. Eubel, *Bull. francisc.*, V, n. 20, p. 12 a.

quae sano intellectu — ne sequatur absurdum, quod per poenitentiam dimissa peccata quis confiteri debeat et quod liberatus debitor adhuc ad solvendum remaneat obligatus — intelligenda est, ut ex ea patet, de illis qui peccata sua confiteri aliis neglexerunt.

Tous les mots portent dans cette phrase soigneusement élaborée, qui est une vraie déclaration de principes, et je ne sache rien qui aille plus directement contre la thèse de Guillaume de Mâcon et consorts: en effet, le texte *Omnis utriusque sexus* du concile de Latran qui leur servait de cheval de bataille y reçoit son interprétation authentique, non certes dans le sens qu'ils y trouvaient. D'autres moins avancés, plus sages surtout, se fussent tus désormais sur la question du pouvoir des Réguliers vis à vis des laïques. Pourtant, faut-il l'avouer? les polémiques reprirent après la bulle *Inter cunctas* plus véhémentes peut-être qu' après l'acte de Martin IV et l'animosité contre le régime qu'elle stipulait, y compris l'article sur les confessions aux Réguliers, ne cessa en partie que quand les pères de Vienne eurent arraché de Clément V sa révocation avec la remise en vigueur de la bulle *Super Cathedram*.

Mais si les lois disciplinaires de l'Eglise changent, ses textes doctrinaux ne changent pas. La déclaration de Benoît XI ci-dessus reproduite en est un. Sa bulle pouvait donc être retirée, mais sa doctrine subsistait et allait s'ajouter aux déclarations précédemment formulées par Alexandre IV et Clément IV. Ainsi se constituait un dossier qui marquait l'enseignement traditionnel.

§ 4. LA QUAESTIO DE RICHARD DE MEDIAVILLA.

Des frères Mineurs qui, dans cette lutte pour la liberté de la confession, se signalèrent en faveur du Privilège des Réguliers, on sait peu de chose. Non seulement on ne connait pas le nom de ceux qui, à Senlis et à Cambrai, relevèrent publiquement les écarts de langage d'un Jean de Pouilli (1); on ignore même celui du maître qui, le mercredi avant la Pentecôte 1305 ou 1306, consacra sa leçon du soir, à la Faculté de théologie de Paris, à rectifier l'enseignement donné le matin, du haut de la chaire professorale, par ce même docteur (2). Sont aussi inconnus les deux orateurs qui, le

(1) N. Valois, l. c., p. 237.

(2) N. Valois, l. c., p. 232: *In die determinationis meae, die mercurii ante festum Pentecostes, magister fratrum Minorum Parisius contrarium eius quod*

8 décembre 1286 aux Jacobins de Paris et le 3 février 1287 à Orléans, répliquèrent à Guillaume de Mâcon (1).

Néanmoins, l'histoire entière de la lutte dont nous retraçons les grandes étapes atteste quelle était la doctrine courante de l'Ordre. En témoignent encore les écrits de S. Bonaventure (2), de S. Gauthier de Bruges (3), de Richard de Mediavilla (4), du B. Duns Scot dans son *Oxoniense* d'abord (5), antérieur à la bulle *Inter cunctas*, puis dans ses *Reportata*, qui la suivent de très près, où ces maîtres interprètent le *proprius sacerdos*, de qui selon le concile de Latran les fidèles doivent annuellement recevoir l'absolution, de tout prêtre ou confesseur approuvé. La conclusion de pareil enseignement était, de toute évidence, que les pénitents une fois absous par un religieux autorisé n'ont pas à renouveler l'aveu de leurs fautes au curé paroissial.

Il est pourtant un grand nom que l'historien des dogmes retiendra plus particulièrement comme étant celui qui personnifia, peut-on dire, l'Ordre dans la défense du privilège tant jalousé. Richard de Mediavilla est ce docteur, et la *Quaestio* ci-jointe est la magnifique réponse qu'il sut opposer aux assertions du parti adverse. Nous voudrions 1° fixer la date de cet important document, 2° déterminer le principal théologien qu'il vise.

Sa date est 1285 ou 1286. Qu'il soit postérieur à la mort de Martin IV († 28 mars 1285), cela ressort d'un argument développé en

---

ego dixeram in mane accepit in nonis in sua disputatione. Ne serait-ce pas ce fr. Nicolas dont les *Replicationes* sont conservées dans le MS. 14565, fol. 173, de la Bibl. Nat. de Paris? Plus loin nous suggérons une hypothèse, qui, si elle ne révèle pas le nom de ce franciscain, permettrait du moins d'indiquer le texte présumé de sa leçon publique.

(1) N. Valois, l. c., p. 237.

(2) *IV Sent.*, d. 17, p. 3, a. 1, q. 2 et dub. IV.

(3) La bibliothèque de l'Université d'Upsala, Cod. C 249, fol. 61 r-62, contient deux questions du grand évêque de Poitiers ainsi annoncées: *Iste due sequentes questiones habentur ex scripto fratris Galteri domini Pictavensis super IIII*or, et formulées en ces termes: *Queritur an necesse sit confiteri proprio sacerdoti; Queritur an religiosi habentes super hoc Privilegium possint sine licentia sacerdotis plebani absolvere subditum eius.*

(4) *IV Sent.*, d. 17, a. 2, q. 8 et a. 3, q. 1, 2.

(5) IV, d. 17, q. 1, a. 3. Les *Reportata* sont cités d'après l'important texte de Guillaume d'Alnwick, *IV Sent.*, d. 17, q. 1, n. 13 et 26 [Ed. Vivès, XXIV, 279 et 284]. On y lit ces mots qui en fixent la date assez bien: « Patet in nova constitutione *Inter cunctas* ».

cours de discussion, p. 28, où on lit que ce pape, à la fin de ses jours, choisit sa sépulture dans une église des Mineurs: *in fine, ut dicitur, in loco fratrum sepeliri elegit*, et qu'il n'a jamais qu'on sache désapprouvé la manière de faire de l'Ordre. Voilà un langage qui ne se comprend qu'en supposant Martin IV déjà mort et un renouveau de polémique après l'avénement d'Honorius IV, son successeur immédiat.

A cette époque, Richard est maître, ainsi que l'atteste la lettre à lui adressée par Pierre Olivi (1); dès lors on s'explique que les Ms. s'accordent à lui attribuer la dite *Quaestio* sous le titre de *magistri Ricardi.*

Sans doute on a voulu par là bien établir qu'elle est sienne. L'attribution est corroborée du fait qu'elle est mêlée aux *Quaestiones disputatae* du même Richard, bien que celles-ci soient antérieures et œuvre de bachelier. Dans la plupart des Ms. elle manque, et dans celui de Florence qui la contient son caractère adventice est souligné par le copiste qui, ne la trouvant pas indiquée sur la table des matières, qu'il transcrit, a cru bon d'ajouter après coup la rubrique: *Questio 22. Hic debet poni questio, que est posita in fine huius tabule, de confessione.*

Elle fut donc écrite alors que Richard était maître, à la date de 1285-1286, à l'heure probablement où les prélats de France reprirent leurs démarches auprès d'Honorius IV pour obtenir le retrait de la bulle *Ad fructus uberes* (2). L'action inlassable de leurs agents et la science théologique d'Henri de Gand, qui leur donnait l'appui de sa grande autorité, pouvaient faire craindre un retour de la fortune. On s'explique que les Mineurs aient voulu, pour leur part, contrebalancer tant d'influence en exposant et défendant leur point de vue par la plume d'un maître non moins autorisé.

---

(1) Cf. Duplessis d'Argentré, *Collectio judiciorum*, I, 226 sq.; N. Glassberger, *Chronica*, dans *Analecta franciscana*, Quaracchi 1887, II, p. 101; F. Ehrle *Olivis Leben und Schriften*, dans *Archiv für Litt.-und Kirch.*, III, 417.

(2) Cf. C. Paulus, loc. cit., p. 55 sq. Dans la *Quaestio* I de son 10e. Quodlibet (Noël 1286), H. de Gand s'efforcera de répondre à l'argument insidieux que Richard basait sur la déclaration des 15 maîtres en théologie (nov. 1282); le fait présuppose assez la publicité déjà donnée à la thèse de ce dernier. D'autre part Richard, mentionnant lui même les assauts réitérés contre la bulle, nous suggèrerait de préférence la date de 1286: «Ipsi praelati, dit-il p. 61, iam pluries miserunt ad curiam per nuntios de nobis conquerentes et petentes ut expositio Privilegii nostri reprobaretur». Ces paroles rappellent trop les démarches de Thomas de Pontoise et de Pierre de Rodez.

Deux constatations s'imposent, en effet. La première est que dans son Quodlibet VII, qui est de Noël 1282 (1), l'illustre maître gantois s'était appliqué fortement à soutenir la thèse des prélats contre les Réguliers, lui consacrant la très longue question 24 qui couvre 44 colonnes compactes dans l'édition de Venise 1613; tout ce qu'il a pu recueillir de textes, tout ce que le milieu dont il est le porte-parole lui fournit d'objections, tout ce que son vaste talent lui suggère d'arguments, il le met à profit: si elle n'est pas convaincante, si même elle est fausse dans son ensemble, la dissertation a du moins le mérite d'en imposer à la grosse masse des esprits.

L'autre constatation, qu'il ne sera pas possible de démentir, est que Richard de Mediavilla écrit à l'adresse d'Henri de Gand, qu'il combat directement et principalement au cours de sa *Quaestio*. Maints passages confrontés mettent la chose hors de doute. Qu'il nous sous soit permis d'en reproduire quelques uns.

H. de Gand.	R. de Mediavilla.
Ad 13, cum dicitur quod 'beneficia principum sunt largissime interpretanda', dicendum quod verum est quando non sunt in praeiudicium alterius personae aut sic in praeiudicium quod, secundum quod dicit ibi Glossa, ex hoc alius non multum laedatur (p. 427 d).	Sed forte dices quod illa iura sic intelligenda sunt, quando illa larga interpretatio nullum alium laedit: unde *Extra, De verb. signif., Olim,* dicitur in Glossa quod « illud quod indulget beneficium non est ita interpretandum ut multum laedat alium » (p. 11).

Ici Richard reprend par le détail les prétendus dommages que l'imagination des séculiers s'était forgés en conséquence du privilège des Réguliers, dommages qu'H. de Gand n'avait pas manqué d'énumérer; puis, ayant montré leur inconsistance, il continue:

Et si posset dici quod praedicta expositio non esset in praeiudicium sacerdotum propter causas praedictas, multo magis posset dici quod alia expositio non esset in praeiudicium fratrum propter easdem causas, quia si propter.... (p. 428 a).	Sed forte adhuc dices, volendo infringere quae dicta sunt, quod 'si expositio fratrum non esset in praeiudicium sacerdotum, ita posset dici quod expositio contraria non esset in praeiudicium fratrum, propter easdem causas, quia si propter'.... (p. 17).

(1) Cf. P. Glorieux, *La littérature quodlibétique de 1260 à 1320,* p. 89 sq.

Plus loin Richard pose comme principe que dans les formules de privilège toute clause ambigüe doit être interprétée dans un sens favorable au privilège; puis il objecte:

Ad 14.... dicendum est quod non habetur hoc expresse in dicto cap., sed quod huiusmodi clausula debet exponi secundum sensum, qui rectior esse videtur. Nunc autem expositio, secundum quam dictum privilegium exponimus, rectior et apertior esse videtur, quia secundum huiusmodi expositionem... fratribus multum conceditur... et praelatis habentibus potestatem ordinariam ius proprium reservatur (p. 428 a).

Sed forte dices quod 'non habetur hoc expresse in dicto capitulo, sed quod huiusmodi clausula debet exponi secundum sensum qui rectior esse videtur; sed expositio contraria videtur rectior, quia secundum illam fratribus multum conceditur... et habentibus potestatem ordinariam ius proprium reservatur' (p. 18).

Il est manifeste que Richard copie Henri, tellement les termes sont identiques de part et d'autre. L'objection qui suit immédiatement chez Richard: *Praeterea, in Privilegio sunt duae clausulae...* suit immédiatement aussi chez Henri; seulement Richard a moins retenu le mot à mot.

De nouveau voici qui prouve que Richard a clairement sous les yeux H. de Gand:

Et sic patet quod non est secundum quid et simpliciter in processu, immo est processus a parte in modo ad concludendum conclusionem indefinitam, dicendo: 'tenetur pro tempore isto, ergo tenetur' (p. 421 b). Quia scilicet qua ratione tenetur quis pro tali tempore ea quae confessus est iterum confiteri, eadem ratione et alio tempore,.. et simpliciter solvenda in aliquo tempore sequenti (p. 421 a).

Et est processus a simili ad concludendum conclusionem universalem dicendo: 'tenetur pro tempore isto, ergo tenetur pro quocumque alio' (p. 421 b).

Sed contra hoc aliquis arguit sic, probando quod ibi non est processus secundum quid et simpliciter, sed processus a parte in modo ad concludendum indefinitam dicendo: 'tenetur pro tempore illo in quo est talis casus, ergo tenetur'. Quod declarat quia qua ratione tenetur quis in tali casu.... eadem ratione simpliciter tenetur.... tempore sequenti (p. 51).

Secundum eos videtur posse concludi quod ibi esset processus a simili procedendo a singulari ad concludendum universalem, dicendo 'tenetur pro tempore isto, ergo tenetur pro quolibet alio' (p. 52).

Il semble inutile de prolonger les citations. Le fait acquis est

celui-ci: Richard exploite de près Henri de Gand, l'examine dans ses moindres assertions, rejette victorieusement l'ensemble de sa thèse et le prend à partie directement en maintes occasions (1). Combat-il en même temps d'autres théologiens? Il est très probable que oui, à voir des formules qui reviennent sous sa plume et laissent supposer un adversaire en chair et en os. Mais il n'est pas possible de donner des noms.

§ 5. UNE QUAESTIO QUODLIBÉTIQUE ANONYME.

La *Quaestio* de Richard avait trait aux discussions qui sont en dépendance directe de la bulle *Ad fructus uberes* de Martin IV; rapprochée de la *Quaestio* 24 du Quodlibet VII d'Henri de Gand, dont elle est manifestement la contre-partie, elle permet de pénétrer deux thèses adverses, exposées dans toute leur ampleur et défendues chaleureusement par deux des plus éminents théologiens du temps.

Notre travail nous eut paru incomplet, s'il n'eût été suivi d'une autre question, inédite elle aussi, qui intéresse le même débat, tel toutefois qu'il reprit aussitôt après la bulle *Inter cunctas* de Benoît XI. Avec elle et les pièces par ailleurs connues, il sera plus aisé de saisir dans son vif la controverse à sa dernière période et de la mener à la sentence pontificale qui y mit fin. Elle s'acheminait, en effet, vers son dénouement.

Cette *Quaestio* est tirée du codex 1071 de la bibliothèque municipale d'Avignon, très riche recueil de dissertations scolastiques des premières années du XIV^{e} siècle, qui contient, entre autres, les belles *Quaestiones disputatae* de Gonsalve de Balboa sur la louange divine (2), un Quodlibet de Jean le Sage, une série de *Quaestiones* sur le 2^{e} livre des Sentences et cinq Quodlibets anonymes; elle pro-

(1) Il faut reconnaitre qu' Henri a parfois raison dans le détail. Ainsi il écrit de celui qui se confesse au régulier le jour de Pâques, qu'il peut être absous comme en tout autre jour de l'année: *Qua ratione frater ex Privilegio habet potestatem audiendi confessiones in quocumque alio tempore, eadem ratione et in tempore casus praedicti, quia Privilegium circa tempus audiendi confessiones nihil determinat aut distinguit* (p. 421 a); bien à tort, croyons-nous, Richard niera cela: *Si dicas,* reprend-il, *quod immo, quia Privilegium circa tempus audiendi confessiones nihil determinat aut distinguit et sic qua ratione posset istum absolvere in alio tempore, eadem ratione et in die Paschae, hoc non valet* (p. 48).

(2) Cf. E. Longpré, *Gonzalve de Balboa et le B. Duns Scot*, dans *Etudes franciscaines,* XXXVI (1924), p. 642 sq.

vient du 4e de ces Quodlibets et d'un groupement qui débute ainsi (f. 59 d.):

Deinde querebantur quinque specialis status, quorum duo pertinebant ad christianos cuiuscumque professionis, et erat unum circa sacramentum quod est sicut viaticum quo fideles in spirituali vita nutriuntur: *utrum scilicet quantitas in sacramento altaris sit sine subiecto,* aliud pertinet ad quoscumque superiores quantum ad actum predicandi: *utrum predicans teneatur facere omnia quae predicat;* duo autem pertinent ad quoscumque subditos respectu quorumdam superiorum suorum, quorum primum erat: *utrum expediat universali Ecclesie quod subditi ita eximantur a suis parochialibus curatis quod non teneantur eis confiteri ea que fuerunt confessi fratribus privilegiatis,* secundum erat de quodam subdito specialiter: *utrum scilicet expediat universali Ecclesie.....*

La première des questions mentionnées en ces lignes est la réfutation serrée de la singulière théorie qu'avait imaginée Jean de Paris touchant le mystère de la transsubstantiation (1). On sait que les docteurs parisiens d'alors eurent à la discuter et que le paradoxe du hardi dominicain fut si bien combattu qu'il s'en suivit pour lui interdiction d'enseigner, interdiction qui motiva de sa part un appel au pape (2). La question est, de ce chef, antérieure au 22 septembre 1306, date de la mort de notre théologien. Elle est, par ailleurs, postérieure au 17 février 1304, pour la bonne raison que l'une des suivantes, celle que nous publions ici, traite le sujet d'actualité fourni par la bulle *Inter cunctas*. Le Quodlibet entier représenterait de la sorte l'ensemble des matières disputées solennellement par l'un des maîtres de la faculté de théologie au cours des années scolaires 1304-1305 ou 1305-1306. La suite montrera s'il y a possibilité de préciser davantage.

Une fois fixés sur l'époque approximative du Quodlibet, il est

(1) Prochainement cette question sera éditée avec tout le soin qu'elle comporte.

(2) Le continuateur de Guillaume de Nangis, rapporté dans Quétif-Echard, *Script. ord. Praedicatorum*, Paris 1721, p. 501 b., écrit: « Anno 1304.... examinata itaque opinione praedicta, dum ea quae dixerat retractare nollet, sed magis videretur pertinaciter sustinere.... perpetuum super hoc silentium dicto fratri sub poena excommunicationis impositum a lecturaque pariter et praedicatione privatur; verum cum ob hoc ad Sedem apostolicam appellasset, auditoribus sibi datis in curia, sed infecto negotio de medio sublatus est ». Cf. M. Grabmann, *Studien zu Johannes Quidort von Paris, O. P.,* Munich 1922, p. 15 sq.

naturel de se demander quel peut en être l'auteur. Le Ms. d'Avignon ne révèle pas de nom. Il importera donc de procéder avec prudence et de n'en présenter un de quelque façon que si des arguments satisfaisants le permettent. Voici ce que deux considérations, capitales pourrait-on croire, basées avant tout sur l'examen de la seule question présentement éditée, semblent jeter de lumière sur ce point délicat autant que suggestif.

Au procès de Jean de Pouilli, tel qu'il est décrit par Noël Valois dans la substantielle monographie qu'il a laissée de ce personnage (1), on fit état d'une *Determinatio* que le fameux protagoniste des droits des curés aurait soutenue un mercredi avant la Pentecôte et qui est «certainement antérieure à l'année 1307», au dire du docte historien. Si nous distinguons avec soin dans les 13 propositions incriminées d'abord et dans les 9 qui le furent ensuite la part d'imputations provenant soit d'autres cours publics, soit des discours prononcés de 1307 à 1318, où il développa et même aggrava ses assertions premières, les grandes lignes de la doctrine du maître parisien sont aisément reconnaissables dans la question que nous avons eu la bonne fortune de trouver. Serait-elle la *Determinatio* mise en cause? Le fait est que nous y lisons des assertions du genre de celles-ci:

1° Le pape, les évêques et les curés ont reçu du Christ immédiatement autorité et pouvoir en la personne des apôtres et des 72 disciples, dont ils tiennent la place dans l'Eglise. Cf. infra, pag. 92 sq.

2° Les curés étant d'institution divine, il en résulte un ordre de droit divin qui établit de mutuels devoirs entre pasteurs et fidèles, pour les fidèles spécialement le devoir de se confesser à leurs curés: *lege vel iure divino sunt adstricti; sunt eis de iure divino obligati* (pag. 89, 90, 91).

3° Cette obligation de la confession au curé persévère, malgré toutes les exemptions, aussi longtemps que le curé reste en charge: *remanet obligatio divina quantum ad actum confessionis* (pag. 94).

4° Dire que les fidèles peuvent se confesser aux religieux et ne sont pas tenus de réitérer leur confessions au curé, c'est pervertir l'ordre divinement établi: *pervertitur* [*ordo*], *si illi qui sunt principales constituuntur quasi coadiutores* (pag. 94).

---

(1) Dans *Histoire littéraire de la France*, XXXIV (1915), p. 232. La *Determinatio* dont il s'agit fit plus tard l'objet du premier article de la rétractation de Jean de Pouilli. Cf. Denifle - Chatelain, loc. cit., n. 799, t. II, p. 245.

5° Le pape a beau aller contre *potentia facti,* il ne peut pas *potentia iuris* empêcher que les fidèles ne relèvent du curé ni conséquemment éteindre l'obligation de la confession au curé, tant que celui-ci conserve son titre: *non potest de iure, ut videtur, ordine remanente inter istos... subtrahere vel amovere aut illum ordinem pervertere* (pag. 94).

6° La bulle *Inter cunctas* renverse l'ordre établi dans l'Eglise, détruit le respect et l'obéissance aux curés, est funeste aux fidèles, injurieuse aux prélats (pag. 95 sq.).

7° Benoît XI a pu avoir ses motifs pour la lancer; ni moi ni beaucoup d'autres ne voyons ces motifs, tout au contraire: *casus mihi et multis aliis non apparuerunt, ex quibus videatur mihi et multis aliis expediens, sed potius contrarium* (pag. 99).

8° Quand le pape agit *instinctu Spiritus Sancti,* c'est parfait; s'il agit *in quantum est hic homo et motu proprio humano,* c'est autre chose; or, c'est ici le cas de Benoît XI (pag. 99), semble-t-il.

Voilà, en partie, les belles théories qu'on peut lire développées dans cette *Quaestio* du Ms. d'Avignon, théories professées en pleine Université de Paris et soutenues par Jean de Pouilli, ainsi qu'en témoignent les deux actes d'accusation dressés contre lui. On est inquiet de tant de désinvolture dans la critique d'un document pontifical.

Jean de Pouilli se défendit bien d'avoir signalé dans la bulle une contradiction formelle: *Dico quod istud non dixi,* répond-il à ce reproche; mais ces explications elles-mêmes confirment qu'il l'avait dit sans le dire (1). Toute pareille est l'attitude de l'auteur de notre question: alors que Benoît XI s'applique intentionnellement à rejeter la doctrine de la double confession, il l'interprète de manière à lui faire enseigner juste l'opposé (pag. 90 sq.).

Autre considération d'importance. Jean de Pouilli atteste quelque part que sa *Determinatio* choqua tellement qu'un maître franciscain se crut en devoir de répliquer immédiatement, dans une leçon du soir, aux assertions formulées par lui (2). Indication précieuse s'il en fut, car, une fois trouvée cette réplique, l'identification de la *Determinatio* de Pouilli semble acquise.

(1) N. Valois, loc. cit., p. 243, n. 1: «Dico quod istud non dixi, sed verba illius constitutionis induxi, quantum valere poterant, ad declarandum quod illud statutum *Omnis utriusque sexus,* quando dixit: " Omnia peccata confiteantur ", intelligendum sit etiam de peccatis confessis».

(2) N. Valois, loc. cit., p. 232, n. 3: «In die determinationis meae, die mercurii ante festum Pentecostes, magister fr. Min. Parisius contrarium eius quod ego dixeram in mane accepit in nonis in sua disputatione».

Or, les Annales de Baronius, ad a. 1321, n. 20-36, ont reproduit, d'après le MS. Vaticanus 4019, une dissertation magistrale, un "*insignem commentarium*", qui débute par les mots: *Et fuit quidam magister qui determinavit.* Cette dissertation suit pas à pas la *Quaestio* ici même éditée, l'analyse dans tous ses points et la réfute directement. Il est difficile qu'elle ne soit pas sa contre-partie manifeste.

De tant d'indices il parait bien résulter que nous sommes en face de la *Determinatio* qui causa si grand émoi. Si la conclusion est fondée, du coup le Quodlibet d'où elle provient reçoit son attribution d'auteur et peut-être aussi les trois autres qui le précèdent dans le Ms. d'Avignon 1071. Qui ne voit de quelles proportions s'accroîtraient de la sorte l'oeuvre littéraire de Jean de Pouilli et sa signification de scolastique?

Du même coup la date de la *Quaestio* semble établie. D'un côté, en effet, la bulle y est dite nouvellement accordée, *de novo concessum* (1), il y est parlé d'un appel interjeté par les prélats et l'hypothèse même d'une sentence défavorable y est entrevue (2): toutes données qui cadrent mieux avec l'année scolaire la plus voisine du document papal, 1304-1305; de l'autre, Jean de Pouilli les confirme et les précise en fixant sa *Determinatio* sur un mercredi avant la pentecôte: par là il nous reporterait au 2 juin 1305, trois jours avant l'élection de Clément V.

Conclusion.

Le 24 juillet 1321, par la bulle *Vas electionis* de Jean XXII (3), la controverse prenait fin. Ce jour-là le pape condamnait solennellement l'opinion des séculiers, que soutinrent avec tant d'ardeur Henri de Gand, Godefroy de Fontaines et Jean de Pouilli; il proclamait orthodoxe la doctrine opposée des Réguliers, que défendirent avec non moins de lustre leurs théologiens, Richard de Mediavilla notamment.

La première des trois propositions proscrites était ainsi conçue:

(1) Cf. infra pag. 90: «Nec dominus Benedictus per Privilegium suum de novo concessum ....».

(2) Cf. infra pag. 91: «Dato enim quod non esset a praelatis contra fratres appellatum aut quod esset plenarie secundum tenorem verborum Privilegii pro fratribus definitum....».

(3) Cf. Denifle-Chatelain, loc. cit., n. 798, p. 243; Extravagantes communes, III, *De haereticis.* c. 2; H. Denzinger, *Enchiridion symbolorum,* Fribourg-en-B. 1911, p. 211.

Confessi fratribus habentibus licentiam generalem audiendi confessiones tenentur eadem peccata quae confessi fuerant iterum confiteri proprio sacerdoti; telle est bien la thèse autour de laquelle on discutait depuis si long temps. La deuxième était celle-ci: *Stante statuto* Omnis utriusque sexus *edito in concilio generali romano, pontifex non potest facere quod parochiani non teneantur confiteri omnia peccata sua semel in anno proprio sacerdoti, quem dicit* [Joannes de Polliaco] *esse parochialem curatum, immo nec Deus hoc posset facere, quia... implicat contradictionem;* tel est bien encore le célèbre argument inspiré soi-disant du décret du concile de Latran, sur lequel on avait prétendu appuyer la lutte doctrinale (1) et d'où J. de Pouilli aboutissait à de si aventurées conclusions.

La sentence papale frappait droit, on le voit. Or, tandis que Jean XXII déclarait ces articles faux, erronés et fruit d'esprits dévoyés, *falsos et erroneos et a doctrina sana devios*, tandis qu'il proclamait vraie et catholique la doctrine opposée, *doctrinam ipsis contrariam veram esse et catholicam asserentes,* il reprenait l'interprétation du texte du Latran et, comme jadis Benoît XI, le justifiait contre l'abus qu'en avaient fait de tout temps les adversaires des Réguliers: *Cum illi qui praedictis fratribus confitentur non magis teneantur eadem peccata iterum confiteri quam si alias illa confessi fuissent eorum proprio sacerdoti, iuxta dictum Concilium generale.*

Avec la liberté de la confession la vérité une fois de plus triomphait (2).

S'il n'est pas complet encore, le dossier de cette querelle théologique alors si passionnante s'est enrichi de deux pièces importantes, l'une provenant du parti des Réguliers, l'autre du parti contraire, toutes deux d'hommes très en vue. Elles contribueront certainement à l'éclairer; elles montreront aussi, une fois de plus, comment des esprits très cultivés, tels Henri de Gand et Jean de Pouilli, peuvent à leur insu courir longtemps hors des voies de la vérité, quelle est par ailleurs la nécessité du magistère apostolique dans l'Eglise: deux leçons qu'il est toujours utile de ne pas oublier.

---

(1) Les prélats de France, en 1282 et en 1290, avaient fait leur cette interprétation et prétendaient l'imposer. Cf. H. de Gand, *Quodl. VII,* q. 24, p. 420 b. et 420 c; A. G. Little, *Measures taken by the prelates of France against the Friars,* dans *Miscellanea F. Ehrle,* Rome 1924, III, 55.

(2) Il est à noter que Jean XXII se réclame des actes de ses prédécesseurs Alexandre IV et Clément IV, dont il entend suivre les traces: «*fe. re. Alexandri IV et Clementis IV romanorum pontificum praedecessorum nostrorum vestigia imitando*». **Nous avons indiqué plus haut ces actes.**

Notre publication comprend trois documents, dont deux en appendice.

I. La *Quaestio* de Richard de Mediavilla. Elle parait d'après deux Ms. du XIV^e^ siècle, le Vaticanus lat. 868, fol. 57 a - 68 d [V] et un de la Laurentiana de Florence, S. Croce, plut. 17 sin. cod. 6, fol. 64 a - 77 d [L], où elle se trouve intercalée à ses *Quaestiones disputatae*, à la suite de la 21^e^: *Utrum omnium angelorum sit unum evum.* Cinq autres Ms. de ces mêmes *Quaestiones* qu'il nous a été donné de consulter ne l'ont pas. Nous pensons offrir, à l'aide des deux Ms. cités, une édition suffisamment correcte: car, indépendants l'un de l'autre et également écrits avec soin, ils se complètent assez bien lorsque la phrase présente quelque lacune. Des notes indiqueront leurs variantes et leur pagination respective accompagnera concurremment le texte imprimé.

II. Une *Quaestio* de Jean Peckam, laquelle n'est rien autre que le chapitre 15 de son *Tractatus pauperis* ou *De perfectione evangelica*, écrit vers 1270 ou 1272. L'œuvre littéraire du saint archevêque de Cantorbéry et spécialement cette sorte d'apologie que constitue son *Tractatus* étant à peine connues (1), nous avons cru bon d'en produire ce fragment, qui touche de si près au sujet développé par Richard de Mediavilla.

Nous avons reconstitué de notre mieux cette *Quaestio* au moyen de deux Ms. très défectueux de la Laurentiana de Florence, S. Croce, plut. 31 sin. cod. 3, fol. 100 r - 102 v, et plut. 36 dextr. cod. 12, fol. 91 v - 93 v, sans nous astreindre à indiquer au bas des pages leurs trop nombreuses variantes ou fautes.

III. La *Quaestio anonyma* extraite du Ms. 1071 de la bibliothèque d'Avignon, fol. 64 d - 66 c. (XIV^e^ s.).

Quaracchi, 21 mai 1925, fête de l'Ascension.

F. - M. Delorme, O. F. M.

(1) A. G. Little en a donné de longs extraits dans le volume II de la British Society of franciscan Studies, Aberdeen 1910, p. 21-87; l'ouvrage entier doit paraître incessamment dans les éditions de la *France franciscaine.*

Quaestio Privilegii papae Martini a)

Quaeritur utrum qui confitentur fratribus Minoribus vel Praedicatoribus et absolvuntur ab eis auctoritate Privilegii domini papae Martini teneantur eadem peccata in numero suis parochialibus iterum confiteri.

Et arguitur quod sic: 1. Quia dicit Privilegium quod sic absoluti tenentur "*nihilominus*" observare (1); sed "nihilominus" idem est quod "nihil minus"; ergo post confessionem praedictis fratribus factam confessi eisdem nihil minus tenentur ad statutum generale quam ante; sed ante Privilegium datum tenebantur suis parochialibus confiteri omnia peccata sua totius anni virtute statuti; ergo et modo.

2. Item, ponatur quod aliquis in die Paschae parum ante quam deberet communicare confiteatur b) praedictis fratribus et absolvatur ab eis auctoritate supradicti Privilegii: constat quod ille tenetur confiteri suo parochiali per Privilegium, quia ego pono quod sibi non fuerit confessus anno illo; sed non habet quid confiteatur parochiali nisi reconfiteatur confessa fratribus; ergo confessi fratribus tenentur suis parochialibus eadem peccata in numero confiteri.

3. Item, *Extra, De decimis, Ad audientiam* (2), ibi habetur quod dominus papa concessit Cisterciensibus quod « de laboribus, quos

---

(a) V in marg. *Q. P. p. M.;* L om. (b) V *confiteantur.*

---

(1) Apud Wadding, *Reg. pontif.*, ad a. 1281, n. 1, et Sbaraleam, *Bull. franc.* III, n. 16, pag. 480, deest haec clausula « *nihilominus* », quae revera legitur apud Denifle - Chatelain, *Chartul. Univers. Parisien.*, I, n. 508, pag. 592.

(2) Gregorius IX, *Decretales*, III, tit. 30, c. 12.

propriis manibus aut sumptibus excolunt, nullus ab eis exigat decimas »; quidam autem « interpretatione pervertentes » Privilegium dicebant hoc esse intelligendum de novalibus tantum, hoc est de terris quae de novo ad cultum rediguntur; dominus autem papa propter hanc interpretationem respondens dicit quod « si intelligeremus tantummodo de novalibus, ubi posuimus "*de laboribus*", "*de novalibus*" poneremus ». Ergo similiter in proposito: si dominus (f. 64 b.) papa in dicto Privilegio intenderet quod confessi supradictis fratribus tenerentur parochialibus confiteri tantummodo non confessa fratribus, ubi posuit "*prout statuit concilium* a) *generale*", posuisset "*peccata sua fratribus non confessa*"; quare, cum hoc non posuerit, intelligendum est universaliter de peccatis totius anni, ut videtur.

4. Item, in dubiis ubi vertitur periculum animae « via tutior est tenenda » (2); sed in Privilegio b) dubium est utrum confessi fratribus teneantur iterum suis parochialibus confiteri c) omnia peccata sua et fratribus confessa vel tantummodo illa de quibus non sunt confessi fratribus; ergo hic pars tutior est tenenda; haec autem est illa quae dicit quod reconfiteantur omnia, quia ibi nullum potest esse periculum; sed si confiterentur tantum fratribus non confessa, ibi esset periculum, si intentio papae fuerit contraria: quod dubium est adhuc.

5. Item, cum aliquod dubium oritur in Privilegio, quousque fuerit declaratum, recurrendum est ad ius commune; sed dubium ortum est in supradicto Privilegio utrum absoluti a fratribus auctoritate eiusdem teneantur eadem peccata in numero suis parochialibus iterum confiteri: quod patet, quia sapientes sapientibus contrariantur; ergo, quousque hoc dubium fuerit declaratum per dominum papam, observandum est ius commune; sed secundum ius commune tenentur confiteri omnia peccata sua totius anni per illam decretalem *Omnis utriusque sexus* (3) etc.; ergo d) et modo, non obstante dicto modo Privilegio, quousque fuerit declaratum.

(a) VL *consilium.* (b) VL *privilegium.* (c) VL om. (d) L *et.*

---

(1) Est alia clausula Bullae *Ad fructus uberes,* quae quidem in sequentibus saepius redit.

(2) Greg. IX, *Decretales,* V, tit. 27, c. 5.

(3) Greg. IX, *Decretales,* V, tit. 38, c. 12. Haec decretalis saepe citatur in sequentibus.

6. Item, quandocumque sunt dubia iura partium vel propter testes vel propter dubia instrumenta, iudicandum est a) contra petitorem, ut habetur *Extra, De fide instrumentorum, Inter dilectos* (1); ergo cum Privilegium fratrum sit (f. 57 b.) dubium, quia de hoc sapientes sapientibus contrariantur, et fratres sint petitores, parochiales autem possessores audiendi confessiones subditorum suorum quoad peccata totius anni, iudicandum est pro parochialibus contra fratres, quousque dictum Privilegium fuerit per dominum papam declaratum b).

7. Item, ad idem, consuetudo ius interpretatur et sensus quem tenet et servat consuetudo pro iure scripto est tenendus, *Extra, De consuetudine, Cum dilectus* (2). Hoc supposito, arguitur sic. Continetur in Privilegio fratrum quod peccata sua confiteantur semel in anno suis propriis parochialibus secundum tenorem illius concilii *Omnis utriusque sexus* etc.; sed consuetudo illum tenorem sic interpretatur quod subditus in fine anni, hoc est in Pascha, omnia peccata sua ante illum terminum per totum annum illum commissa sacerdoti proprio confiteatur, nec ad plus potest cogi subditus ut plus quam in illo termino confiteatur proprio sacerdoti, secundum quod patet ista consuetudo cuilibet intuenti; ergo est idem ac si istud ius esset scriptum; igitur cum peccata fratribus confessa sint c) infra illum annum commissa, tenebitur ea confiteri subditus proprio sacerdoti in Paschate, cum secundum tenorem decretalis illius *Omnis utriusque sexus* teneantur peccata sua revelare proprio sacerdoti et tenor concilii est ratione consuetudinis talis, ut est probatum.

8. Ad idem, si non teneretur subditus ad peccata fratribus confessa proprio parochiali revelanda, sequeretur quod subditus contra proprium curatum in totum vel in partem committeret fraudem, quia ipse omnia peccata gravia fratri exponeret et absolutionem obtineret et postea, (f. 64 c.) si crimen leve incurreret, istud proprio sacerdoti exponeret considerans quod ad peccata fratri confessa sibi revelandum non tenetur, vel etiam usque ad Pascha in toto supersederet et tunc de omnibus absolutionem a fratre peteret, et nullum peccatum haberet et nil proprio sacerdoti revelaret, cum ad confessa iterum confiteri non teneatur secundum quosdam, et sic in

(a) V om. (b) L nota marg. *Rationes 6 predicte sunt H[enrici].* (c) V *sic*, L *sicut*.

(1) Greg. IX, *Decretales*, II, tit. 22, c. 6.
(2) Greg. IX, *Decretales*, I, tit. 5, c. 8.

totum vel in partem sacerdotem proprium defraudaret. Igitur ne fraudem talem seu consimilem possit subditus perpetrare, videtur dicendum papam sensisse quod et ista et alia exponere teneatur proprio sacerdoti, cum papa non intendat « viam fraudibus aperire », *Extra, De causis possessionis et proprietatis, Pastoralis* (1), et *Extra, De testamentis, Requisisti* a) (2).

9. Item, quando Privilegium est ambitiose impetratum, stricte est exponendum; sed hoc Privilegium est huiusmodi, quia est contra ius Ecclesiae et in alterius praeiudicium, propter quod debet praesumi quod fuerit ambitiose impetratum: ergo istud Privilegium est stricte interpretandum; sed si absoluti a fratribus auctoritate huius Privilegii non tenerentur eadem peccata in numero suis parochialibus reconfiteri, ista interpretatio non esset stricta, sed larga; ergo videtur quod teneantur eadem peccata in numero suis parochialibus reconfiteri.

10. Item, illud quod continetur in b) iure scripto non est exequendum, si de potestate concessa in rescripto dubitetur, *Extra, De rescriptis, Cum contingat* (3), et *De officio iudicis, Cum in iure* (4), ubi dicitur quod « nisi de mandato Sedis apostolicae certus extiteris, exequi non cogeris quod mandatur »; ergo, a simili, quamdiu Privilegium dubium est, non debet executioni demandari; sed Privilegium istud videtur dubium, cum de hoc sapientibus sapientes contrarientur: ergo videtur quod fratres non debeant uti hoc Privilegio, quousque per dominum papam extiterit declaratum.

11. Item, XI, q. 1, *Pervenit* (5) etc. dicitur: « Si sua unicuique episcopo iurisdictio et potestas non servatur, ecclesiasticus ordo confunditur »; sed non est verisimile quod dominus papa per hoc Privilegium intendat ecclesiasticum ordinem confundere; ergo (f. 57 c.) intendit presbyteris parochialibus sua iura servare; sed de iure eorum est, quod subditi sui confiteantur eis quolibet anno semel ad minus omnia peccata sua illius anni, ut videtur dicere illa decretalis *Omnis utriusque sexus* etc.; ergo peccata, a quibus auctoritate Privilegii sunt

(a) V *requisiti*. (b) VL om.

(1) Greg. IX, *Decretales*, II, tit. 12, c. 5.
(2) Greg. IX, *Decretales*, III, tit. 26, c. 15.
(3) Greg. IX, *Decretales*, I, tit. 3, c. 24.
(4) Greg. IX, *Decretales*, I, tit. 29, c. 31.
(5) Gratianus, *Decretum*, II, C. 11, q. 1, c. 39 (PL 187, 832 sq.).

absoluti a fratribus, tenentur reiterare suis presbyteris parochialibus.

12. Item, Sapiens, Prov. 27, 23, dicit sic: *Diligenter agnosce vultum pecoris tui gregesque tuos considera;* sed grex est populus, pastores sunt sacerdotes; ergo ex praecepto iuris divini sacerdotes agnoscere tenentur conscientias subditorum suorum et ipsas diligenter considerare; hoc autem facere non possent, si subditi sui non reiterarent eis peccata de quibus auctoritate Privilegii a fratri- (f. 64 d.) bus sunt absoluti.

13. Item confessio est propter sacramenti eucharistiae reverentiam, ut videlicet hoc altissimum sacramentum recipiatur in vase mundo; sed, non obstante hoc Privilegio, presbyteri debent suis subditis sacramentum eucharistiae ministrare; ergo, non obstante hoc Privilegio, debent munditiam conscientiarum subditorum suorum agnoscere: hoc autem fieri non posset nisi eis reiterarent eadem peccata in numero, de quibus a fratribus auctoritate Privilegii sunt absoluti.

14. Item, hoc Privilegium datum fuit « *ad fructus uberes* » (1); sed si non tenerentur reconfiteri a) eadem peccata in numero de quibus fuerunt absoluti auctoritate Privilegii, hoc Privilegium non esset ad fructuum ubertatem, sed magis ad fructuum sterilitatem, quia amoveretur ab eis erubescentia quae « magna poena est », ut dicitur *De poenitentia,* Dist. I (2): possent enim confiteri alicui fratri ignoto coram quo non erubescerent; ergo videtur quod ad hoc quod servetur ubertas fructuum, teneantur b) suis presbyteris parochialibus eadem peccata in numero reiterare.

15. Item, *De verborum significatione, Olim* (3) etc., Privilegia principum largissime sunt interpretanda; sed illa clausula Privilegii « *Volumus autem* » etc. est in favorem curatorum: ergo pro eis est interpretanda; sed si ita interpretaretur quod tenerentur confiteri semel in anno non peccata totius anni, sed tantum c) illa de quibus non fuerunt a fratribus absoluti, esset interpretatio pro eis valde stricta: ergo videtur quod illa clausula sic debeat interpretari quod absoluti a fratribus auctoritate Privilegii teneantur suis parochialibus

(a) VL om. (b) L *tenentur.* (c) V *tantummodo.*

(1) Sunt ipsa prima verba Privilegii, de quo tractatur in quaestione. Cf. pag. 1, nota 1.

(2) Gratianus, *Decret.* II, C. 33, q. 3, d. 1, c. 88 (PL 187, 1560).

(3) Greg. IX, *Decretales,* V, tit. 40, c. 16.

presbyteris a) semel in anno confiteri etiam illa eadem peccata in numero de quibus fuerunt a fratribus absoluti.

16. Item, confiteri fratribus est voluntarium, confiteri sacerdotibus parochialibus b) est necessarium; sed voluntarium non praeiudicat necessario; ergo ita tenentur confiteri presbyteris parochialibus omnia peccata sua totius anni ac si fratribus non fuissent confessi.

17. Item, quamvis peccatum sit remissum per interiorem contritionem, tamen sic justificatus tenetur ad confessionem propter praeceptum; ergo similiter, quamvis peccata de quibus poenitentes sunt a fratribus absoluti auctoritate Privilegii sint remissa, videtur tamen quod propter praeceptum tenentur ad confessionem faciendam de eisdem peccatis in numero suis presbyteris parochialibus.

18. Item, in Privilegio continetur quod fratres debent exhortari illos quos absolvunt ut *"semel in anno"* confiteantur proprio sacerdoti. Tunc arguo. Aut illa exhortatio debet esse respectu futurorum aut respectu praeteritorum, de quibus sunt absoluti; non respectu futurorum, quia si est vere poenitens, proponit non (f. 57 d.) peccare amplius; ergo illa exhortatio debet esse respectu praeteritorum, de quibus sunt absoluti per fratres; sed subditi tenentur facere illud ad quod fratres tenentur eos exhortari per Privilegium; ergo confessi et absoluti a fratribus auctoritate Privilegii tenentur eadem peccata in numero semel suis presbyteris parochialibus confiteri.

19. Item, si aliquid in Privilegio contineatur contra ius commune, nisi fiat mentio de illo iure communi, quoad hoc Privilegium videtur vi carere, *Extra, De rescriptis, Nonnulli* c) (1); sed de iure communi est d) quod sub (f. 65 a.) ditus teneatur suo presbytero parochiali confiteri peccata totius anni, ut videtur dicere *Omnis utriusque sexus* etc.; ergo cum in Privilegio fratrum non dicatur *"non obstante tali constitutione"*, immo magis intendat constitutionem salvare, ut videtur, rationabiliter iudicandum est quod per hoc Privilegium nullo modo iuri communi praeiudicatur; sed per ius commune tenentur suis presbyteris parochialibus peccata totius anni semel quolibet anno confiteri; ergo videtur quod ad idem tenentur, quantumcumque fuerint a fratribus absoluti.

(a) V om. (b) V om. (c) VL *nonnullis*. (d) VL add. interlin.

---

(1) Greg. IX, *Decretales*, I, tit. 3, c. 28.

20. Item, certum est quod, si nunquam fuisset datum aliquod Privilegium, quod subditi tenerentur quolibet anno semel confiteri omnia peccata sua totius anni alicui habenti iurisdictionem super eos a) vel alicui de licentia illius; sed nihil minus tenentur ad observandum illud statutum *Omnis utriusque sexus* etc. post Privilegium datum quam ante; ergo confessi et absoluti auctoritate Privilegii illius tenentur peccata totius anni quolibet anno semel confiteri alicui habenti iurisdictionem super se vel alii de licentia eorum absoluta; hoc autem non esset verum, si poenitentes confessi fratribus et absoluti ab eis auctoritate Privilegii domini papae Martini non tenerentur eadem peccata in numero confiteri; videtur ergo quod ad reconfitendum eadem in numero teneantur.

21. Item, Apparatus (1) super illam decretalem *Omnis utriusque sexus* etc. dicit b): «Ecce Praedicatores et fratres Minores vel alii religiosi non habentes populum habent Privilegium ut alienos parochianos possint recipere ad poenitentiam; numquid sufficit Privilegium ut parochianum alterius possint recipere ad poenitentiam c) sine licentia proprii d) sacerdotis? dicas quod non sufficit Privilegium sine licentia sui sacerdotis; Privilegium enim aequiparat e) eos eis vel qui a populo sunt electi vel qui ab episcopis vel aliis populo praeficiuntur et dat eis solam executionem, et ita necessaria est adhuc eis licentia proprii sacerdotis». Videtur ergo per Glossam hanc quod, etiamsi in Privilegio fratrum non esset posita illa clausula " *Volumus autem* " etc., quod nihilominus illi qui confiterentur eis sine licentia proprii sacerdotis tenerentur illa eadem peccata proprio sacerdoti reconfiteri, quia, ut postea dicitur in eadem Glossa, dominus « papa propter f) talem indulgentiam non intendit praeiudicare proprio sacerdoti».

22. Item, si sufficeret semel in anno confiteri proprio sacerdoti tantum g) illa peccata quae quis habet confitenda in tempore confessionis ita quod non omnia totius anni integraliter, tunc si confiteretur suo proprio sacerdoti ea quae haberet confitenda in crastino Paschae, posset confiteri libere per totum residuum anni cuicumque vellet non revertendo ad suum proprium sacerdotem; hoc au-

---

(a) VL *eum.* (b) V om. (c) VL om. *numquid.... poenitentiam.* (d) L *propria.* (e) V *equiparans,* L *equiparas.* (f) L *per.* (g) L *tantummodo.*

---

(1) Cf. Greg. IX, *Decretales,* ed. Venetiis 1595, pag. 1323, nota *b.*

tem falsum est, quia esset illusio statuti; non ergo sufficit aliqua confiteri proprio sacerdoti, sed oportet confiteri omnia totius anni; cum ergo Privilegium fratrum includat observationem statuti, videtur quod non obstante Privilegio confessus fratri debet proprio sacerdoti suo confiteri omnia peccata sua totius anni, sive confessa sive non confessa.

23. Item, peccata a quibus poenitens est absolutus per fratres adhuc vere possunt dici "*sua*" quia nisi (f. 58 a.) peccata confessa possent adhuc dici peccata "*sua*" sive a) illius qui confessus est, tunc secundo volendo confiteri de eisdem peccatis mentiretur dicendo: « Ego confiteor de omnibus (f. 65 b.) peccatis meis », quod falsum est; cum ergo statutum praecipiat cuilibet fideli semel in anno confiteri proprio sacerdoti omnia sua peccata et dominus papa in Privilegio suo vult salvari statutum, videtur quod poenitentes peccata confessa fratribus teneantur reiterare proprio sacerdoti.

24. Item, quidam videntur innuere talia argumenta. Primum est b) tale. Papa est successor Petri, episcopi successores aliorum apostolorum, sacerdotes parochiales LXXII c) discipulorum; sed alii apostoli acceperunt potestatem suam immediate a Deo, sed etiam mediante [Petro, LXXII vero discipuli] acceperunt illam, non mediante Petro tantum, sed mediante Petro et aliis apostolis simul; ergo papa nihil potest subtrahere de potestate episcoporum nec sacerdotum parochialium nisi de eorum consensu; sed, si absoluti auctoritate praedicti Privilegii non tenerentur reconfiteri eadem in numero suis presbyteris parochialibus, tunc dominus papa subtraxisset aliquid per hoc Privilegium de potestate sacerdotum parochialium sine consensu episcoporum; ergo etc.

25. Item, Bernardus, III libro *De consideratione, Ad Eugenium papam* (1), dicit sic: « Subtrahuntur abbates episcopis, episcopi archiepiscopis, archiepiscopus patriarchis sive primatibus; bonane species hæc? Nimirum si excusari queat vel opus. Sic faciendo probatis vos habere plenitudinem potestatis, sed iustitiae forte non ita; facitis hoc quia potestis, sed utrum debeatis quaestio est ». Ex hoc arguo sic. Non est verisimile dominum papam per hoc Privilegium voluisse facere id quod posset venire in dubium utrum esset iustum

(a) V om. (b) L om., V add. interlin. c) VL *LXX*.

(1) Cap. 4, n. 14 (PL 182, 766).

vel iniustum vel utrum deberet facere vel non facere; ergo non intendebat subditos suis presbyteris parochialibus subtrahere neque in toto neque in parte; sed si confessi et absoluti a fratribus per Privilegium non tenerentur eadem peccata in numero suis presbyteris-parochialibus iterum confiteri, magna pars potestatis presbyterorum parochialium super subditos suos esset ab eis subtracta; ergo etc.

26. Item, Bernardus, III libro *De consideratione, Ad Eugenium* (1), dicit sic: « Tune denique tibi licitum censeas suis ecclesias mutilare membris, confundere ordinem, perturbare *terminos quos posuerunt patres* (2) tui? si iustitiae a) est ius suum cuilibet servare, auferre cuiquam sua iusto quomodo poterit convenire? » Et aliquibus interpositis dicitur postea: « Quomodo quos *Deus coniunxit* non sunt separandi (3), sic nec quos subiunxit copulandi; monstrum facis, si manu submovens digitum facis pendere de capite, superiorem manus, brachio collateralem: tale est, si in Christi corpore membra aliter locas quam disposuit Ipse ». Et infra: « Nec vilem reputes formam hanc, quia in terris est: et in caelo habet exemplar ». Et infra: « Sicut enim illic Cherubin et Seraphin ac ceteri b) usque ad Archangelos et Angelos ordinantur sub uno capite Deo, ita hic quoque sub uno pontifice primates vel patriarchae, archiepiscopi, episcopi, presbyteri vel abbates et reliqui in hunc modum. Non est parvipendendum quod et Deum habet auctorem et de caelo duxit originem. Quod si dicat episcopus 'nolo esse sub archiepiscopo' aut abbas 'nolo obedire episcopo', hoc de caelo non est, nisi cum forte Angelorum quempiam dicentem audisti 'nolo sub Archangelis esse' aut ex (f. 65 c.) aliquo quolibet inferiorum ordinum aliquem non ferentem (f. 58 b.) subesse nisi Deo. Quid, inquis, prohibes dispensare? Non sum tam rudis ut ignorem vos dispensatores, sed *in aedificationem, non in destructionem* » (4). Ex hoc arguo sic. Si fratres possent audire et absolvere poenitentes sine licentia episcoporum et sacerdotum parochialium ita quod non tenerentur reconfiteri, confunderetur ordo, perturbarentur termini *quos posuerunt patres* antiqui, auferretur jus episcopis et parochialibus presbyteris, fieret digitus super manum, hoc est

(a) V *iuste.* (b) V *ceterique.*

(1) Cap. 4, n. 17 sq. (PL 182, 768 sq.).
(2) Prov. 22, 28.
(3) Matth. 19, 6.
(4) II Cor. 10, 8.

super a) sacerdote parochiali, aequaretur brachio, hoc est episcopo, tantum penderet a capite potestatem tantum a papa accipiendo, et sic aliter locarentur membra in Ecclesia quam ipse Christus disposuit, ut iam non esset ad exemplar quod habet in caelo et esset non dispensatio, sed dissipatio, non aedificatio, sed destructio; ergo etc.

27. Item, Privilegium domini papae nihil detrahit de iure ordinariorum nisi de hoc faciat specialiter mentionem, per id quod habetur *Extra, De officio iudicis ordinarii, Licet* (1), et *Extra, De confirmatione utili vel inutili, Sua* (2); sed hoc Privilegium non facit aliquam specialem mentionem de detractione iuris alicuius ordinarii; ergo etc.

Contra: Irrationabile esset arctare hominem ad iterum recipiendum medicinam morbi curativam respectu morbi qui non iteratur; sed sacramentum confessionis est medicina morbi actualis peccati curativa; ergo irrationabile esset arctare hominem ad iterato recipiendum sacramentum confessionis respectu illius peccati quod non reiteratur; sed nullum peccatum idem in numero reiteratur; ergo irrationabile esset arctare hominem ad iterato faciendum confessionem sacramentalem respectu eiusdem peccati in numero; sed non est dicendum quod dominus papa intenderit hoc Privilegio statuere aliquid irrationabile; ergo non intendebat per hoc Privilegium arctare hominem curatum de peccatis suis per sacramentum poenitentiae receptum a fratribus auctoritate Privilegii ad iterum suscipiendum sacramentum poenitentiae a suis presbyteris parochialibus respectu eorumdem peccatorum in numero; sed constat quod dominus papa intendit per Privilegium quod absoluti a fratribus recipient de necessitate a suis presbyteris parochialibus semel in anno sacramentum poenitentiae, quia de confessione sacramentali loquitur b) *Omnis utriusque sexus* etc.; ergo planum est quod non intendebat vere poenitentes a fratribus absolutos arctare ad confitendum suis presbyteris parochialibus eadem peccata in numero, de quibus per fratres legitime fuerunt absoluti.

Responsio: Ad istam quaestionem respondeo correctionem quaestionis meae, si corrigenda est, Sedi apostolicae supponendo, cum prote-

a) VL *frater;* L om. *est,* in V add. interl. (b) VL *legitur.*

(1) Greg. IX, *Decretales,* I, tit. 31, c. 12.
(2) Greg. IX, *Decretales,* II, tit. 30, c. 9.

statione quod non intendo aliquid dicere contra hoc quod dominus papa ordinavit vel posset in posterum ordinare, sed referre opinionem meam de quaestione proposita, sicut et plures alii magistri suam opinionem de hoc dixerunt (1). Dico ergo quod opinor, teneo et sentio quod, quantum est ex virtute verborum Privilegii, vere poenitentes et confessi et rite absoluti a fratribus Praedicatoribus vel a) a fratribus Minoribus (f. 65 d.) auctoritate Privilegii supradicti, si poenitentiam sibi iniunctam a praedictis fratribus in memoria retinent vel iam expleverunt, non tenentur tentione necessitatis ad salutem eadem peccata in numero suis presbyteris parochialibus iterum confiteri. Et hoc intendo declarare per rationes, quarum prima est haec:

1. Privilegia principum sunt largissime interpretanda, *Extra, De donationibus,* (f. 58 c.) *Cum dilecti* (2), et *Extra, De verborum significatione, Olim* (3), et FF. *De constitutionibus* b) *principum,* L. ultima (4); sed papa est summus princeps principum; ergo Privilegia ab ipso concessa sunt largissime interpretanda; sed, si Privilegium a domino Martino fratribus concessum sic intelligeretur quod absoluti a fratribus auctoritate dicti Privilegii tenerentur eadem peccata in numero suis parochialibus confiteri, hoc non esset nisi secundum strictissimam interpretationem; non videtur ergo probabile quod sic debeat intelligi, sed magis de peccatis quae tunc habent quando suis parochialibus confitentur.

Sed forte dices quod illa iura sic intelligenda sunt, quando illa larga interpretatio nullum alium laedit: unde *Extra, De verborum significatione, Olim,* dicitur in Glossa (5) quod «illud quod indulget beneficium non est ita interpretandum ut multum laedat alium»; sed interpretando Privilegium tali modo quod confessi fratribus non tenerentur eadem peccata in numero revelare suis parochialibus, talis

(a) L *et.* (b) VL *censitu.*

(1) Ex quibus magistris unus, eiusdem saltem temporis, pro certo habetur ille doctissimus, qui praeclarum de praesenti materia scripsit tractatum in codice 738 bibliothecae publicae civitatis Tolosae servatum, f. 279 a - 292 c, et sic incipientem: *Querebatur utrum confessus alicui sacerdoti non proprio.....*

(2) Greg. IX, *Decretales,* III, tit. 24, c. 6.

(3) Greg. IX, *Decretales,* V, tit. 40, c. 16.

(4) Justinianus, *Digesta,* I, tit. 4, L. 3.

(5) Cf. Greg. IX, *Decretales,* ed. Venetiis 1595, pag. 1371, nota *b.*

interpretatio multum laederet presbyteros parochiales, multum etiam laederet populos; ergo talis interpretatio non est facienda pro fratribus, sed magis stricte est interpretandum. — Quod autem ex hoc multum laederentur sacerdotes parochiales, declaro sic. Laederentur enim ex hoc quantum ad possessiones temporales, quia ex hoc efficerentur subditi eorum sacerdotibus suis parochialibus minus familiares et ex consequenti facerent eis eleemosynas rariores, et quia fratribus essent familiariores, facerent eis eleemosynas pinguiores; sic ergo sequitur quod, si interpretatio fratrum esset vera, quod subditi minora bona temporalia facerent suis presbyteris parochialibus et fratribus maiora, et presbyteri parochiales multum a) laederentur quantum ad possessiones temporales, et quia possessiones temporales sunt ad sustentationem corporalis vitae, sequitur ex consequenti quod laederentur quantum ad corpus. Laederentur etiam quantum ad animam, quia per hoc multum impediretur meritum sacerdotum circa subditos suos: quia in labore curae multum merentur presbyteri parochiales; et si interpretatio fratrum esset vera, parum haberent presbyteri parochiales curare in subditis suis et sic impediretur meritum sacerdotum parochialium. Laederentur etiam quantum ad reverentiam, quia subditi haberent suos presbyteros parochiales in minori reverentia et fratres in maiori. Laederentur etiam quantum ad libertatem, quia magna libertas est in presbyteris parochialibus quod possunt, si volunt, subditos suos arctare ut sibi confiteantur quolibet anno semel peccata sua totius anni et, si volunt, possunt dare licentiam quod aliis confiteantur; haec autem libertas in magna parte esset exclusa ab eis per largam interpretationem quam fratres ponunt in Privilegio dicendo quod vere poenitentes et (f. 66 a.) sibi confessi et auctoritate Privilegii rite ab eis absoluti non tenentur eadem peccata in numero suis presbyteris parochialibus iterum confiteri. Laederentur etiam per hoc presbyteri parochiales quantum ad famam, quia iam daretur occasio populo extimandi quod esset a summo pontifice ordinatum propter defectum presbyterorum parochialium quantum ad scientiam vel quantum ad mores vel quantum ad utrumque, et sic per illam largam interpretationem quam faciunt quidam pro fratribus multum laederetur fama presbyterorum parochialium. Quod etiam multum laederentur populi videtur, quia ex hoc haberent occasionem eva-

a) V om.

gandi et proprios a) sacerdotes (f. 58 d.) relinquendi et sua gravia peccata eis celandi.

Contra iam dictam instantiam positam contra rationem meam arguo probando quod per solutionem supra positam in hac quaestione non laederentur secundum veritatem populi, sed magis iuvarentur. Quia aut illi qui veniunt ad confitendum fratribus sunt vere poenitentes aut venientes bona intentione, aut sunt ficti et mala intentione venientes. Si veniunt bona intentione aut vere poenitentes, non veniunt intentione evagandi nec ad hoc ut suos idoneos fugiant sacerdotes nec ad hoc ut sua crimina celent eis, sed intentione quaerendi melius consilium, quia maiorem devotionem dedit sibi Deus confitendi fratri, et breviter intentione melius faciendi utilitatem animae suae. Si autem veniunt ficti et mala intentione, planum est quod fratres non possunt eos absolvere, et, si nunquam venirent ad fratres, possent ipsi, si vellent, sacerdotibus suis propriis illudere gravia sua crimina eis celando et nunquam nisi quaedam levia eis confitendo: quia in foro confessionis sacerdos non habet confitentem iudicare nisi de illis quae confitens vult manifestare. Talibus ergo non est nocivum venire ad fratres, sed utile, non ut a fratribus absolvantur quamdiu in tali statu sunt, sed ut per fratrum instructionem et exhortationem removeantur a tali fictione et intentione. Vides ergo quod expositio fratrum non laedit nec bonos de populo nec malos, sed iuvat multum.

Quod etiam ex hoc non multum laedereutur presbyteri parochiales in aliquo praedictorum videtur. Quod enim non laedantur quantum ad possessiones temporales videtur: quia per hoc quod confiterentur b) fratribus bonis clericis et devotis efficerentur devotiores, et quanto devotiores c) tanto in faciendo eleemosynas non tantum fratribus, sed etiam suis presbyteris parochialibus idoneis existerent liberaliores; quia etiam fratres boni clerici et devoti ad hoc eos exhortarentur ut suis presbyteris idoneis liberaliores existerent in suis eleemosynis faciendis quam si fratribus non confiterentur. Unde et videmus quod illae personae quae vivunt de consilio fratrum bonorum clericorum et devotorum in faciendis eleemosynis suis presbyteris parochialibus liberaliores sunt, et ea quae debent suis presbyteris parochialibus fidelius solvunt. Et sic d) patet quod interpretatio quae ponitur in Privilegio de non reconfitendo eadem peccata in numero non laedit presbyteros parochiales idoneos quantum ad

(a) L *proprii.* (b) V *confitentur.* (c) V om. *e. q. d.* (d) V *sicque.*

possessiones temporales. — Praeterea, si esset verum quod propter illam expositionem (f. 66 b.) largam Privilegii pauciores eleemosynas facerent subditi suis presbyteris parochialibus, adhuc probo quod non laederentur sacerdotes parochiales in possessionibus temporalibus tali impeditione quae impedire deberet largam Privilegii interpretationem. Quia nullus potest vere dicere se multum laedi in possessione temporali nisi cum possessio sibi de iure debita subtrahitur sibi a) in parte vel in toto vel peioratur vel ad consequendum talem possessionem impeditur; sed per illam interpretationem Privilegii quae dicit quod confessi fratribus non tenentur eadem peccata in numero suis presbyteris parochialibus iterum confiteri non subtrahitur aliquid sacerdotibus de possessionibus temporalibus eis de iure debitis, nec subtrahitur eis illud quod pia consuetudo introduxit, nec in parte nec in toto, nec minoratur, nec a consequendo tales possessiones propter hoc impediuntur; ergo, propter illam interpretationem non possunt vere dicere se in possessionibus temporalibus laedi multum. — Dato etiam quod verum esset quod pauciores eleemosynas eis facerent, (f. 59 a.) quia illud quod consecuturi essent de eleemosyna subditorum ultra illud quod debetur eis de iure et de pia consuetudine non debebatur eis, cum in potestate subditorum esset facere illam eleemosynam vel non facere: haec autem b) potestas remanet apud subditos, quamvis eadem peccata in numero quae fratribus sunt confessi non teneantur suis presbyteris parochialibus iterum confiteri.

Nec etiam ex hoc laeduntur sacerdotes parochiales quantum ad corpus illa laesione quae provenit ex subtractione vel diminutione possessionum quae eis debentur de iure vel de pia consuetudine, quia, ut probatum est statim ante, tales possessiones manent eis salvae, non obstante supradicta interpretatione; nec tantummodo non laeduntur quantum ad corpus, immo etiam iuvantur per supradictam interpretationem, quia minus oportet eos circa suos subditos laborare.

Nec laeduntur etiam quantum ad animam, quia meritum eorum in cura subditorum suorum non propter hoc impeditur, ut dicebas, quia per bonam voluntatem possunt fieri participes illius meriti quod fratres habent in audiendo confessiones subditorum suorum, et habendo bonam voluntatem et promptam ad audiendum peccata subditorum suorum de quibus sunt a fratribus absoluti, si subditi vel-

(a) V om. *de... sibi.* (b) L *enim.*

lent eis redicere; salvatur meritum sacerdotum, etiamsi subditi sui eis peccata illa de quibus fuerant a fratribus absoluti non redicant; aliter enim bona vita subditorum esset impedimentum meriti sacerdotum: quia quanto subditi melius vivunt, tanto pauciora peccata habent dicere sacerdoti. — Praeterea, maius meritum est in audiendo diligenter et examinare confessionem habentis pauca peccata quam superficialiter et cursim audire confessionem habentis multa peccata. Nunc autem ut frequentius ita est quod, si subditi confiterentur sacerdotibus suis quolibet anno semel tantum et omnia peccata illius anni, quod sacerdotes tot peccata et tot subditorum parochianorum non audirent nisi superficialiter et cursim. Ergo videtur quod quamvis subditi non teneantur (f. 66 c.) reiterare suis sacerdotibus a) peccata fratribus confessa, quod non propter hoc meritum sacerdotum, nisi noluerint b), impeditur, immo si sacerdotes vellent, magis ex hoc eorum meritum augeretur. — Et praeterea ipsi sacerdotes a parte periculi quod est in cura liberantur, quia nulla recta ratio dictat quod teneantur reddere Deo rationem de illis peccatis quae sui subditi non tenentur eis revelare nec volunt; unde et propter istud periculum vitandum quod est in cura multi sunt qui, compensata infirmitate humana, non reputant se laedi quantum ad animam, si beneficium quod habent cum cura dimittunt et datur eis beneficium aliud ita bonum sine cura.

Nec etiam sacerdotes parochiales ex hoc laeduntur quantum ad reverentiam, quia subditi qui confitentur fratribus ex hoc in pluribus et prudentiores et devotiores efficiuntur et fratres de reverentia suorum presbyterorum parochialium debent de congruitate eis facere monitiones; sed quanto subditi sunt magis edocti et devoti c) et de reverentia suorum praelatorum admoniti, tanto praelatis suis maiorem exhibent reverentiam: ergo si fratres qui confessiones audiunt faciunt id quod debent de congruitate, quod supponendum est, quamvis confessi non teneantur suis sacerdotibus parochialibus confiteri illa eadem peccata in numero de quibus fuerunt absoluti per fratres auctoritate praedicti Privilegii, tamen sacerdotes eorum ex hoc non laeduntur quantum ad reverentiam.

Nec laeduntur quantum ad libertatem, quia quamvis ante datum Privilegium esset in libertate eorum quod subditi eorum tenerentur eis dicere peccata totius anni quolibet anno semel vel dare eis licentiam ut confiterentur alii et post datum Privilegium non possent

(a) V *sacerdotis.* (b) L *voluerint.* (c) V om. *e. d.*

eos arctare ad hoc de iure quod confiteantur (f. 59 b.) eis quolibet anno semel peccata totius anni, sed solummodo peccata de quibus non fuerunt alias rite confessi et absoluti, hoc est peccata quae tunc habent quando confitentur proprio sacerdoti, non tamen propter hoc minus liberi sunt, omnibus computatis, sed magis, quia loco huius libertatis aliam libertatem sortiti sunt maiorem per interpretationem supradictam, immo, ut verius dicam, supposita veritate solutionis supra positae, quia ego non intendo Privilegium interpretari. Haec autem libertas maior quam sortiti sunt est haec: quia si tenerentur eis dicere omnia peccata totius anni, sacerdotes tenerentur omnia audire vel cum sollicitudine sacerdotem idoneum quaerere qui pro eis audiret, et ex quo subditi eorum confessi sunt fratribus et auctoritate Privilegii rite absoluti de peccatis suis, sicut illa peccata eadem in numero non tenentur suis propriis sacerdotibus confiteri iterum, ita sacerdotes non tenentur illa audire nec eis quaerere idoneum sacerdotem qui iterum illos audiat de eisdem peccatis in numero nisi velint; et haec libertas ita magna est vel maior sicut illa libertas quam dicunt sibi ablatam, si subditi eorum auctoritate Privilegii rite ab-(f. 66 d.)soluti non tenentur eis eadem peccata in numero a) iterum confiteri. Supposita ergo veritate solutionis supradictae, non propter hoc laeditur libertas sacerdotum parochialium, omnibus computatis, immo pro certo libertas eorum augetur: quia quanto parochiani eorum pauciora referunt eis vulnera, tanto a servitute et labore liberiores sunt; unde et liberiores dicuntur qui nullam habent quam curam habentes; ergo minus habentes curare liberiores sunt ceteris paribus quam illi qui plus habent curare: quanto enim infirmus commissus curae alicuius medici recipit a pluribus aliis medicis bonis alleviationem, tanto ille cui ordinarie commissus erat a servitute assistendi et labore operandi liberior existit. Sic ergo patet quod supposita veritate solutionis meae quam posui ad quaestionem, non propter hoc potest dici vere quod multum laedatur libertas sacerdotum parochialium, immo magis quod augeatur vel saltem quod, omnibus computatis, non minoretur.

Nec etiam ex hoc multum laeduntur quantum ad famam immo quod nec laeduntur in modico, sed magis est pro conservatione famae ipsorum. Certum est enim quod quanto homo est melior cle-

---

f) V om. *eis... numero.*

ricus et melioris conscientiae, tanto magis nititur servare aliorum famam et maxime praelatorum, quantum fieri potest, salva veritate et aequitate et communi utilitate. Cum ergo fratres Minores et Praedicatores quibus ab ordinibus conceditur potestas auctoritate Privilegii audiendi confessiones et absolvendi poenitentes, sint in sacra pagina eruditi, examinati et approbati a fratribus et homines conscientiae, sequitur quod ipsi quantum possunt nituntur, salva veritate et honestate et communi utilitate, salvare famam praelatorum; unde et proponentes suos sacerdotes parochiales infamare ab hoc proposito pro suo posse revocarent et illos qui eos diffamassent increparent et ad restituendam famam inducerent, quantum fieri posset salva veritate, et etiam prohiberent ne secretum peccatum praelati publicarent nec dicerent nisi illi qui vult et potest prodesse: hoc enim iustum est. Et sic patet quod, omnibus computatis, supradicta solutio quam dedi ad quaestionem non tam est contra sacerdotum parochialium famam, quantum est ad conservationem suae famae.

Sic ergo patet quod supposita veritate solutionis quam posui ad quaestionem, non obstante instantia quae posita (f. 59 c.) fuit contra meam rationem, sacerdotes parochiales non multum laeduntur, immo nec laeduntur, omnibus computatis, quantum ad possessiones temporales nec quantum ad corpus nec quantum ad animam nec quantum ad reverentiam nec quantum ad libertatem nec quantum ad famam. Et sic, non obstante praedicta instantia, remanet ratio quam posui pro opinione mea, prima ratio principalis.

Sed forte adhuc dices, volendo infringere quae dicta sunt, quod, si expositio fratrum non esset in praeiudicium sacerdotum, ita posset dici quod expositio contraria non esset in praeiudicium fratrum, propter easdem causas: quia si propter dictam expositionem pauciores fratribus confiterentur, (f. 67 a.) de paucioribus essent rationem reddituri, minus etiam laborarent, nihil etiam de bonis temporalibus eis debitis subtraheretur, nec laederentur quantum ad famam nec quantum ad debitam reverentiam nec quantum ad libertatem de iure eis debitam; quod si fratres propter praedicta reputarent huiusmodi expositionem sibi praeiudicativam, multo fortius sacerdotes possent reputare expositionem fratrum sibi praeiudicatoriam propter praedicta.

Sed haec instantia parum valet, quia ex quo supradicta expositio non est praeiudicatoria sacerdotibus, sicut probatum est, si daretur quod expositio contraria non esset praeiudicialis a) fratribus,

(a) L *preiudialis.*

adhuc rationabilior esset expositio fratrum quam alia, quia semper, ut supra (1) dictum est, Privilegia principum largissime sunt interpretanda, si ex illa interpretatione alius non multum laedatur. — Praeterea, si expositio contraria non esset praeiudicialis fratribus quantum ad possessiones temporales eis de iure debitas nec quantum ad illud quod de iure suis corporibus debetur nec quantum ad eorum animas, esset tamen in praeiudicium eorum quantum ad libertatem eis concessam in Privilegio, et, quod peius est, esset in praeiudicium veritatis, quia veritas iuris hoc habet quod in Privilegiis principum largissima interpretatio est tenenda quae non praeiudicat aliis multum.

2. Item, ad principalem conclusionem arguo sic. Quando aliqua clausula secundum se considerata potest habere duplicem sensum, posita in Privilegiis determinatur ad sensum qui facit pro Privilegio, ut probatur *Extra*, *De verborum significatione*, *Abbate* (2); ergo quamvis illa clausula "*Volumus autem*" secundum se considerata possit habere duplicem sensum, tamen in Privilegio posita determinatur ad sensum qui facit pro Privilegio; sed ille sensus secundum quem exponitur de peccatis etiam fratribus confessis magis est contra Privilegium et sensus contrarius magis pro Privilegio; ergo ad illum sensum magis determinatur posita in Privilegio.

Sed forte dices quod non habetur hoc expresse in dicto capitulo, sed quod huiusmodi clausula debet exponi secundum sensum qui « rectior esse videtur »; sed expositio contraria videtur rectior, quia secundum illam fratribus multum conceditur, scilicet potestas absolvendi irrequisitis ordinariis quam ante non habebant, et habentibus potestatem ordinariam ius proprium reservatur. — Praeterea, in Privilegio sunt duae clausulae: prima est in favorem fratrum, secunda in favorem sacerdotum parochialium, utraque principaliter in favorem populorum; ergo sicut in prima clausula, si esset aliquid obscurum, rectior esset illa expositio quae faceret pro fratribus, si ex hoc populares non laederentur vel sacerdotes ex hoc non laederentur multum, ita in secunda clausula rectior est expositio quae magis facit pro sacerdotibus, cum non sit in laesionem populorum neque ex ea fratres possint dici laedi multum.

Contra p r i m a m istarum instantiarum (f. 59 d.) arguo primo sic. In illa decretali *Abbate* agitur de quadam controversia inter mona-

(1) Cf. pag. 11.
(2) Greg. IX, *Decretales*, V, tit. 40, c. 25.

sterium sancti Bertini ex una parte et monachos de Alchiato ex altera parte: quia monasterium Sancti Bertini dicebat quod monachi de Alchiato non poterant a) eligere (f. 67 b.) abbatem nisi de monasterio Sancti Bertini, hoc negantibus monachis de Alchiato, unde et unum elegerant de ipsius ecclesiae gremio, cuius confirmationem ab episcopo Morinensi b) cum obtinere non potuissent, eam a Sede apostolica petierunt; sed ex adverso procurator monasterii Sancti Bertini proposuit tria pro monasterio Sancti Bertini, scilicet approbatam consuetudinem et Privilegium Paschasii papae et Privilegium papae Callixti. Modo, sicut dixit praedicta decretalis, in « Privilegio Paschasii papae concesso monasterio Sancti Bertini hujusmodi capitulum apparet insertum: subrogationem abbatis penes monasterium Sancti Silvini apud Alchiatum, secundum praeteriti temporis morem, in vestra concedimus dispositione persistere ». Modo dicitur in praedicta decretali quod haec determinatio "secundum praeteriti temporis morem" potest intelligi conditionalis, et tunc est sensus, id est "si mos praeteriti temporis fuit talis", et haec expositio multum erat favorabilis illis de Alchiato et parum parti monasterii Sancti Bertini; poterat etiam intelligi causalis sub hoc sensu, id est "quia mos praeteriti temporis sic obtinuit", et haec expositio multum faciebat pro parte monasterii Sancti Bertini et contra partem monachorum de Alchiato, et dicit dominus papa quod « hic sensus rectior esse videtur » et assignat rationem quare, scilicet quia magis faciebat pro Privilegio. Unde verba decretalis sunt haec: « Hic autem sensus rectior esse videtur, quia cum Privilegium sit lex privata et lex non debeat esse obscura et captiosa, sed certa et manifesta, nec esset privata nisi aliquid specialiter indulgeret, profecto sic intelligenda sunt illa verba ut res de qua agitur valere possit potius quam perire ». Ecce hic ostendit aperte dominus papa quod illa secunda expositio rectior esse videtur propter hoc quod magis faciebat pro Privilegio. In quo satis habetur expresse quod si aliqua clausula secundum se considerata potest habere duplicem sensum, ipsa in Privilegio posita determinatur ad sensum qui facit pro Privilegio: quod negabat instantia prima.

Praeterea, instantia prima accipiebat unum dubium, in hoc quod dicebat quod secundum illam expositionem aliam fratribus multum conceditur, quia dubium est apud aliquos utrum respectu eorumdem

(a) L *poterunt.* (b) VL *Momeonensi.* (c) V *alii.*

peccatorum in numero sacramentum poenitentiae habeat efficaciam ex vi clavium plus quam semel. Unde et venerabilis doctor frater Bonaventura, in IV *Super sententias* (1), in solutione cuiusdam argumenti, dicit quod non, sed secundo susceptum respectu eorumdem peccatorum in numero non habet efficaciam nisi ex vi meriti ex parte confitentis, scilicet se humiliando et erubescendo et etiam propter orationem sacerdotum; et hoc idem audivi determinari a duobus magistris aliis. Cui opinioni aliqui a) volunt adaptare illud quod dicitur *De poenitentia*, Dist. I (2), ubi dicitur sic: « Dignus est misericordia qui spirituali labore quaerit gratiam: laborat enim mens patiendo erubescentiam, et quoniam verecundia magna est poena, qui erubescit pro Christo fit dignus misericordia; unde patet quia quanto pluribus quis (f. 67 c.) confitebitur in spem veniae turpitudinem criminis, tanto facilius consequetur b) gratiam remissionis ». Usque huc videtur decretum facere pro illa opinione. Illud autem quod statim sequitur, quamvis prima fronte videatur facere contra, non tamen facit, ut dicunt; (f. 60 a.) statim enim subiungitur: « Ipsi enim sacerdotes plus possunt proficere iam, plus confitentibus parcere ». Dicunt enim hoc debere intelligi secundum minorem poenitentiam injungendo, quia quanto confitens magis erubescit, tanto magis potest sacerdos licite et secundum rectum rationis iudicium confitenti minorem poenitentiam iniungere; dicunt etiam cum hoc, hoc debere intelligi, scilicet instruendo et orando. Cui videtur concordare Apparatus (3), super illud verbum "*Facilius*", ubi dicitur quod « tot sacerdotes obligat ad orandum pro se quot sacerdotibus confitetur ». Et si haec opinio esset vera, quam ad praesens nec affirmo nec nego, per expositionem quam ponunt aliqui praelati in Privilegio nihil per illud Privilegium fratribus esset concessum. Sic ergo illa instantia supponebat aliquid quod apud multos erat dubium. — Nec sequeretur secundum illorum opinionem sacramentum poenitentiae esse infirmum et egenum elementum, quia *infirma et egena elementa*, hoc est sacramenta Veteris Legis, non habebant efficaciam ex vi sacramenti neque bis neque semel; sed illorum o-

(a) V *alii*. (b) V *consequitur*.

(1) Dist. 17, p. 3, a. 1, q. 2, *ad* 5 (IV, 454b), et dist. 18, p. 1, a. 2, q. 2, *ad* 7 (IV, 478b). Cf. Gratianus, *Decret.* II, C. 33, q. 3, d. 1, c. 37 (PL 187, 1531).

(2) Gratianus, *Decret.* II, C. 33, q. 3, d. 1. c. 88 (PL 187, 1560).

(3) Cf. Gratianus, *Decret.* ed. Venetiis 1605, pag. 1600, nota *s*.

pinio bene concedit sacramentum confessionis ex vi sacramenti respectu eiusdem peccati in numero habere efficaciam semel et totiens posse habere suam efficaciam ex vi sacramenti quotiens iteratur peccatum, et etiam, si susceptum respectu unius peccati in numero non habet suam efficaciam prima vice propter indispositionem suscipientis, respectu eiusdem peccati in numero potest habere suam efficaciam alia vice quando suscipiens a) fuerit debito modo dispositus ad suscipiendum, et quia incertum est de debita hominis dispositione, ideo respectu eiusdem peccati in numero potest pluries homo absolvi; nec oportet ibi propter hoc ponere conditionem explicitam dicendo "si prima absolutio non habuit efficaciam ex vi clavium respectu istorum peccatorum, ego te absolvo ", quia in hiis quae ita frequenter sunt in usu non oportet conditionem explicare nec de ea actualiter cogitare, sed sufficit illam habere habitualiter. Unde quando levatur corpus Christi in altari, non oportet quod homines dicant vel actualiter cogitent de hac conditione " si sacerdos consecravit ut debuit"; unde si sacerdos malitiose levaret hostiam non consecratam, adorantes non reputarentur idolatrae, si hoc nescirent, quia habitualiter tenerent quod non adorarent nisi esset debito modo consecrata. Quia vero supradicta opinio multos et magnos habet contrarios et fortes rationes habentur b) pro parte alia, ideo nec opinionem supradictam nec aliam volo affirmare, sed tantum dicere supradictam instantiam in hoc supponendo illud quod est dubium apud multos supposuisse.

Supradicta etiam instantia unum aliud falsum supponit, quod scilicet ideo c) expositio eorum debeat dici rectior quia magis servat ius commune. Si enim hoc esset verum, tunc omne Privilegium aliquid detrahit de iure communi, quia secundum Gaufredum Privilegium d) est lex privata contra ius commune indulta, et XXV, q. 1, § ultimo (1), (f. 67 d.) dicitur e) sic: «Neque enim Privilegia aliquibus concederentur, si praeter generalem legem nulli aliquid speciale indulgeretur». Notandum tamen hic quod si per Privilegium large ipsum interpretando detraheretur aliquid iuri, cuius iuris mutatio non esset in potestate Privilegium conferentis, vel per hoc subtraheretur aliquid f) alicui quod conferens Privilegium illi

(a) V *sufficiens.* (b) L *habent.* (c) V *omnino.* (d) V om. *aliquid.... Privilegium.* (e) L *dicit.* (f) V om.

(1) Gratianus, *Decret.* II, C. 25, q. 1, c. 16 (PL 187, 1325).

subtrahere non posset, ibi esset stricta interpretatio Privilegii facienda. Nunc autem non est ita in proposito, quia illud statutum est totaliter in potestate domini papae, ita quod potest illud mutare et posset si vellet revocare. Unde revocando illud non faceret contra ius, sed novum ius statueret, et illam auctoritatem quam habent sacerdotes super suos subditos posset minuere. — Hiis videntur concordare quaedam dicta XXV, (f. 60 b.) q. 1, § ultimo (1), ubi dicitur sic: « Sacri quidem canones ita aliquid constituunt ut suae interpretationis auctoritatem sanctae romanae Ecclesiae reservent: ipsi namque soli canones valent interpretari, qui ius condendi eos habent. Unde in multis capitulis conciliorum a), cum aliquid observandum decernitur, statim subinfertur "nisi auctoritas romanae Ecclesiae aliter imperaverit" vel "salvo tamen in omnibus iure sanctae romanae Ecclesiae" vel "salva tamen in omnibus apostolica auctoritate". Quaecumque ergo de decimis vel quibuscumque ecclesiasticis negotiis sacris canonibus definiuntur, intelligenda sunt necessario servari nisi auctoritas romanae Ecclesiae aliter fieri mandaverit vel permiserit. Cum ergo aliqua Privilegia ab apostolica Sede aliquibus conceduntur, etsi contra generalem legem aliquid sonare videantur, non tamen contra ipsam aliquid concedere intelliguntur, cum ipsius legis auctoritate Privilegia singulorum penes matrem omnium ecclesiarum reserventur ». Unde in eodem capitulo, parum ante textum quem modo retuli, sic dicitur de romana Ecclesia: « Licet itaque sibi contra generalia decreta specialia Privilegia indulgere et speciali beneficio concedere quod generali prohibetur decreto ». Ex praedictis patet quod praedicta instantia falsum supponebat supponendo quod illa interpretatio in Privilegiis papae est rectior quae magis salvat statuta communia: quia sic omne Privilegium apostolicum esset interpretandum stricte, ut probatum est, et tamen illud est falsum et contra canonica iura.

Secunda instantia quae fuit posita contra principalem rationem removebitur in argumentorum solutione.

3. Tertio arguo sic. Privilegium debet esse in favorem illorum quibus concessum est: quod potest probari per illud quod dicitur C. *De legibus,* L. *Quod* b) *favore* c) *quorumdam* (2); sed si intellec-

(a) L *consiliorum.* (b) VL *quo.* (c) V *favorem.*

(1) Gratianus, loc. cit.
(2) Justinianus, *Codex*, I. tit. 17, L. 6.

tus illius clausulae quae ponitur in Privilegio *" Volumus autem"* etc. esset talis quod confessi fratribus rite et absoluti auctoritate Privilegii ab eisdem tenerentur eadem peccata in numero suis sacerdotibus parochialibus confiteri, istud a) Privilegium non esset in favorem fratrum, immo non tam videretur utile quam nocivum: quia tunc videtur esse quoddam statutum poenam injungens confitentibus praedictis fratribus reiterationis peccatorum suorum, et sic patet quod praedictum Privilegium non esset in favorem fratrum, maxime cum homines de difficili inducantur ad semel idem peccatum confitendum.

Sed dices quod, hoc non obstante, adhuc (f. 68 a.) istud Privilegium multum esset in favorem fratrum, quia per privilegium possent poenitentibus confitentibus sibi impendere beneficium absolutionis et sic remittere partem poenae debitae virtute clavium, quae alias non possent nisi de licentia ordinariorum vel sacerdotum parochialium.

Sed contra hanc solutionem arguo sic. Certum est enim quod, compensata humana infirmitate, valde magnum est suas secretas turpitudines manifestare sacerdoti et tam magnum ut etiam multi homines cum maxima difficultate ad confitendum semel in anno possunt induci; si ergo poenitentes fratribus confessi et rite absoluti ab eis auctoritate Privilegii tenerentur eadem peccata in numero suis parochialibus iterum confiteri, paucissimi fratribus confiterentur, quia et episcopi nisi snb hac conditione nollent fratribus suam potestatem concedere, et sic evacuaretur fructus quem hactenus fecerunt fratres Praedicatores et fratres Minores in Ecclesia in audiendo confessiones et absolvendo poenitentes. Et (f. 60 c.) sic patet quod, omnibus computatis et infirmitate confitentium compensata, quod istud Privilegium non tam esset praedictis fratribus utile b) quam nocivum nec tam in eorum favorem quam in eorum laesionem, si vere poenitentes et confessi eis et auctoritate Privilegii rite ab eis absoluti tenerentur eadem peccata in numero suis presbyteris parochialibus iterum confiteri.

Item, *De poenitentia,* Dist. I, *Non ita* (1): « Neque necessarium c) est quae semel sacerdoti confessi fuerimus, denuo confiteamur ». Ibi Apparatus (2) hoc verbum exponens non excipit ex parte con-

(a) L *illud.* (b) V *utilem.* (c) VL *necessaria.*

(1) Gratianus, *Decret.* II, C. 33, q. 3, d. 1, c. 87 (PL 187, 1555.)

(2) Cf. Gratianus, *Decret.* ed. Venetiis 1605, pag. 1595, nota *m.*

fessorum nisi duos casus: unus est si non habet scientiam discernendi, alius si non habet potestatem absolvendi. Sed praedicti fratres per praedictum Privilegium vere habent potestatem absolvendi, ita quod si absolverunt vere poenitentes et confessos, vere absoluti sunt. Et hoc etiam concedunt illi qui nituntur a) Privilegium in contrarium exponere b). Ergo si aliqui vere poenitentes et confessi absolvuntur a praedictis fratribus auctoritate Privilegii supradicti, cum fratres sint tales qui habent scientiam discernendi, non tenentur eadem peccata in numero suis parochialibus iterum confiteri.

Item, illud quod ponitur in isto statuto *Omnis utriusque sexus: "Omnia peccata sua"*, sic debet exponi: *"Omnia peccata sua"*, scilicet de quibus non fuerint c) alias rite confessi d) et absoluti e), ut probabo. Cum ergo vere poenitentes confitentes fratribus et absoluti f) ab eisdem auctoritate praedicti Privilegii sint vere confessi et absoluti, ut etiam concedunt illi qui sunt opinionis contrariae, videtur quod virtute illius statuti, dato quod salvum maneat per Privilegium, non teneantur eadem peccata in numero suis sacerdotibus parochialibus iterum confiteri. — Maiorem probo sic. Super illud verbum *"Omnia peccata sua"* dicit Glossa (1) sic: «Aliter non esset fructuosa poenitentia, ut dictum est supra, C. *Quod quidam* » (2). Ex hoc arguo sic. Per concordantiam quam adducit Glossator probabiliter possumus coniecturari de mente sua circa textum quem exponit; sed illa decretalis *Quod quidam* loquitur de illis qui veniunt ad confessionem nec tamen vere poenitent, quia ab aliquibus peccatis suis abstinere nolunt; videtur ergo quod de mente Glossatoris fuit quod illa verba statuti *"Omnia peccata* (f. 68 b.) *sua"* ponantur contra illos qui non vere poenitent aut quia de aliquibus peccatis suis nolunt abstinere aut quia aliqua vel aliquod de quibus vel de quo non fuerunt alias rite confessi et absoluti nolunt manifestare. Et sic patet quod de mente Glossatoris fuit quod per illa verba posita in statuto *"Omnia peccata sua"* non intelliguntur peccata nisi illa de quibus alias non fuerunt rite confessi et absoluti. Item, si poenitens esset hodie confessus sacerdoti omnia peccata sua

(a) V add. *contra.* (b) V om. *i. c. e.* (c) L *fuerit.* (d) L *confessus.* (e) L *absolutus.* (f) VL *absolvuntur.*

(1) Cf. Gregorius IX, *Decretales*, V, tit. 38, c. 12, ed. Venetiis 1595, pag. 1322, nota *g*.

(2) Cf. Gregorius IX, *Decretales*, V, tit. 38, c. 5, ed. Venetiis 1595, pag. 1319, nota *a*.

quae fecit usque nunc et postea in Paschate vere confiteretur sacerdoti suo omnia peccata sua quae postea commisisset non reiterando priora de quibus sibi a) ante confessus fuerat, adhuc vere posset dicere statim postquam esset confessus secundo: "ego modo confessus sum sacerdoti meo omnia peccata mea", quia esset confessus omnia peccata sua quae tunc habebat quando ultimo confessus est; ergo per hoc quod illud statutum *Omnis utriusque sexus* dicit quod quilibet fidelis teneatur semel in anno confiteri proprio sacerdoti omnia peccata sua non plus potest b) concludi nisi quod teneatur sibi confiteri omnia peccata sua de quibus non fuit alias vere confessus et rite absolutus ab eo qui potuit, si de illis poenitentiam sibi iniunctam in memoria retineat vel iam expleverit. Praeterea, haec expositio confirmatur in simili per Glossam, I *Ad Thessalonicenses*, ultimo, super illud verbum: *Omnia probate,* quod verbum sic exponit Glossa (1): « *Omnia*, scilicet probanda, certa enim non egent discussione »; a simili dico in proposito: quilibet confiteri suo proprio sacerdoti se- (f. 60 d.) mel in anno omnia peccata sua, scilicet confitenda, quia iam confessa non indigent confessione, loquendo de de indigentia necessitatis, si poenitentes de illis fuerint vere confessi et rite absoluti ab eo qui potuit et poenitentiam sibi iniunctam in memoria retinent c) vel iam expleverint d). Et sic tripliciter probata est maior principalis rationis quae restabat probanda.

Item ad principalem rationem arguo sic. Non est verisimile dominum papam voluisse teneri per hoc Privilegium modum absolvendi poenitentes quem hactenus sacrosancta romana Ecclesia non consuevit; sed si illa clausula Privilegii *" Volumus autem"* etc. referretur e) ad eadem peccata in numero de quibus poenitentes sunt auctoritate Privilegii per fratres absoluti, tunc in absolutione poenitentium necessarium esset observare modum quem hactenus sacrosancta romana Ecclesia non consuevit; ergo videtur quod illa clausula Privilegii *" Volumus"* etc. non debeat intelligi de eisdem peccatis in numero de quibus poenitentes auctoritate Privilegii fuerunt a fratribus absoluti. — Maior patet, quia f) circa circumstantias tentionis in suscipiendo sacramenta sacrosancta romana g) Ecclesia nihil nisi cum magna deliberatione et convocato multorum concilio h) ordina-

(a) L om. (b) L *habet.* (c) VL *retinet.* (d) VL *expleverit.* (e) V *refertur.* (f) L om. (g) L om. (h) L *consilio.*

(1) Lombardi, in hunc loc. (PL 192, 309).

re consuevit. — Minorem argumenti probo sic. Certum est enim quod per illam clausulam Privilegii *" Volumus autem"* intendit dominus papa quod confessi fratribus teneantur semel in anno confiteri suis presbyteris parochialibus confessione de qua loquitur illud statutum *Omnis utriusque sexus;* sed illud statutum loquitur de confessione sacramentali quae requirit absolutionem sacramentalem; ergo intendit (f. 68 c.) dominus papa quod illi qui confitentur fratribus et auctoritate Privilegii absolvuntur ab eisdem teneantur b) suis presbyteris parochiaibus semel in anno confiteri et ab eis recipere sacramentalem absolutionem; sed sacrosancta romana Ecclesia non consuevit quod aliquis de eodem peccato in numero teneatur bis recipere sacramentalem absolutionem, sicut declarabo; ergo, si illa clausula Privilegii c) *" Volumus autem"* etc. intelligeretur de eisdem peccatis in numero de quibus auctoritate Privilegii sunt rite a fratribus absoluti intentione recipiendi absolutionem, necessarium esset aliquid observare quod hactenus sacrosancta romana Ecclesia non consuevit, hoc est vere absolutum ab aliquo peccato arctare ad recipiendum de illo peccato iterum absolutionem. Quod autem sancta romana Ecclesia non consueverit hactenus vere absolutum de aliquo peccato iterum arctare ad recipiendum de illo peccato absolutionem, probari potest per illud quod dicitur *Extra, De sententia excommunicationis, De cetero* (1), in Glossa super illud verbum *" Mandatum apostolicum susceptura"*, ubi dicit Glossa (2): « Non dicit *" absolvendus "* quia iam est absolutus, quia obligatio semel extincta iterum non reviviscit »; et aliquibus interpositis postea dicitur quod « libertatis sententia undecumque obtenta non retractatur » d). In quo satis patet quod non consuevit sancta romana Ecclesia vere poenitentem et rite absolutum ab eo qui potuit arctare ad suscipiendum de eodem peccato in numero absolutionem. Cui valde consonat illlud quod dicitur XXIII, q. 4, *Si illic* (3), ubi dicitur quod « semel in abolitione missa punitio recidivo dolore non debet iterari divinae secundum imitationem clementiae, quae dimissa peccata in ultionem redire non permittit », vel « non patitur » secundum aliam litteram; vel illud quod dicitur *De*

(a) L om. (b) VL *tenentur.* (c) L om. (d) L *re* cum spatio vacuo.

(1) Greg. IX, *Decretales,* V, tit. 39, c. 11.

(2) Cf. Greg. IX, *Decretales,* V, tit. 39, c. 11, ed. Venetiis 1595, pag. 1330, nota *k.*

(3) Gratianus, *Decret.* II, C. 23, q. 4, c. 29 (PL 187, 1191).

poenitentia, Dist. III, *Item opponitur* (1), ubi dicitur: « Quod a ratione alienum ecclesiastica probatur consuetudine, quae pro eodem peccato, nisi reiteratum fuerit, nulli bis poenitentiam imponit ». Et supradicta ratio videtur habere vigorem sive absolutio secundo recepta habeat efficaciam respectu eiusdem peccati in (f. 61 a.) numero ex vi clavium sive non, supposito quod prima absolutio suum effectum habuerit, qùia quocumque istorum modorum dato videtur probatum esse illud quod intendebamus, scilicet quod sancta romana Ecclesia non consuevit vere absolutum de aliquo peccato vel de aliquibus peccatis arctare ad suscipiendum iterum absolutionem de illo eodem peccato vel de illis eisdem peccatis.

4. Item ad principalem conclusionem arguo sic. Secundum quod patet ex contentis in Privilegio, dominus papa intendebat quod fratres per hoc Privilegium in agro dominico, hoc est in Ecclesia, facerent « *fructus uberes* » non tantummodo praedicando, sed etiam confessiones audiendo; sed si poenitentes qui confitentur vere fratribus et rite absolvuntur ab eis auctoritate Privilegii praedicti et poenitentiam sibi iniunctam in memoria retinent vel iam expleverunt tenerentur eadem peccata in numero suis presbyteris parochialibus iterum confiteri, fratres occasione huius Privilegii non possent facere in Ecclesia fructus ita uberes sicut hactenus fecerunt, quia tunc paucissimi confiterentur eis, cum difficile sit etiam eis semel tantum confiteri, et episcopi, si sic interpre - (f. 68 d.) taretur Privilegium, de cetero potestatem suam fratribus nisi sub hac conditione non concederent, ut probabiliter praesumitur; ergo videtur quod virtute Privilegii et ex intentione domini papae vere poenitentes et fratribus confessi et ab eisdem virtute praedicti Privilegii rite absoluti, si poenitentiam sibi iniunctam in memoria retinent vel iam expleverunt, non tenentur eadem peccata ni numero suis presbyteris parochialibus iterum confiteri.

5. Item, non est probabile quod dominus papa intenderit ordinare aliquid quod esset populo occasio male sentiendi de virtute sacramenti confessionis; sed si vere poenitentes et confessi et vere absoluti ab eo qui potest cum conditionibus saepe dictis tenerentur eadem peccata in numero suis presbyteris parochialibus iterum confiteri, esset populo occasio male sentiendi de efficacia sacramenti confessionis; quod docet experientia, cum iam multi populares dicant: quid valeret sacramentum confessionis, si semel legitime sus-

(4) Gratianus, *Decret.* II, C. 33, q. 3, d. 3, c. 41 (PL 187, 1612).

ceptum non sufficeret respectu illorum peccatorum pro quorum purgatione fuit susceptum, sed necessarium esset iterum ipsum suscipere per purgationem eorumdem peccatorum? et iam dictum sit quod tunc oporteret Christum iterum semel mori. Videtur ergo quod nullo modo fuit intentio domini papae quod legitime absoluti a fratribus auctoritate praedicti Privilegii tenerentur eadem peccata in numero suis presbyteris parochialibus iterum confiteri, cum hoc esset populo occasio errandi, ut est declaratum.

6. Item, non est probabile quod dominus papa per hoc Privilegium intenderit aliquid ordinare quod esset populo occasio male sentiendi de potestate sanctae romanae Ecclesiae; sed si interpretatio quam aliqui ponunt in Privilegio de reconfitendo eadem peccata in numero suis presbyteris parochialibus esset vera, esset populo occasio male sentiendi de potestate sanctae romanae Ecclesiae: faciliter enim possent opinari Ecclesiam non habere illam potestatem quam habet, cum viderent se absolutos auctoritate Privilegii concessi a summo pontifice iterum de eisdem peccatis in numero absolutione a) suorum sacerdotum parochialium indigere. Videtur quod hoc nullo modo fuit de intentione domini papae nec debuit esse.

7. Item, dominus papa Martinus qui hoc Privilegium concessit, multum dilexit fratres; cuius signum fuit quod consilio eorum magno empore vixit et in fine, ut dicitur, in loco fratrum sepeliri elegit (1). Cum ergo ei fuerit multis clamoribus nuntiatum quod fratres sentiebant b) et dicebant et sic utebantur quod vere poenitentes eis confessi et ab eis auctoritate (f. 61 b.) Privilegii praedicti absoluti rite, si poenitentiam sibi iniunctam in memoria retinerent vel iam explevissent, non tenebantur eadem peccata in numero suis sacerdotibus parochialibus iterum confiteri, si non credidisset hoc esse verum, fratres super hoc redarguisset, saltem hoc significando ministro generali vel capitulo provinciali vel conventui parisiensi vel saltem aliquibus magistris de conventu parisiensi, aliter enim non ostendisset effectum dilectionis ad fratres, cum scienter permisisset Privilegio male uti, nec ad populum, cum scienter permisisset animas eorum decipi. Sed nunquam audivi quod significasset c) ministro generali nec alicui capitulo provinciali nec conventui parisiensi nec

(a) V *absolutionem.* (b) V *nuntiabant.* (c) VL *significaret.*

(1) Perusii tumulatus est, cum Assisii sepulturam elegisset. Salimbene, *Chronica*, 566.

alicui de magistris quod absoluti (f. 69 a.) auctoritate Privilegii tenerentur eadem peccata in numero iterum confiteri. Ergo aperte videtur credidisse quod expositio fratrum de non reconfitendo de necessitate non debuit reprehendi.

8. Item, FF. *De regulis iuris* (1): « Quotiens dubia interpretatio est libertatis, secundum libertatem pronuntiandum erit »; sed illa interpretatio quae ponit quod confessi fratribus non tenentur a) confiteri iterum eadem peccata in numero magis est secundum libertatem privilegiatorum et eorum qui eisdem confitentur quam illa interpretatio quae ponit quod tenentur eadem peccata in numero suis sacerdotibus parochialibus iterum confiteri; ergo primae interpretationi standum est.

9. Item, FF. *De regulis iuris* (2): « Quotiens idem sermo duas sententias exprimit, illa potissimum exprimatur quae rei gerendae aptior est »; sed interpretatio quae ponit quod confessi fratribus et absoluti rite auctoritate Privilegii non tenentur eadem peccata in numero reconfiteri b) aptior est ad gerendum negotium pro quo Privilegium fratribus est concessum quam interpretatio contraria; ergo primae interpretationi standum est.

10. Item, *Extra*, *De privilegiis* (3), est una decretalis quae talis est: « In hiis quae ad cultum divinum facere dignoscuntur non maligna, sed benigna est potius interpretatio facienda; unde mirari compellimur quod, cum fratribus P r a e d i c a t o r i b u s et M i n o r i b u s duximus indulgendum ut ubicumque fuerint sine parochialis iuris praeiudicio cum altari valeant viatico celebrare, quidam nimis stricte interpretando indulgentiam nostram nituntur asserere quod per eam praedicti fratres praeter praelatorum assensum facere hoc non possunt; propter quod eos celebrare iuxta indulgentiam apostolicam non permittunt. Cum autem nihil eis conferret memorata indulgentia, sine qua id praelatis annuentibus liceret eisdem, fraternitati tuae mandamus quatenus, interpretatione huiusmodi reprobata, dum tamen ab aliis quae iure parochiali proveniunt prorsus abstineant c), datam eis sic licentiam celebrandi auctoritate nostra non differas

(a) L *tenerentur*. (b) V *confiteri*. (c) V om. *p. a.*

(1) Justinianus, *Digesta*, L, tit. 17, reg. 20.

(2) Justinianus, *Digesta*, L, tit. 17, reg. 67,

(3) Greg. IX, *Decretales*, V, tit. 33, c. 30. Conformis est regula juris civilis: « Semper in dubiis benigniora praeferenda sunt ». *Digesta*, L, tit. 17, reg. 56

publicare, ita quod dicti fratres aliquam ex indulgentia nostra videantur gratiam consecuti ». Ecce hic habes quod Privilegia summi pontificis maxime ordinata ad bona spiritualia ita benigne debent interpretari et ita large quod non tantummodo privilegiati ex hoc consequantur aliquam gratiam, sed etiam videantur consecuti, hoc est dictu quod clarum sit ipsos privilegiatos per suum Privilegium aliquam specialem gratiam obtinere; sed secundum expositionem quam ponunt aliqui in Privilegio, dicendo quod poenitentes quantumcumque auctoritate Privilegii absoluti tenentur eadem peccata in numero suis sacerdotibus parochialibus reconfiteri et quod non possunt absolvere per Privilegium de illis (f. 61 c.) casibus quos praelati vellent sibi specialiter retinere, non esset clarum quod fratres essent consecuti omnibus computatis aliquam specialem gratiam per praedictum Privilegium, sed magis viderentur consequi nocumentum, sicut declarabo; ergo illa interpretatio est reprobanda et contraria opinio est tenenda. Probatio assumptae: dato quod non obstante illa expositione contraria fratres possent per Privilegium beneficium absolutionis (f. 69 b.) impendere et sic virtute clavium partem poenae remittere, tamen quia, ut superius declaratum est, non invenirentur qui ab eis curarent istam gratiam recipere ex quo reconfiteri tenerentur, nihil valeret fratribus illa gratia neque recte posset dici in hoc eis facta manifeste gratia specialis: sicut si medico daretur licentia operandi circa omnes infirmos de civitate cum tali conditione propter quam nulli infirmi vellent venire ad curam nec recipere curam eius, in hoc non fieret illi medico gratia specialis, sed magis nocumentum omnibus computatis a).

11. Praeterea, si non possent fratres absolvere per Privilegium de casibus quos vellent sibi episcopi specialiter retinere, cum ipsi episcopi quodlibet peccatum mortale sibi retinere possent si vellent et postea omnibus sacerdotibus suis parochialibus faciendo eos poenitentes suos concedere potestatem absolvendi de illis, tunc fratres non possent per Privilegium absolvere pœnitentes de aliquo mortali peccato nisi episcopo annuente; cum ergo etiam hoc possent de voluntate episcopi ante datum Privilegium, videtur quod, si illud verum esset, quod per hoc Privilegium, quantum ad articulum audiendi confessiones, non viderentur fratres aliquam gratiam specialem consecuti.

12. Et quia aliqui magnam vim faciunt de hoc verbo "*sua*" posi-

a) L om. *o. c.*

to in statuto dicentes peccata poenitentium, quantumcumque remissa quantum ad culpam et totam poenam per multam humiliationem et per confessionem et absolutionem receptam ab illo qui potuit absolvere et per condignam satisfactionem, quod adhuc, si non dixerunt illa proprio sacerdoti, tenentur illa semel in anno suo sacerdoti confiteri, intendo probare hanc conclusionem quod saltem illi vere poenitentes, qui a fratribus absoluti auctoritate Privilegii ita condignam poenitentiam receperunt et expleverunt quod tota poena quae pro talibus peccatis deberetur sibi in purgatorio sit remissa, non teneantur illa eadem in numero suis sacerdotibus parochialibus iterum confiteri. Et hoc probo sic. Inter alia quae continentur in illo statuto *Omnis utriusque sexus* etc. duo ad praesens considero: unum quod causatur ex statuto, et hoc est obligatio cuiuslibet fidelis ad confitendum semel in anno omnia peccata proprio sacerdoti; aliud est quod non causatur a statuto, sed a statuto supponitur, et hoc est quod illa peccata sint peccata ipsius confitentis, et hoc patet per hoc quod dicit "peccata sua". Illa ergo peccata quae tenetur poenitens semel in anno confiteri proprio sacerdoti sunt peccata "*sua*" aliquo modo existendi "*sua*", qui non causatur a statuto, sed supponitur a statuto; sed illa peccata de quibus poenitentes sunt absoluti a fratribus auctoritate Privilegii cum conditionibus supradictis in principio argumenti non sunt peccata "*sua*" aliquo modo existendi "*sua*" a), qui supponatur a statuto et non causetur a statuto, sicut declarabo; ergo poenitentes praedicta peccata non tenentur suis presbyteris parochialibus iterum confiteri. Probatio assumptae. Illa peccata iam non sunt "*sua*" quantum (f. 61 d.) ad culpam quia remissa, nec quantum ad poenam quia pœna quae debebatur eis in purgatorio est quictata et illa poena temporalis in quam illa fuit commutata (f. 69 c.) est expleta per positionem, nec quantum ad reconciliationem Ecclesiae quia sufficienter reconciliati sunt Ecclesiae pro illis peccatis in foro poenitentiae et illa quae est in foro iudicii pro peccatis secretis non requiritur. Quod autem sufficienter sint reconciliati Ecclesiae in foro poenitentiae pro illis peccatis, hoc patet: quia talis reconciliatio fit per hoc quod digne recipitur sacramentum poenitentiae ab illo qui sacramentum poenitentiae potest ministrare et per expletionem iniunctae poenitentiae; sed fratres auctoritate Privilegii vere poenitentibus possunt et poenitentias iniungere salutares et eos absolvere, ut etiam concedunt illi qui sunt

(a) L *suo.*

opinionis contrariae: ergo fratres auctoritate Privilegii possunt vere poenitentes reconciliare Ecclesiae in foro poenitentiae; illa ergo peccata a), de quibus supra dictum est, non sunt amplius "*sua*" quantum ad reconciliationem Ecclesiae faciendam, quia iam facta est.

Si autem dicas quod adhuc sunt ad delendam, dico quod verum est; sed propter istum modum existendi "*sua*" non tenentur per statutum illa suis presbyteris parochialibus reconfiteri, quia sic etiam sunt "*sua*" illa quae suis presbyteris parochialibus sunt confessi. Sic ergo probatum est quod illa peccata supradicta non sunt amplius "*sua*" aliquo modo existendi "*sua*", qui supponatur a statuto et non causetur per statutum, propter quem modum illla iterum confiteri teneantur.

Si autem dicis quod adhuc sunt "*sua*" ad confitendum proprio sacerdoti, hoc parum valet, quia ille modus existendi "*sua*", ut iam dictum est, non supponitur a statuto, sed causatur per statutum; sed sicut iam dictum est et aperte textus ostendit, statutum non obligat poenitentes ad confitendum proprio sacerdoti nisi illa peccata quae sunt "*sua*" aliquo modo existendi "*sua*", qui non causatur per statutum, sed supponitur a statuto: unde ille modus existendi "*sua*" qui supponitur a statuto, motivum fuit ad hoc quod peccata poenitentium fierent "*sua*" per statutum ad confitendum proprio sacerdoti; non potest ergo dici quod illa peccata sint "*sua*" illo modo qui causatur per statutum, hoc est ad confitendum semel in anno proprio sacerdoti nisi sint "*sua*" aliquo modo existendi "*sua*" qui supponitur a statuto et non causatur per statutum. Sic ergo probata est conclusio quae fuit posita in principio argumenti.

Sed forte voles infringere supradictam rationem dicendo quod, si valeret illa ratio, tunc iam iustificatus a peccatis suis per sacramentum confessionis semel iam susceptum, si vellet illa eadem in numero iterum confiteri dicendo "ego confiteor mea peccata", mentiretur, quod falsum est, ergo adhuc vere possunt dici "*sua*". Sed haec instantia parum valet, quia quando dico "meum" potest intelligi vel quod est meum vel quod fuit: unde talis dicendo "confiteor peccata mea" non mentitur, quia fuerunt "*sua*"; sed statutum non obligat peccatorem ad confitendum peccata quia fuerunt "*sua*", quia sic obligaret ipsum ad faciendum quolibet anno confessionem generalem, quod falsum est, sed obligat ipsum ad confitendum peccata quia sunt "*sua*" vel quantum ad culpam, si adhuc non sunt remis-

---

(a) V *praedicta.*

sa, vel quantum ad poenam, si culpa est remissa et non poena quae per sacramentum confessionis remittitur, vel quantum ad re- (f. 69 d.) conciliationem Ecclesiae faciendam, si est remissa culpa et tota poena per contritionem praecedentem et non est adhuc reconciliatus Ecclesiae per sacramenti poenitentiae susceptio - (f. 62 a.) nem ab illo qui potest ministrare poenitentiae sacramentum. Et sic patet quod instantia posita contra argumentum fuit sophistica.

13. Item, 16 magistri in theologia vel 17, inter quos reverendus pater dominus episcopus Parisiensis primus est, quamdam litteram sigillaverunt (1) hanc sententiam continentem quod « vere poenitentes et confessi et rite absoluti ab eo qui potest, si poenitentiam sibi iniunctam in memoria retinent, non tenentur eadem peccata in numero iterum confiteri, contrarium quantum in eis erroneum reputantes »; sed vere poenitentes qui confitentur fratribus et rite auctoritate Privilegii absolvuntur ab eis, si poenitentiam sibi iniunctam in memoria a) retinent, habent conditiones supradictas, quia cum fratres possint absolvere poenitentes, ut etiam concedunt illi qui sunt contrariae opinionis, vere poenitentes absoluti ab eis auctoritate Privilegii absoluti sunt « ab eo qui potest »; ergo tales non tenentur eadem peccata iterum confiteri.

14. Item, si absoluti modo supradicto a fratribus tenentur eadem peccata in numero suis presbyteris parochialibus iterum confiteri propter statutum, tunc cum ipsi episcopi non sint super statutum, sed sub statuto, nec in statuto dispensare possint, illi poenitentes qui absolvuntur ab ipsis episcopis tenerentur eadem peccata in numero suis sacerdotibus parochialibus iterum confiteri, quod falsum est, ut etiam concedunt illi qui sunt contrariae opinionis.

Sed forte dices huic argumento quod dominus papa per hoc quod dicit " *suis presbyteris parochialibus* " non tantummodo illos qui in usu communi sic vocantur, sed etiam includit episcopos, et ita illi qui confitentur episcopis absque hoc quod reconfiteantur implent statutum. Et pro hac solutione videtur facere illud quod dicitur *Extra, De parochiis et alienis parochianis, Nullus* (2), et IX, q. 2, *Nullus*, et in eadem q. *Nullus primas*, et in eadem q. cap. ul-

(a) V *memoriam.*

(1) Denifle - Chatelain, *Chartul. Univers. Parisien.*, I, n. 510, p. 595. Haec littera data est Parisiis 1282, mense novembri. Cf. ibid. II, n. 543, pag. 13.

(2) Greg. IX, *Decretales*, III, tit. 29, c. 3.

tino (1), in quibus capitulis interdum parochia accipitur pro episcopatu et illi de episcopatu dicuntur parochiani episcopi; unde *Extra, De parochiis et alienis parochianis,* in illo capitulo *Nullus*, dicitur sic: «Nullus episcopus alterius parochianum iudicare praesumat».

Contra hanc evasionem a) arguo sic. Quando verbum simpliciter dicitur, accipiendum videtur secundum quod est in communi usu loquentium, etiamsi antiquitus fuerit impositum ad aliquid aliud significandum. Quod probatur per hoc quia secundum beatum Augustinum, VII *De Trinitate* (2), persona in divinis significabat quid absolutum antiquitus; unde vult quod idem significabat persona et substantia, et tamen videmus quod quia invaluit usus quod persona accipiatur in divinis non pro absoluto, sed pro aliquo quod dicitur in relatione ad aliud, ideo nomine personae in divinis intelligimus aliquem se habentem in relatione ad alium b), ut Patrem vel c) Filium vel Spiritum sanctum. Ergo cum in communi usu loquentium nomine parochialium sacerdotum intelligantur tantummodo illi quos parochiales vocamus, scilicet inferiores sacerdotes curam habentes, videtur quod nomine parochialium sacerdotum in Privilegio non intelligantur episcopi, sed tantummodo inferiores sacerdotes curam habentes. Et per hoc patet solutio ad illa iura adducta in contrarium, quia antiquitus confundebantur aliquo modo nomina, sed tamen, ut dictum est, per usum et consuetudinem lo- (f. 70 a.) quentium facta est arctatio nominis ad inferiores sacerdotes tantum. — Item, dominus papa bene sciebat quod per proprium sacerdotem intelligebant magistri communiter non tantum parochialem, sed etiam episcopum; cum ergo dominus papa loco "*proprii sacerdotis*" posuerit "*parochialem*" in dicto Privilegio, videtur quod hoc non fecisset nisi nomine parochialium vellet intelligi tantum illos qui in communi usu loquentium (f. 62 b.) parochiales vocantur. — Item, per hoc quod dominus papa dicit in Privilegio "*presbyteris*" intendit excludere non presbyteros et per hoc quod dicit "*suis*" intendit excludere non suos, hoc est nullam iurisdictionem super eos habentes qui fratribus confessi sunt. Tunc quaero: quid intendit dominus papa excludere per hoc quod dicit "*parochialibus*"? Constat quod non intendit excludere nullam iurisdictionem super fratribus confes-

(a) V *questionem*, L corr. marg. (b) L om. *ideo... alium*. (c) V *et*.

(1) Gratianus, *Decret.* II, C. 9, q. 2, c. 1, 3 et 10 (PL 187, 789 et 792).
(2) Cap. 4, 5, 6, n. 7, 8, 11 (PL 42, 939 sq.).

sos habentes, quia illos excludit per hoc verbum "*suis*", ut visum est; restat ergo quod per hoc quod dicit "*parochialibus*" intendit excludere maiores praelatos existentes sub statuto, qui in communi usu loquentium presbyteri parochiales non vocantur, et illi sunt episcopi; ergo videtur quod dominus papa ponendo illa tria verba "*suis presbyteris parochialibus*" intendebat tantummodo significare inferiores sacerdotes curam habentes vel illos quos ponerent loco eorum, aliter illud verbum "*parochialibus*" esset ibi positum pro nihilo, quod non est dicendum.

Sed a) forte aliqui aliter dicerent ad principale argumentum: dicerent enim quod quamvis dominus papa vocet in Privilegio presbyteros parochiales tantummodo inferiores sacerdotes curam habentes, quod tamen hoc non tenet nisi quoad fratres, quia Privilegium est lex tantummodo negotiis atque personis pro quibus impetratum est, C. *De legibus*, L. 2 (1); unde non trahitur ad consequentiam istud C. b) *De iure naturali*, § *Sed quod principi* (2), et FF. *De constitutionibus principum*, L. prima (3).

Contra hanc solutionem arguo sic. Quamvis aliquod Privilegium concedatur a Sede apostolica alicui communitati specialiter, tamen si in illo Privilegio aliquid ponit papa per modum declarationis iuris, illud non tantummodo tenet quoad illos quibus illud Privilegium concessum est, sed etiam quoad omnes; sed in illo Privilegio de quo est praesens quaestio, quamvis non sit concessum nisi ordinibus fratrum Minorum et Praedicatorum, illud quod dictum est de presbyteris parochialibus vel positum est per modum declarationis iuris. Quod patet, quia cum hoc quod dominus papa dicit "*suis presbyteris parochialibus*" iuxta hoc dicit "*prout concilium generale statuit*"; unde aperte implicat dominus papa c) in verbo suo quod per hoc quod dicitur in illo statuto *Omnis utriusque sexus* "suo proprio sacerdoti" intelligitur suus sacerdos parochialis; ergo hoc tenetur non tantummodo quoad fratres Minores et Praedicatores, quamvis hoc Privilegium tantummodo illis concessum sit, sed tenet etiam quoad omnes. - Et hoc posse declarari videtur et per opinionem aliquorum d) praelatorum qui dicunt se sentire

(a) V *si*. . (b) VL om. cum spatio vacuo. (c) V om. (d) V *aliorum*.

(1) Justinianus, *Codex*, I, tit. 17, L. 2,
(2) Justinianus, *Institutiones*, I, tit. 2, § 6.
(3) Justinianus, *Digesta*, I, tit. 4, L. 1.

contrarium huic quod ego sentio a) de hoc Privilegio: quia quamvis illa littera domini Clementis, quae incipit *Quidam temere sentientes*, dirigatur specialiter ordini fratrum Praedicatorum (1), tamen illud quod ibi est per modum declarationis iuris dicunt non tantummodo extendi quantum ad fratres Praedicatores, sed etiam quoad omnes; unde et per illam nituntur asserere quod nullus potest absolvere de casibus sibi retentis speciali retentione nisi sibi specialiter committantur. Hoc tamen non adduxi ad probandum illam expositionem quam (f. 70 b.) ponunt in illa littera domini Clementis, quia illam declarationem iuris male accipiunt: quia nullo modo per illam Clementinam possunt concludere vere quod fratres Minores et Praedicatores non possunt absolvere auctoritate Privilegii domini Martini de casibus qui ipsis episcopis reservantur ex speciali retentione; sed opinionem eorum adduxi in quantum concordat huic quod ego dixeram, scilicet quod quamvis aliquod Privilegium (f. 62 c.) concessum sit alicui communitati specialiter a Sede apostolica, quod tamen, si est ibi aliquid per modum declarationis iuris, quod illud tenet non tantummodo quantum ad illam communitatem cui Privilegium specialiter est concessum, sed etiam quoad omnes. — Praeterea, si eamdem clausulam positam in Privilegio recipiunt quantum ad illud quod opinantur facere pro sua opinione, iustum est etiam b) quod illa clausula extendatur ad eos quantum ad illud quod opinantur facere pro sua opinione, quamvis in veritate non faciat; ergo et iustum est quod illa clausula etiam ab eis recipiatur quantum ad illud quod videtur nostrae opinioni favere: illa autem iura, quae fuerunt allegata pro illa solutione quam nunc ultimo improbavi, non intelliguntur de eo quod ponitur in Privilegio per modum declarationis iuris.

Sic ergo per multas rationes supra dictas declaratum est quod vere poenitentes et confessi fratribus Minoribus vel Praedicatoribus et ab eisdem rite absoluti auctoritate Privilegii domini papae Martini, quod incipit *Ad fructus uberes* etc., et poenitentiam sibi iniunctam in memoria retinent vel iam expleverunt, non tenentur eadem peccata in numero tentione necessitatis ad salutem suis

(a) VL bis *sentio*. (b) V *etiam est* pro *e. e.*

(1) Ut etiam directa « gen. min. et fratribus universis ordinis Minorum » legitur apud Wadding, *Reg. pontif.* Clementis IV, num. 5, et apud Sbaraleam, *Bull. francisc.*, III, n. 19, pag. 14.

presbyteris parochialibus iterum confiteri, quamvis si ea vellent eis iterum confiteri, bonum esset eis et utile et meritorium, non tamen ad salutem necessarium.

15. Consequenter ostendo quod dicentes Privilegium illud esse dubium dubietate proveniente ex parte Privilegii implicite dicunt contra dominum papam et contra aliqua in Privilegio expressa et contra iura civilia et contra philosophiam. Primum probo sic. Dominus papa non intendit viam fraudibus aperire, *Extra, De causis possessionis et proprietatis, Pastoralis,* et *Extra, De testamentis, Requisisti* a) (1); sed dare Privilegium ubi est dubium proveniens ex parte Privilegii est viam fraudibus aperire maxime circa factum b) animarum, cum quilibet habeat apparentiam trahendi illud ad partem suam; ergo nullo modo dicendum est quod papa intenderit istud Privilegium dubium esse; cum ergo non debeamus sanctam romanam Ecclesiam de ignorantia redarguere, cum de illa nulli liceat iudicare, ut habetur IX, q. 3, § *Sola enim* (2), ergo nullus debet praesumere hoc Privilegium dubium esse nisi forte dubietate proveniente ex defectu dubitantium, quae Privilegio non derogat. — Item probo secundo propositum sic. Privilegia emanant a sancta romana Ecclesia certa ratione inspecta, *Extra, De privilegiis, Sane* (3); sed Privilegium dubium dubietate proveniente ex parte sua maxime circa facta animarum non conditur certa inspecta ratione: qui enim condendo certam rationem inspicit, rationabilem dubietatem excludit; ergo dicentes hoc Privilegium esse dubium dubietate proveniente ex parte Privilegii implicite dicunt contra iura canonica.

Item, probo quod (f. 70 c.) faciunt contra iura civilia, qui hoc Privilegium cavillositate verborum iudicant esse dubium. Notant enim doctores iuris quod, qui rescripta c) principis malitiose vel astute interpretantur, notam infamiae debent subire; a simili de Privilegiis, et hoc habetur expresse C. *De legibus,* L. 2 (4). Sed nitentes hoc Privilegium reddere dubium hoc faciunt per astutam expositionem vel interpretationem. Ergo contra prohibitionem iuris civilis faciunt.

(a) VL *Requisiti.* (b) L om. cum spatio vacuo. (c) VL *respectu.*

(1) Greg. IX, *Decretales,* II, tit. 12, c. 5, et III, tit. 26, c. 15.
(2) Gratianus, *Decret.* II, C. 9, q. 3, c. 9 (PL 187, 797).
(3) Greg. IX, *Decretales,* V, tit. 33, c. 9.
(4) Justinianus, *Codex,* I, tit. 17, L. 2.

Item, probo quod implicite dicunt contra aliqua in Privilegio expressa. Dicitur enim ibi quod «confessionis officia eo liberius et efficacius exequi valeant quo certius de ipsorum circa eadem auctoritate constabit» etc.; sed si Privilegium esset dubium dubietate proveniente ex parte sua, non faceret constare de certitudine illius auctoritatis de qua ibi loquitur dominus papa. — Item non cooperaretur ad «liberius et efficacius» exequendum officium, cum dubium magis sit retractivum ab opere quam ex - (f. 62 d.) pediens ad operandum.

Item, probo quod dicunt contra philosophiam. Secundum enim Philosophum, I *Ethicorum*, cap. 1 (1), alia certitudo requirenda est in moralibus, alia in mathematicis; unde a) ibi dicit: «Proximum videtur vitium et mathematicum persuadentem acceptare et rhetoricum demonstrationes expetere», et ibidem dicit quod «disciplinati est in tantum certitudinem inquirere secundum unumquodque genus, in quantum rei natura recipit». Nunc autem in moralibus non potest haberi tanta certitudo ut in mathematicis, sed tunc debet ibi iudicari sufficiens certitudo quando est ibi talis qualem requirit natura materiae; sed hoc Privilegium habet certitudinem qualis requiritur in moralibus; ergo non obstante quod homines possunt verba diverso modo glossare, debet iudicari hoc Privilegium esse certum et non dubium. Si enim verba moralia deberent semper iudicari dubia quando homines possunt ibi diversas expositiones per suam subtilitatem violenter extrahere, pauca verba in moralibus essent certa. Unde iudicare Privilegium dubium propter illam cavillositatem verborum est quasi quaedam dispositio ad iudicandum b) multas veritates in moralibus dubias, quae non dubiae reputantur. Quod autem in isto Privilegio sit sufficiens certitudo secundum exigentiam moralis materiae, magis patebit in solutione argumentorum, quando rationes, quibus nituntur ostendere Privilegium esse dubium, ostendentur esse nullae.

16. Consequenter ponendae sunt rationes persuadentes quod congruum fuit hoc Privilegium dari. Quarum prima sumitur ex parte sanctae romanae Ecclesiae. Dicitur enim in iure civili quod, si mater est praegnans ignorans se esse praegnantem, si tunc iam

(a) L add. *ut*. (b) V *iucandum*.

(1) Aristoteles, *Ethic. ad Nicomach.* I, c. 1 (3).

distribuuntur bona inter filios iam natos, ille filius quem nec mater nec pater sciebant esse in utero, postquam natus fuerit, nisi defectus sit ex parte sua, partem bonorum quae iam fuerant aliis divisa de iure accipit; hoc probatur per illud quod dicitur FF. *De liberis et posthumis*, et C. *De posthumis et liberis*, et *Institut., De exheredatione liberorum* (1). Sed quando ista officia ecclesiastica fuerunt divisa, erat sancta mater Ecclesia (f. 70 d.) quasi praegnans hiis duobus Ordinibus, ipsis adhuc non natis, hoc est non in actu constitutis. Ergo postquam nati fuerunt isti duo Ordines, hoc est in actu constituti et per bona exempla ipsorum in lucem deducti, nec se reddiderunt indignos, congruum fuit ut participes fierent ecclesiasticorum officiorum eo modo et quantum ad ea quae suis professionibus a) non derogant. Sed congruit ex indulgentia domini papae praedicare et audire confessiones et vere poenitentibus eis confessis poenitentias iniungere salutares; ergo congruum fuit eis a sancta romana Ecclesia Privilegium dari quo haec officia liberius valerent exequi ne impedirentur aliorum contradictione (2).

Alia congruitas sumitur ex parte Ordinum. Hii enim duo Ordines minime temporalibus occupati scientialibus liberius vacant et a suis fundatoribus fuerunt instituti non tantummodo propter salutem propriam, sed etiam ut in salutem fierent aliorum. Congruum ergo fuit ut eis a sancta romana Ecclesia Privilegium indulgeretur, quo liberius spiritualia quibus vacant possent refundere b) in alios praedicando, confessiones audiendo, et sic non tantummodo salutis propriae curam gererent c), sed secundum intentionem institutorum suorum in salutem d) etiam fierent aliorum.

Alia congruitas sumitur ex parte populi. Populus enim, multiplici infirmitate pressus et multis ignorantiis obvolutus, medicis et instructoribus e) diversorum statuum indigebat, ut qui non speraret se posse sufficienter curari et instrui per unum vel ab uno, curationem suam et instructionem quaereret in alio f), (f. 63 a.) ne, si desperaret sufficienter curari ab uno et alium non haberet ad quem libere recurrere posset, tamdiu teneret abscondita vulnera sua

(a) V *processionibus*. (b) V *infundere*. (c) VL *gerunt*. (d) V om. *in salutem*. (e) VL *institutoribus*. (f) L *alia*.

(1) Justinianus, *Digesta*, XXVIII, tit. 2; *Codex*, VI, tit. 28 et 29; *Institut.*, II, tit. 13.

(2) Hanc rationem ex parte Ecclesiae sumptam iam habes in Richardo nostro, *IV Sent.*, d. 17, q. 3, a. 2, *ad* 2.

quousque mortuus aeternam damnationem incurreret; ergo congruum fuit hiis duobus Ordinibus a sancta romana Ecclesia donari Privilegium, quo liberius mederi possent vulneribus peccatorum et mentes ipsorum illustrare ministerio praedicationis et confessiones audiendi.

Alia congruitas sumi potest ex parte parochialium sacerdotum, ex paucitate ipsorum et numerositate populorum, juxta illud Luc. 10, 2: *Messis quidem multa, operarii vero pauci.*

Argumentum vero quod fuit factum pro opinione mea gratia conclusionis potest concedi.

Ad argumenta in oppositum respondendum est. Ad illud quo primo arguebatur per hoc quod "nihilominus" idem est a) quod "nihil minus" etc., dico quod "nihilominus" non tantummodo habet istam expositionem. Secundum enim Papiam (1) quatuor habet expositiones: uno modo idem est b) quod "sic", alio modo c) idem est quod "quoque", alio modo idem est quod "sine dubio", alio modo idem est quod "non minus"; et etiam quintam habet expositionem ex communi usu loquendi, scilicet quod idem est quod "hoc non obstante" vel quod "tamen", ut cum dicimus "iste offendit me et nihilominus diligo eum", idem est "et hoc non obstante diligo eum" vel "tamen diligo eum" d). Hiis ergo quinque modis posset e) accipi hoc vocabulum "nihilominus" in praedicta clausula, quamvis esset ex vi constructionis quod constructionis congruitas hoc bene pateretur; unde si loco huius quod est "nihilominus" esset positum (f. 71 a.) in praedicta clausula "sic" vel "quoque" vel "sine dubio" vel "non minus" vel "hoc non obstante", non esset f) propria congruitas constructionis. Argumentum autem procedebat acsi "nihilominus" non haberet aliam expositionem quam "non minus", cum tamen in communi usu loquendi rarius habeat illam expositionem quam alias, sicut patet: cum enim dicimus in communi usu loquendi "bibi multum de cervisia et nihilominus bibi vinum", nullus acciperet in ista significatione quae est "non minus", quia planum est quod minus bibi g) de vino quam si cervisiam non bibissem. In iure etiam rarius accipitur "nihilominus" pro ista significatione quae est "non minus" quam pro aliis: quod [patet] per Glossam ordinariam, *De poenitentia,* d. 4 h), cap. *Si cui etiam non con-*

(a) V *id est* pro *i. e.* (b) V *id est* pro *i. e.* (c) V om. (d) V om. *v. t. d. e.* (e) VL *possit.* (f) L om. g) VL *bibit.* (h) L om. cum spatio vacuo.

(1) *Glossarium,* sub v. *Nihilominus,* ed. Venetiis 1481, f. 112 c.

tingat (1), ubi hoc quod est " non minus " in textu positum, excessivum importans intellectum, modificatur et verificatur textus exponendo per hoc quod est " nihilominus ". Unde in textu dicitur sic: « Si cui etiam non contingat facultas concumbendi cum conjuge alia, planum tamen sit aliquo modo cupere et, si potestas detur, esse facturum a), non minus reus est quam si in ipso facto deprehenderetur ». Super illud quod " est non minus reus " dicit Glossa ordinaria: « Id est " nihilominus " reus est, quamvis ad factum non perveniat, non quin plus peccet, ut dixi, si opus sequatur, quod patet ex hoc quod prohibitum est malam voluntatem in opus producere; sic ergo contra prohibitionem illam plus b) peccavit: quia ergo opus adicit c) voluntati, iniquitatem addit iniquitati ». Ecce expresse habes quod " nihilominus " in iure non tantum importat quantum " non minus " communiter. Unde in ista Glossa allegata modificata est sententia ubi positum erat " non minus " pro " nihilominus "; unde in illa Glossa accipitur " nihilominus " in una aliarum significationum suarum. Magis est ergo praesumendum quod " nihilominus " positum in Privilegio fratrum accipiatur in una de aliis quatuor significationibus quam pro hoc quod est " non minus ", maxime favore Privilegii in expositione Privilegiorum pro privilegiatis compensato.

Praeterea, si " nihilominus " non haberet aliam significationem quam " non minus ", adhuc posset solvi argumentum, quia hoc quod est " nihilominus " posset determinare hoc verbum " teneantur " d) respectu huius quod est confiteri parochialibus presbyteris, cum hac determinatione tantum quae (f. 63 b.) est " semel in anno " vel simul cum hac determinatione " prout statuit concilium generale ". Primo modo esset sensus quod propter confessionem fratribus factam nihil minus tenentur ad semel in anno confiteri suis parochialibus sacerdotibus; secundo modo esset sensus quod propter confessionem fratribus factam nihilominus tenentur ad observationem statuti generalis quam ante. Quod autem hoc quod dico " nihilominus teneantur confiteri " posset referri ad hoc quod dicitur " semel in anno " tantum vel ad hoc quod dicitur " prout generale concilium statuit " simul, et sic posset esse ille duplex sensus qui suppositus

(a) VL *factorum.* (b) V *prius.* (c) V *addicit.* (d) L *tenentur.*

(1) Gratianus, *Decret.* II, C. 33, q. 3, d. 1, c. 30 (PL 187, 1528). Glossa habetur in ed. Venetiis 1605, pag. 1563, nota *g*.

est, probari potest per dominum Nicolaum papam in illa decretali *Exiit qui seminat* (1) etc. sic dicentem: « Utriusque iuris argumenta nos docent ea quae in principio ad medium et ad finem, et illa quae in medio ad finem atque principium, et ea quae in fine ad utrumque vel eorum alterum referri saepe ». Si a) ergo possunt esse illi duo sensus in clausula secundum se considerata, non propter hoc dubia erit posita in Privilegio, (f. 71 b.) quia determinate pro sensu qui magis est pro privilegiatis debet accipi, quia, ut est probatum in corpore quaestionis (2), si aliqua clausula secundum se considerata potest habere duos sensus, si ponatur in Privilegio, determinabitur ad sensum qui magis facit pro Privilegio.

Praeterea, si daretur quod "nihilominus" non haberet aliam significationem quam "non minus" et quod semper determinaret hoc verbum "teneantur" respectu huius totius quod est "suis parochialibus presbyteris confiteri saltem semel in anno prout concilium generale statuit", adhuc posset solvi argumentum. Secundum enim quod dicit Papias (3), "prout" uno modo idem est quod "sicut". Sed "sicut" non est nota aequalitatis, sed similitudinis infra aequalitatem; aliter enim non praeciperet nobis diligere proximos nostros sicut nos ipsos, cum magis debeat quilibet diligere se quam proximum. Et sic adhuc non esset sensus quod post confessionem factam fratribus tenerentur ad aequale ad quod ante tenebantur per concilium generale, sed esset sensus quod propter confessionem fratribus factam non minus tenerentur ad confitendum semel in anno suis presbyteris parochialibus confessione simili illi, de qua loquitur *Omnis utriusque sexus,* hoc est confessione sacramentali, sicut est illa de qua loquitur *Omnis utriusque sexus.*

Praeterea, si daretur quod "nihilominus" non haberet aliam significationem quam "non minus" et quod semper determinaret hoc verbum "teneantur" respectu huius totius, quod est "suis presbyteris parochialibus confiteri saltem semel in anno prout generale concilium statuit", et quod "sicut" esset nota aequalitatis ita quod esset sensus quod propter confessionem factam fratribus non minus tenerentur observare et implere totum statutum generale, adhuc non

(a) L *sic.*

(1) Data 14 aug. 1279. Sbaralea, *Bull. francisc.* III, pag. 404, num. 127; Bonifatius VIII, *Sextus*, V, tit. 12, c. 3. Cf. ibi art. 1, num. 2.

(2) Cf. supra pag. 18 sq.

(3) *Glossarium,* sub v. *Prout,* ed. cit., f. 139 c.

sequeretur quod vere poenitentes confessi fratribus et rite auctoritate Privilegii absoluti ab eis, si poenitentiam sibi iniunctam in memoria retinent vel iam expleverunt, teneantur eadem peccata in numero suis presbyteris parochialibus iterum confiteri, et tunc oportet recurrere ad expositionem statuti. Cum ergo dicis in argumento quod 'si non esset datum Privilegium, planum est quod tenebantur confiteri suis presbyteris parochialibus omnia peccata totius anni: unde cum dicitur in statuto " omnia peccata sua ", sic debet exponi: id est omnia peccata illa quae commisit anno illo', dico quod est ibi considerare expositionem essentialem et primam, et accidentalem et secundariam, quae variari potest, prima uniformiter remanente. Expositio autem essentialis et prima est haec: " omnia peccata sua ", idest omnia peccata quae fecit, de quibus non alias vere confessus et rite absolutus ab eo qui potuit, quia talia peccata, etiamsi remissa essent per contritionem interiorem, adhuc sunt "sua" ad reconciliationem faciendam Ecclesiae per susceptionem sacramenti poenitentiae, quod est sacramentum reconciliati - (f. 63 c.) vum. Haec expositio uniformiter manere debet post datum Privilegium sicut ante. Expositio autem accidentalis et secundaria erat " omnia peccata quae commisit in illo anno ". Haec autem expositio post datum Privilegium non manet sicut ante, quia ante datum Privilegium sequebatur ad primariam et essentialem expositionem, sed non sic post datum Privilegium. Et ratio huius est quia ante datum Privilegium non erat a quo (f. 71 c.) rite possent absolvi poenitentes nisi proprius sacerdos vel aliquis quem posuisset loco sui, et ideo non poterant poenitentes servare illud statutum quoad hoc quod dicitur " confiteri omnia peccata sua proprio sacerdoti " secundum expositionem primariam et essentialem quin observarent quantum ad expositionem secundariam et accidentalem; sed post datum Privilegium est alius quam proprius a) sacerdos et quam licentiatus ab eo, a quo potest vere poenitens rite absolvi si sibi confiteatur, et ideo post b) datum Privilegium possunt vere poenitentes observare illud statutum quantum ad eius expositionem primariam et essentialem absque hoc quod confiteantur proprio sacerdoti omnia peccata totius anni: quia si aliquis vere poenitens rite absolvatur a fratribus auctoritate Privilegii in nativitate Domini de peccatis commissis a paschate usque ad nativitatem et poenitentiam sibi iniunctam in memoria retinet vel iam explevit, si in XL.ª con-

(a) V om. (b) V *propter.*

fiteatur proprio sacerdoti omnia illa peccata quae commisit a nativitate usque ad XL^am^ servat statutum quantum ad essentialem et primariam expositionem, quia talis confitetur suo presbytero parochiali semel in anno omnia peccata sua quae commisit a), de quibus non est alias vere confessus et rite absolutus ab eo qui potuit. Et sic patet quod propter confessionem factam fratri non minus servat statutum quantum ad expositionem essentialem et primariam ipsius statuti. Cum ergo dicis "si non minus tenetur ad statutum quam ante et ante tenebatur per statutum ad confitendum proprio sacerdoti semel in anno omnia peccafa totius anni": hoc accidens erat statuto separabile ab eodem. — Et ut clarius videas supradictam distinctionem de expositione essentiali et accidentali esse rationabilem et essentialem posse remanere accidentali mutata, ponam tibi exemplum satis manifestum in b) hoc verbo "incipit". Hoc enim verbum habet unam primariam expositionem et essentialem quae uniformiter manet, sive dicatur de re permanenti sive de re successiva, quae talis est: "haec res incipit", id est huius rei terminus initialis est vel ista res habet suum terminum initialem; ad hanc autem sequitur quaedam alia accidentaliter quae non est c) eadem in permanentibus et successivis, et ratio huius est quia permanentia sunt in suo termino initiali, successiva vero non sunt in suo termino initiali d). Et ideo si dicam "anima incipit esse" vel e) "dies incipit esse", quamvis primaria et essentialis expositio huius verbi "incipit" uniformiter maneat utrobique, tamen secundaria et accidentalis non sic: quia cum dico "anima incipit esse", quia anima est in suo termino initiali, ideo secundaria expositio est f), id est "anima est et ante hoc instans non fuit"; sed quia dies non habet esse in suo termino initiali, ideo quamvis essentialis et primaria expositio maneat eadem sicut in permanentibus, quae talis est "dies incipit esse", id est diei terminus initialis est, tamen accidentalis quae sequitur ad istam non est talis sicut in permanentibus, quia in permanentibus g) est per positionem praesentis et negationem praeteriti, hic autem est per negationem praesentis et positionem futuri sub hoc sensu "dies incipit esse", id est dies (f. 71 d.) non est, sed post hoc instans erit. Ecce vides per exemplum (f. 63 d.) quomodo, manente expositione primaria et essentiali, variari potest expositio secundaria et accidentalis. Et sic per praedicta credo me sufficienter solvisse ad argumentum primum.

(a) L *fecit.* (b) L delevit. (c) L om. (d) L om. *successiva... initiali.* (e) V *et.* (f) V. om. (g) V om *q. i. p.*

Praeterea, aliqui adhuc vellent dicere forte quod cum dicitur in principio argumenti quod absoluti a fratribus tenentur nihilominus statutum generale servare: quod hoc non habetur ex virtute illius quod dicitur "prout statuit concilium generale", sicut iam dictum est (1) per hoc quod "sicut" est nota similitudinis, non aequalitatis. Et praeterea quando dicitur aliquid et allegatur ubi scriptum est, quamvis multa alia sint scripta in illo libro, non allegatur liber propter omnia quae scripta sunt in eo, sed ad testimonium et ad maiorem auctoritatem verbi propositi sive praecepti. Verbi gratia, si dicam: "*In principio creavit Deus caelum et terram,* sicut scriptum est (2) in Genesi", item si dicam: "*Clama: omnis caro foenum*, sicut dicit Isaias (3) propheta", hoc quod dico "sicut scriptum est in Genesi" idem a) est quia hoc scriptum est in Genesi, similiter cum dico "*clama*, id est *omnis caro foenum,* sicut dicit Isaias propheta", non refertur ad omnia alia quae dicit Isaias propheta esse clamanda, sed ad probandum debere fieri illud quod de Isaia allegatum est sub hoc sensu: "*Clama: omnis caro foenum,* sicut dicit Isaias propheta". Similiter in proposito cum dicitur quod confessi fratribus teneantur nihilominus suis presbyteris parochialibus confiteri semel in anno prout statuit concilium generale, hoc quod dico "prout statuit concilium generale" b) non oportet referri ad omnia quae continentur in statuto, sed tantummodo ad probandum illud esse rationabile quod de statuto in Privilegio expressum est, ut sit sensus: "nihilominus teneantur suis presbyteris parochialibus saltem semel in anno confiteri, prout generale concilium statuit", id est quia hoc statuit concilium generale.

Ad illud quod arguebatur secundo de illo qui in die Paschae parum ante quam deberet communicare supradictis fratribus confitetur etc., dicitur a quibusdam quod sufficit ei quod se repraesentet sacerdoti suo et dicat se legitime confessum et sufficienter dispositum prout patitur humana fragilitas, cum aliam cognitionem non possit sacerdos habere de vultu interiori pecoris sui nisi quam ipsemet peccator voluntarie ostendit, dum tamen solvat sacerdoti debitum vel illud quod introduxit pia consuetudo acsi nulli alii fuis-

(a) VL *id.* (b) V om. *hoc... generale.*

(1) Cf. supra pag. 42.
(2) Gen. 1, 1.
(3) Isai., 40, 6.

set confessus nisi sibi. Sed haec responsio non videtur mihi sufficiens, quia illi qui confitentur fratribus tenentur semel in anno proprio sacerdoti confiteri simili confessione illi de qua loquitur *Omnis utriusque sexus*, sicut dicit Privilegium; sed *Omnis utriusque sexus* loquitur de confessione sacramentali, sicut patet intuenti statutum: dicere autem sacerdoti suo se esse legitime confessum et sufficienter dispositum non est sacramentaliter confiteri.

Alio modo volunt alii dicere quod talem non posset frater absolvere per Privilegium, quia redderet eum impossibilem ad impleudum praeceptum domini papae, qui praecipit quemlibet quantumcumque absolutum a fratribus confiteri semel in anno proprio sacerdoti confessione sacramentali ordinata ad absolutionem et receptionem poenitentiae quae habet efficaciam (f. 72 a.) ex vi clavium: quia, dicunt ipsi, si sacramentum poenitentiae primo receptum habuit efficaciam ex vi clavium, quod semper verum est si suscipiens est debito modo dispositus, sacramentum poenitentiae secundo susceptum respectu illorum eorumdem peccatorum in numero non habet efficaciam ex vi clavium, sed propter humiliationem et laborem et verecundiam confitentis habet efficaciam ex vi meriti et quia sacerdos cui confitetur obligatur ad orandum pro eo, et ideo quanto pluribus et pluries confitetur, tanto melius est, et quamvis sic secundo susceptum, ut dictum est, non habeat efficaciam ex vi clavium, tamen utilius est confitenti iterare peccatum purgatum per sacramentum poenitentiae iam susceptum sacerdoti quam non sacerdoti ceteris paribus, eo quod oratio sacerdotis ceteris paribus efficacior est ad impetrandum gratiam confitenti a) (f. 64 a.) propter dignitatem sacerdotii et quia potest orare ut persona communis (1).

Et hanc opinionem nituntur persuadere tripliciter. Primo sic. Si esset aliquis qui nunquam peccatum actuale commisisset et veniens ad sacerdotem diceret: "Domine b), nescio me peccatum actuale unquam commisisse", si sacerdos eum absolveret dicendo "ego absolvo te", illa absolutio respectu illius non haberet aliquam efficaciam ex vi clavium; sed c) peccatum quod per sacramentum poenitentiae digne susceptum remissum est et quantum ad culpam et quantum ad poenam totaliter — et dico 'totaliter' quia tanta contritio potest esse in poenitente quod per receptionem sacramenti semel tota poe-

(a) V om. *iterare... confitenti.* (b) V om. (c) L add. *per.*

(1) Cf. supra pag. 20, nota 1.

na remittatur; et si contritio non fuit tanta quod tota remitteretur per sacramentum semel susceptum, tamen illud residuum in temporalem poenam commutari potest, qua expleta totaliter ipsum peccatum et quantum ad culpam et quantum ad poenam remissum est — peccatum, inquam, sic remissum non plus gravat a) peccatorem apud Deum quam si nunquam commisisset illud; ergo nec respectu talis peccati secunda absolutio ex vi clavium efficaciam habet. — Secundo nituntur idem declarare sic. Sicut baptismus est medicina curativa directe peccati originalis, unde directe et primo ordinatur contra peccatum originale, sic dico quod sacramentum poenitentiae est directe medicina contra peccatum actuale; sed si peccatum originale reiteraretur, sacramentum baptismi secundo susceptum posset habere efficaciam ex vi sacramenti respectu originalis reiterati: quapropter videtur quod principalis b) ratio quare sacramentum baptismi non haberet efficaciam si secundo susciperetur est quia morbus contra quem est non reiteratur; cum ergo idem peccatum in numero non reiteretur, videtur quod sacramentum poenitentiae respectu eiusdem peccati in numero ex vi clavium nullam habet efficaciam. — Tertio arguunt sic. Cum quatuor sint sacramenta iterabilia, scilicet eucharistia, poenitentia, extrema unctio et matrimonium, tamen videmus quod respectu eiusdem obiecti in numero verba sacramentalia non habent efficaciam nisi semel in sacramento eucharistiae, extremae unctionis et matrimonii: haec enim verba "hoc est enim corpus meum" respectu eiusdem hostiae non habent efficaciam nisi semel, verba etiam quae sunt forma in sacramento extremae unctionis respectu eiusdem infirmi eadem infirmitate et eodem statu manente, loquendo de infirmitate tam exteriori quam interi- (f. 72 b.) ori, non habent ex vi sacramenti nisi semel efficaciam, verba etiam quae sunt forma in sacramento matrimonii in eodem homine respectu eiusdem mulieris et in eadem muliere respectu eiusdem viri non habent efficaciam ex vi sacramenti nisi semel, nisi contingeret quod unus moreretur et postea resuscitaretur, quia per mortem vinculum matrimoniale solvitur; ergo, dicunt ipsi, cum non videatur nec expressa auctoritas nec ratio cogens quare sacramentum poenitentiae exceptionis [titulo gaudeat] quoad hoc, videtur quod sacramentum poenitentiae ex vi clavium respectu eorumdem peccatorum in numero totaliter remissorum et quantum ad culpam et quantum ad poenam per contritionem et dignam sacramenti poenitentiae susceptionem semel non habeat

(a) V *generat.* (b) V *prius.*

efficaciam secundo susceptum. Cui, ut dicunt isti, videtur concordare quod aliqui doctores iuris dicunt, et ponit Raymundus in *Summa* sua (1), scilicet quod privata poenitentia iteratur « quotiens homo peccat », ita quod videtur velle, ut isti dicunt, quod iteratio peccati est ratio iterandi sacramentum poenitentiae ad hoc ut iterato habeat efficaciam ex vi clavium. Et rationes et quaedam auctoritas quae allegatur contra opinionem istorum et solutiones quas isti ponunt ad illas rationes et ad illam auctoritatem recitatae sunt in corpore quaestionis (2) incidenter occasione (f. 64 b.) cuiusdam dicti in secunda a) ratione principali, quae ponitur ad declarandum quod confessi fratribus non tenentur eadem peccata in numero reconfiteri.

Quia tamen multi et magni (3) dicunt quod sacramentum poenitentiae ex vi clavium habet efficaciam respectu eorumdem peccatorum in numero plus quam semel et nituntur hoc probare et rationibus et auctoritate: ideo opinionem istam nec affirmo nec nego nec contrariam, maxime cum periculum sit sacramento attribuere efficaciam quam non habet et negare quod habet, et ideo affirmatio alterius partis Sedi apostolicae relinquenda est, et postquam alteram partem scirem summum pontificem affirmasse, paratus essem illam tenere, determinare, scribere et docere. Praedicta ergo solutione dimissa, oportet quod aliter solvamus ad argumentum.

Possumus ergo dicere quod illum, qui non esset confessus per totum annum proprio sacerdoti et vellet fratri confiteri in die Paschae immiuente hora communicandi, non posset frater auctoritate Privilegii absolvere. Et si dicas quod immo, quia Privilegium circa tempus audiendi confessiones nihil determinat aut distinguit et sic qua ratione posset istum absolvere in alio tempore, eadem ratione et in die Paschae: hoc non valet, quia ego non nego posse illum absolvere in die Paschae ratione diei, quia, si alias fuisset confessus sacerdoti proprio, ita frater posset illum absolvere in die Paschae sicut in alio die; sed nego fratrem posse illum absolvere, quia si haberet potestatem ipsum absolvendi, tunc dato ut positum est quod per totum annum sacerdoti proprio nunquam confessus fuisset, contradictoria includerentur in Privilegio, sicut declarabo; ex quo sequitur quod Privilegium implicat quod frater auctoritate Privilegii non posset ipsum absolvere in praedicto casu. - Probatio assumptae. Certum est

(a) VL *tertia.*

(1) Lib. III, tit. 34, § 6.

(2) Cf. supra pag. 20; Richardus, *IV Sent.*, d. 18, a. 2, q. 4.

(3) Inter quos videtur numerandus P. I. Olivi, *Quodl.* IV, q. 25.

quod Privilegium obligat confessum fratribus et rite absolutum ab eis auctoritate Privilegii ad confi - (f. 72 c.) tendum semel in anno proprio sacerdoti, et quia confessio non est nisi sit de peccatis, quia Privilegium obligat talem ad confitendum semel in anno sacerdoti proprio peccata, planum est etiam quod ad plus non obligat ad confitendum sacerdoti proprio semel in anno peccata nisi sicut obligat statutum; essentialis autem expositio statuti quoad illa verba " *Omnia peccata sua* " est, sicut superius (1) in solutione praecedentis argumenti et etiam in corpore quaestionis probabatur a), talis: " *Omnia peccata sua* ", id est omnia peccata quae se fecisse memoratur, de quibus non est alias vere confessus et rite absolutus ab eo qui potest vel potuit. Ad alia ergo peccata confitenda semel in anno proprio sacerdoti non obligatur per Privilegium vere poenitens fratri confessus et ab eo auctoritate Privilegii rite absolutus, si poenitentiam sibi iniunctam in memoria retinet vel iam explevit. Si ergo frater auctoritate Privilegii posset absolvere sibi confitentem in praedicto casu, sequeretur quod per Privilegium ille esset obligatus ad confitendum peccata et non esset obligatus ad confitendum peccata b), quia nulla peccata haberet post absolutionem de quibus non esset rite absolutus ab eo qui potuit, et patet quod in Privilegio includerentur contradictoria: quod falsum est.

Dic ergo quod frater auctoritate Privilegii non posset absolvere sibi confitentem, qui anno illo non fuisset confessus proprio sacerdoti, nisi tantum restet de tempore usque ad finem anni quod de lege communi absolutus a fratre non posset per tantum tempus vivere sine commissione aliquorum venialium peccatorum, quae posset proprio sacerdoti confiteri infra finem anni. Dico tamen quod, si post confessionem factam fratri commisisset cum illis venialibus mortale, de quo non esset confessus illo tempore quo (f. 64 c.) confitetur sacerdoti proprio, planum est et certum quod illud mortale teneretur confiteri proprio sacerdoti, et quamvis bene faceret cum hoc confitendo venialia, tamen illa venialia, de quibus certum et clarum esset quod essent venialia, non teneretur tentione necessitatis ad salutem illa confiteri proprio sacerdoti; tamen homo qui non haberet quod posset confiteri nisi venialia, teneretur illa confiteri propter observationem praecepti.

(a) V *probatur*. (b) V om. *et non... peccata*.

---

(1) Cf. supra pag. 24 sq., 43 sq.

Sed contra: pono quod absolutus a fratre in nativitate Domini per privilegium gratiae specialis non committat per totum residuum anni neque mortale neque veniale et sit certus de hoc per revelationem, tenebiturne iste sacerdoti proprio confiteri, cui illo anno confessus non est per positionem? Videtur quod, si essent vera illa quae dixi in reddendo rationem quare frater non posset absolvere per Privilegium illum qui sibi vellet confiteri in die Paschae imminente hora communicandi, qui anno illo non fuisset confessus sacerdoti proprio, quod iste absolutus a fratre in nativitate Domini, qui a) per privilegium gratiae specialis per totum residuum anni non committeret neque mortale neque veniale, teneretur b) confiteri proprio sacerdoti per Privilegium, quia pono quod anno illo non fuerit confessus ei: et etiam non teneretur confiteri proprio sacerdoti, quia non commisit peccata de quibus (f. 72 d.) non sit vere confessus et rite absolutus ab illo qui potuit: et ita, si vera sunt quae dixi supra in isto casu, contradictoria includerentur, unde frivolum videtur illud quod supra dixi ad solutionem argumenti.

Ad hoc respondeo quod talis non teneretur c) confiteri proprio sacerdoti illo anno postquam sic d) esset absolutus a fratre, quia leges dantur pro eis quae frequenter accidunt, FF. *De legibus et senatus* e) *consultis*, L. *Ex hiis*, cum lege sequenti (1). Unde et statuta generalia et privilegia respiciunt homines pro statu infirmitatis humanae sive per gratiam gratum facientem communem aditae sive a tali gratia destitutae; in quorum persona loquens beatus Ioannes in prima *Canonica* sua (2) dicit: *Si dixerimus quoniam peccatum non habemus, nos ipsos seducimus et veritas in nobis non est* Dici ergo potest quod ille, qui sic per privilegium gratiae specialis non incurreret peccatum nec mortale nec veniale a nativitate Domini usque ad finem anni et in nativitate Domini tamquam vere poenitens fuerat vere confessus et rite absolutus a fratre et poenitentiam sibi iniunctam in memoria retinet vel iam explevit, non teneretur illo anno confiteri proprio sacerdoti sacramentali confessione, teneretur tamen se praesentare suo sacerdoti et dicere quod postquam fuit vere confessus et rite absolutus ab eo qui potuit, nescit

(a) V om. (b) V *tenetur*. (c) V *tenetur*. (d) L *si*. (e) V om. *et senatus*.

(1) Justinianus, *Digesta*, 1, tit. 3, L. 4 et 5.
(2) I Joan. 1, 8.

se aliquod peccatum commisisse. Unde sicut qui per privilegium gratiae specialis transiret totum annum sine peccato mortali et veniali non obligaretur per statutum ad confitendum illo anno, si de peccatis praecedentis anni vere confessus est illi cui debuit et absolutus ab eo fuit, sed tantummodo obligaretur ad repraesentandum se sacerdoti modo supradicto, ita dico quod ille qui in nativitate Domini esset absolutus a fratre per Privilegium et non fuisset confessus proprio sacerdoti anno illo, si postea per privilegium gratiae specialis transiret totum annum sine peccato mortali et veniali et divinitus de hoc esset certificatus, non obligaretur ad confitendum sacerdoti proprio anno illo, sed tantummodo deberet se repraesentare illi modo praedicto. — Vel potest aliter dici ad principale argumentum quod, si demus quod frater posset absolvere illum de quo facta est mentio supra et quod in illo casu teneretur eadem confiteri proprio sacerdoti, non propter hoc sequeretur quod confessus fratri teneretur simpliciter idem in numero reconfiteri, immo esset ibi fallacia secundum quid et simpliciter dicendo "tenetur in isto (f. 64 d.) casu, ergo simpliciter tenetur": tunc enim teneretur per accidens, scilicet quia a) non haberet alia peccata ad confitendum; unde non propter hoc sequeretur quod ille qui post confessionem factam fratri commisisset alia peccata de quibus non esset confessus tempore quo venit ad sacerdotem tenetur confessa fratri reiterare. Potest etiam dici quod in praedicto processu est fallacia secundum accidens propter hoc quod accidit illi quod teneatur reconfiteri, eo quod non habet peccata de quibus non fuerit recte confessus. Et quod videatur ibi esse fallacia accidentis, patet si reducatur ad paralogismum sic: "Homo existens in tali casu tenetur eadem reconfiteri, sed homo existens in tali casu est homo, ergo homo tenetur eadem reconfiteri"; quia sicut dicit Philosophus, II *Elenchorum* (1), ubi docet solvere paralogismos secundum accidens: « Non necesse est, quod de accidente [dicitur], et de (f. 73 a.) re, verum esse ». Ergo in praedicto processu est duplex fallacia, scilicet secundum quid et secundum accidens. Nec mirum si duplex est ibi fallacia: secundum enim quod dicit Philosophus, II *Elenchorum*, « nihil prohibet eamdem orationem plures fallendi occasiones habere ».

Sed contra hoc aliquis arguit sic, probando quod ibi non est

(a) L *quod*.

(1) Cap. 4 (PL 64, 1032 sq.), ubi et textus sequens.

processus secundum quid et simpliciter, sed processus a parte in modo ad concludendum indefinitam dicendo: " tenetur pro tempore illo in quo est talis casus, ergo tenetur ". Quod declarat, quia qua ratione tenetur quis in tali casu iterum confiteri quae confessus est, eadem ratione simpliciter tenetur. Quia enim Privilegium circa hoc nihil determinat vel distinguit, eadem est obligatio et aeque simpliciter est eadem ratio respectu illius temporis et cuiusque alterius ad iterandum confessionem sacerdoti quocumque tempore fuerit confessus fratri, et sic obligatio pro tempore isto et pro quocumque alio simpliciter est et non secundum quid, et simpliciter solvenda in aliquo tempore sequenti: quod si non solvat infra annum, transgreditur statutum. Et per iam dicta secundum eos videtur posse concludi quod ibi esset processus a simili procedendo a singulari ad concludendum universalem, dicendo: " tenetur pro tempore isto, ergo tenetur pro quolibet alio ", quia eadem ratio quare tenetur confiteri proprio sacerdoti pro tempore illo et pro quolibet alio, scilicet statutum obligans quemlibet fidelem ad confitendum proprio sacerdoti quolibet anno semel peccata totius anni, et quando est eadem ratio in singulari uno et in omnibus aliis, tunc valet processus a simili procedendo a singulari ad universalem. Unde bonus processus est dicendo " anima Sortis est immortalis, ergo a simili anima cuiuslibet hominis est immortalis ".

Sed haec instantia multipliciter peccat. Peccat enim in materia tripliciter supponendo tria falsa, quorum unum est quod est a) ibi processus a parte in modo ad concludendum indefinitam, secundum est quod ibi est processus a simili ad concludendum universalem, tertium est quod est eadem ratio quare ille tenetur sacerdoti reconfiteri confessa et in quolibet alio homine fratri confesso. Peccat etiam illa instantia in forma, quia ista consequentia non valet: " Privilegium nihil determinat aut distinguit circa tempus, ergo eadem est obligatio et aeque simpliciter eadem ratio respectu huius temporis et cuiuslibet alterius ad iterum confitendum sacerdoti, quocumque tempore fratri confessus fuerit ".

Quod autem non sit ibi processus a parte in modo ad concludendum indefinitam, ego probo sic. In loco a parte in modo determinativo, etsi contrahat illud cui additur, non tamen de ratione eius diminuit; unde si dicatur " homo albus, ergo homo ", hic est bonus locus a parte in modo, quia albedo non diminuit de ratione hominis;

(a) V om. *quod est.*

sed si dicatur "vinum est malum homini tempore febris, ergo vinum est malum homini", non est ibi processus a parte in modo, immo fallacia secundum quid et simpliciter, quia haec determinatio "tempore febris" diminuit de ratione malitiae per comparationem ad vinum. Tunc applico ad propositum "teneri ad confitendum iterum in praedicto (f. 65 a.) casu". Hoc quod dico "in praedicto casu" diminuit de ratione tentionis, quia illum casum potest homo evadere, et cum est extra illum casum tentio solvitur, sicut iam probabo; ergo dicendo "tenetur in isto casu, ergo tenetur" est processus secundum quid et simpliciter et secundum accidens: quia teneri ad reconfitendum idem in numero non competebat (f. 73 b.) illi nisi ratione illius accidentis quod homo potest evadere, quia potest tali tempore fratri confiteri quod ante finem anni non potest transire quin committat aliqua de quibus potest confiteri proprio sacerdoti. Unde est ibi fallacia accidentis, sicut si dicerem "homo bigamus non debet suscipere sacros ordines, ergo homo non debet suscipere sacros ordines" a): quia homo potest praecavere bigamiam quae impedit susceptionem sacrorum ordinum. Sed si accidens determinans tentionem esset tale quod homo de lege communi non posset illud praecavere, tunc valeret processus a determinatione facta per tale accidens ad indefinitam simpliciter; ut si dicerem "homo peccator tenetur confiteri, ergo homo tenetur confiteri".

Quod etiam in praedicto processu non sit argumentum a simili ad concludendum universalem, patet: quia non est similis ratio quare confessus fratri in praedicto casu teneatur reconfiteri eadem et quod confessus fratri b) in alio tempore aliquo, utpote in nativitate Domini, non potest transire residuum anni de lege communi quin committat aliqua peccata quae possit confiteri proprio sacerdoti; non sic autem potest dici de illo de quo est sermo, et ideo quia tenetur confiteri et non habet alia quam quae confessus est, accidit quod tenetur eadem reconfiteri.

Ex hoc etiam patet falsitas illius quod tertio fuit propositum: quia non est eadem ratio quare ille tenetur reconfiteri proprio sacerdoti confessa fratri et in quocumque alio homine fratri confesso. Et cum c) tu dicis postea "immo eadem ratio est, quia hoc est propter statutum quod obligat quemlibet fidelem ad confitendum semel in anno proprio sacerdoti omnia peccata illius anni", dico quod fal-

(a) V om. *ergo... ordines.* (b) V om. *in praedicto casu... fratri.* (c) V *tamen.*

sum est, quia sicut probatum est supra in corpore quaestionis (1), essentialis expositio statuti quae uniformiter manet quoad illa verba statuti "Omnia peccata sua" est haec, id est omnia peccata quae fecit de quibus non est alias poenitens vere confessus et rite absolutus ab eo qui potuit.

Sed adhuc argues contra hoc, quod a) si verum est quod dico, tunc sufficeret illi de quo est mentio quod reconfiteretur sacerdoti proprio aliquod vel aliqua de illis de quibus confessus est fratri et non teneretur reconfiteri omnia, quia si post confessionem factam fratri commisisset unum veniale vel duo, secundum opinionem meam sufficeret quod confiteretur tantum illa sacerdoti, ergo similiter videtur secundum opinionem meam quod sufficeret, si post confessionem factam fratri non commisisset aliqua peccata, quod reconfiteretur unum solum de illis de quibus confessus est fratri: quod tamen falsum videtur, quia qua ratione teneretur reconfiteri unum de illis, eadem ratione teneretur reconfiteri b) omnia; ex quo posset videri falsa illa expositio quam ego posui in statuto.

Ad hoc ego respondeo quod, si volo dicere quod sufficeret illi reconfiteri unum de illis sacerdoti suo de quibus confessus est fratri, non potest concludi aliquod inconveniens contra me. Non enim posses dicere quod talis divideret confessionem, quia de omnibus simul et integraliter fratri qui ipsum potuit absolvere confessus est, sicut ego non dicerer dividere confessionem si ego, confessus de omnibus peccatis meis confessori meo semel, postea vellem reconfiteri unum de illis tantum sibi vel alii, nec impediretur propter hoc (f. 73 c.) efficacia c) clavium respectu illius, quamvis alia non reiterarentur. Et cum tu dicis "qua ratione teneretur unum, eadem ratione omnia, quia omnia aeque confessus est per positionem", dico quod hoc non valet: quamvis enim omnia aeque confessus sit, tamen quia non obligatur per statutum ad plus nisi quod semel in anno faciat confessionem sacramentalem et illa potest fieri, ut iam declaratum est, respectu illius d) unius de peccatis confessis, (f. 65 b.) quamvis alia non reiterentur, ideo dico quod reiterando sacerdoti proprio quodlibet illorum implet statutum, dum tamen in reiterando illud unum et alia non reiterando non intendat fraudem, utpote quod

(a) L *quia.* (b) L om. *teneretur reconfiteri.* (c) V *efficaciam.* (d) V om.

(1) Cf. supra pag. 24 sq.

non facit hoc ad celandum confessionem suam suo sacerdoti, si idoneus est quantum ad scientiam et quantum ad vitam. Hoc dixi propter hoc quia cum dicant iura quod dominus papa non intendit viam fraudibus aperire, sicut supra allegatum est (1), non est licitum uti Privilegio in alterius fraudem. — Si autem vellent a) dicere quod talis teneretur omnia reconfiteri sacerdoti, adhuc dicerem quod hoc non esset propter hoc quod per illud verbum quod ponitur in statuto "omnia peccata sua" intelligerentur peccata totius anni sive confessa sive non confessa, sed hoc tantum esset propter sacramenti reverentiam, quia non fieret tanta reverentia sacramento, si modo unum tantum de illis reconfiteretur sacerdoti, quanta si peccata commissa usque ad nativitatem fuisset confessus fratri integraliter et postea commissa a nativitate usque ad horam in qua confitetur sacerdoti, confiteretur integraliter b) sacerdoti. Unde non valeret ista consequentia quod, si in primo casu tenetur confiteri sacerdoti peccata totius anni, quod in isto secundo casu teneretur, maxime cum in primo casu aequaliter se haberet ad quodlibet illorum confitendum sacerdoti, propter hoc quod quodlibet illorum confessus esset; in secundo autem casu non sic, quia aliqua essent confessa, aliqua non confessa, et ideo ibi esset specialis ratio quare magis teneretur confiteri ista quam illa sacerdoti proprio, hoc est commissa post nativitatem quam commissa ante nativitatem.

Quod etiam supradicta instantia peccaret in forma, patet: quia non confessus sacerdoti suo in anno illo, qui absolvitur a fratre in die Paschae, non tenetur sacerdoti confiteri confessa propter hoc quod tali tempore vel tali confessus est, quia si fuisset confessus sacerdoti in nativitate Domini, si confiteretur fratri in die Paschae, non teneretur confiteri confessa fratri. Unde bene verum est quod habendo aspectum ad tempus per se, non dicimus quod tali tempore confessus fratri teneatur reconfiteri proprio sacerdoti confessa fratri; sed habendo aspectum ad hoc quod talis non est confessus anno illo suo sacerdoti et ita parum restat de anno post confessionem factam fratri quod ille potest transire residuum anni per auxilium gratiae communis non committendo aliquod peccatum quod posset sacerdoti proprio confiteri, et ideo tenetur confiteri sacerdoti proprio confessa fratri ad hoc c) ut impleat praeceptum domini

(a) V *vellem.* (b) V om. (c) L om. *ad hoc.*

(1) Cf. supra pag. 4 et 37.

papae. Et ita patet quod illa consequentia non valuit a) quam (f. 73 d.) accipiebat illa instantia, quae fuit haec: " Privilegium nihil determinat aut distinguit circa tempus, ergo aequalis est ratio quare talis tenetur sacerdoti fratri confessa et de b) confesso fratri quocumque alio tempore ". Si enim videantur quae dicta sunt, planum est illam consequentiam non valere, quia confessus fratri in nativitate Domini non posset transire usque ad pascha nisi per privilegium gratiae specialis quin committeret aliqua peccata, quae sacerdoti proprio confitendo servaret praeceptum domini papae. Et sic patet solutio ad argumentum.

Ad illud quod arguebatur tertio per illam decretalem *Ad audientiam* etc. dico quod interpretari generale per speciale, maxime in praeiudicium privilegiatorum, irrationabile est. Et ideo quia « labores quos propriis manibus aut sumptibus excolunt » etc. generale est ad labores qui sunt tam circa novalia quam circa alia, ideo illa expositio merito reprobanda erat in qua per "labores" dicebant aliqui intelligi labores circa novalia tantum, maxime cum hoc esset ad arctationem privilegii Cisterciensium. Quapropter dicit dominus papa in illa decretali: « Si intelligeremus tantummodo de novalibus, (f. 65 c.) ubi posuimus " de laboribus ", " de novalibus" poneremus ».

Dico etiam quod interpretari partem per totum integrale et maxime cum haec determinatio arctat Privilegium, irrationabile c) est; talis autem est interpretatio qua aliqui interpretantur hoc positum in Privilegio, scilicet " suis parochialibus presbyteris confiteantur saltem semel in anno prout concilium generale statuit": interpretantur enim per hoc " suis parochialibus presbyteris " debere confiteri saltem semel in anno omnia peccata sua totius anni; ergo illa interpretatio est irrationabilis d). Probatio assumptae dupliciter. Primo sic: secundum Papiam (1) " prout " uno modo idem est quod " qualiter "; ergo " prout " non est nota aequalitatis, cum aequalitas fundetur super quantitatem; ergo per hoc quod dicitur " prout statuit generale concilium " non obligatur homo ad plura confitenda quam si non poneretur " prout " etc., sed tantummodo e) ad alium vel talem modum confitendi, utpote quia confiteri erat generale ad confessionem sacramentalem et non-sacramentalem, determinatur per

(a) V om. *non valuit.* (b) L om. (c) V *irrationale.* (d) V *irrationalis.* (e) L *tantum.*

(1) Cf. supra pag. 42, nota 3.

hoc quod dicit " prout statuit concilium generale " ad confessionem sacramentalem. Per hoc ergo quod additur " prout statuit concilium generale " non obligatur confessus fratri ad plura confitendum suo sacerdoti parochiali, sed ad confitendum confessione alia quam obligaretur si illud non esset ibi positum. Et huic concordat communis usus loquendi: quia si dicam " hodie comedi ova prout alii ", non est sensus virtute verborum quod comederim tot ova quot alii, sed quod sum in hoc factus aliis similis, quia ipsi comederunt ova et ego comedi secundum modum quo comedere consueverunt; unde dicendo " prout alii " non exprimo virtute verbi quod comederim plura ova quam si dixissem " hodie comedi ova ", non addendo " prout alii ". A simili in proposito videtur quod, dicendo " confiteri semel in anno prout concilium generale statuit ", non implico plura confitenda quam si dicerem a) " confiteri semel in anno ", non addendo (f. 74 a.) " prout generale concilium statuit ". Sed " confiteri semel in anno " non dicit " confiteri peccata totius anni " sicut dicit " confiteri peccata "; ista autem duo " confiteri peccata " et b) " confiteri peccata totius anni " se habent sicut pars integralis ad totum integrale, quia confiteri peccata totius anni importat " confiteri peccata " et hoc quod est " totius anni "; ergo illi qui c) hoc quod est " confiteri semel in anno prout statuit concilium generale " dicunt intelligi " confiteri peccata totius anni " interpretantur partem integralem per suum totum vel saltem indefinitam per universalem, quia " peccata " et " peccata totius anni " habent se aliquo modo sicut universalis et indefinita; ergo haec expositio irrationabilis est, maxime cum sit ad arctationem Privilegii fratrum.

Praeterea, cum allegatur aliquid et tangitur locus in quo scribitur mediante hoc quod dico " prout ", verbi gratia si dicatur " *noli vinci a malo, sed vince in bono malum*, prout Apostolus (1) dicit ", hoc quod est " prout " accipitur pro hoc nomine " quod " sub hoc sensu " *noli vinci a malo, sed vince in bono malum,* quod dicit Apostolus ", vel pro hac coniunctione " quia " et isto pronomine " hoc " simul sub hoc sensu " quia hoc dicit Apostolus "; ergo similiter cum in Privilegio dicitur " confiteri semel in anno presbytero parochiali " et allegatur statutum generale cum hoc adverbio " prout " dicendo " prout statuit generale conci-

(a) VL *diceremur*. (b) V om. *confiteri peccata et*. (c) L add. *pro*.

(1) Rom. 12, 21.

lium" a), videtur quod hoc adverbium b) "prout" accipiatur pro hoc nomine "quod" vel pro hac coniunctione "quia" et hoc pronomine "hoc", sub hoc sensu "prout concilium generale statuit", id est "quod concilium generale statuit" c) vel "quia hoc generale concilium statuit"; sed sub utroque sensu non obligantur confessi fratribus ad confitendum plura quam si ibi non esset (f. 65 d.) positum "prout statuit concilium generale", sed per hoc quod additur "prout statuit concilium generale" evidentius apparet esse rationabile quod confessi fratribus semel in anno confiteantur proprio sacerdoti. Sed si non poneretur ibi "prout statuit concilium generale", planum est quod per illam clausulam non obligarentur confessi fratribus ad confitendum suis presbyteris parochialibus omnia peccata sua totius anni, sed peccata, quia confessio non est nisi de peccatis; ergo similiter, non obstante ista additione "prout statuit concilium generale", confessi fratribus non tenentur per illam clausulam "Volumus autem" etc. confiteri suis presbyteris parochialibus "peccata totius anni", quamvis teneantur confiteri "peccata"; sed "peccata" et "peccata totius anni" habent se quodam modo quasi universalis et indefinita; ergo illi qui per hoc quod est "confiteri semel in anno prout statuit concilium generale" interpretantur "confiteri semel in anno peccata totius anni" interpretantur indefinitam per universalem, quae interpretatio irrationabilis est, maxime quia est ad arctationem Privilegii.

Praeterea, si daretur quod ista determinatio "prout statuit concilium generale" obligaret confessum fratribus ad confitendum parochiali presbytero semel in anno omnia peccata sua, adhuc ostendo quod illi qui per hoc dicunt intelligi "omnia peccata totius anni" interpretantur d) alteram partem copulativae per totam copulativam, quod est irrationabile. Probatio assumptae. Sicut probatum est supra in corpore quaestionis, illud positum in statuto, scilicet "omnia peccata sua", exponi debet expositione essentiali quae uniformiter manet, sic: id est e) "omnia peccata sua de quibus (f. 74 b.) non est alias vere confessus et rite absolutus ab eo qui potuit", quia talia adhuc sunt sua ad reconciliationem Ecclesiae faciendam, quae fit per dignam sacramenti poenitentiae susceptionem ministrati ab illo qui potest. Cum ergo per hoc quod est "confiteri semel in anno prout statuit concilium generale" volunt intelligi "confiteri semel in

(a) VL *stalutum*. (b) V *adverbio*. (c) V om. *id est... statuit*. (d) V *interpretatur*. (e) V om. *i. e.*

anno peccata omnia illius anni, confessa et non confessa", interpretantur alteram partem copulativae per totam copulativam.

Est alia interpretatio qua interpretatur a) implicitum per explicitum, et haec interpretatio rationabilis est, et talis est illa interpretatio sive expositio qua per hoc quod dicitur in Privilegio "semel confiteri in anno prout statuit concilium generale" intelligitur confiteri presbytero parochiali semel in anno peccata de quibus poenitens non est alias vere confessus et rite absolutus ab eo qui potuit. Et secundum hanc expositionem confessi fratribus non tenentur eadem in numero reconfiteri suo proprio sacerdoti. Assumpta patet, quia probatum est supra quod per hanc additionem "prout statuit concilium generale" non tenentur confessi fratribus ad confitendum plura proprio sacerdoti semel in anno quam si illa determinatio ibi non poneretur. Sed si illa clausula poneretur sine illa additione, planum est quod nihil aliud implicite diceretur nisi quod confessi fratribus tenerentur semel in anno confiteri proprio sacerdoti aliqua peccata illius anni. Ergo nec aliud implicatur cum hac determinatione "prout statuit concilium generale". Sed si obligantur ad confitendum aliqua sacerdoti, et non omnia, rationabilius est ipsos esse obligatos ad confitendum non confessa quam confessa, et propter integritatem confessionis rationabile est ipsos teneri ad confitendum omnia peccata illius anni non confessa. Ergo cum illam clausulam exponimus sic quod confessi fratribus teneantur semel in anno confiteri suis presbyteris parochialibus peccata de quibus non sunt alias rite confessi et absoluti ab eo qui potuit, exponimus implicitum per explicitum.

Hoc idem (f. 66 a.) probo, dato quod per istam determinationem "prout statuit concilium generale" obligarentur fratribus confessi ad observandum totam essentialem statuti expositionem. Quia, ut superius probatum est, illud positum in statuto, scilicet "omnia peccata sua", sic debet exponi essentiali expositione, id est omnia peccata quae fecit in illo anno de quibus non est alias vere confessus et rite absolutus ab illo qui potuit, quia illa adhuc sunt sua ad reconciliationem faciendam Ecclesiae per sacramenti poenitentiae susceptionem ministrandi ab eo qui potest. Et sic adhuc exponimus implicitum per explicitum. Cui expositioni b) concordat quaedam Glossa, I *Ad Thessal.* ultimo (1), exponens illud verbum Apostoli:

(a) V *interpretantur.* (b) V om.

(1) I Thessal. 5, 21. Glossa est Lombardi in hunc loc. (PL 192, 309).

Omnia probate, dicens sic: « Id est omnia probanda, quia certa non indigent probatione et discussione ». Similiter dico: teneatur fidelis semel in anno confiteri proprio sacerdoti omnia peccata sua, scilicet confitenda, quia confessa legitime de necessitate non indigent confessione. Qui autem dicunt per hanc determinationem " prout statuit concilium generale " obligatos confessos fratribus ad (f. 74 c.) observandum statutum generale totum et generale statutum debere exponi de omnibus peccatis totius anni, in utroque falsum dicunt vel saltem in uno illorum, scilicet in hoc quod dicunt generale statutum debere exponi de peccatis totius anni, sicut pluries supra probavimus, et in utroque illorum dictorum petunt quod est in principio, quia magis illa supponunt quam illa probare videantur. Et sic patet solutio ad tertium argumentum.

Ad illud quod arguebatur quarto quod ' in dubiis ubi vertitur animae periculum tutior via est tenenda' etc. dico quod illa propositio tenenda a) est, si illa res est dubia de se, sed dico quod propositio assumpta falsa est. Non enim illud quod tu dicis esse dubium est dubium dubietate proveniente b) ex parte Privilegii, sicut supra declaratum est in corpore quaestionis, sed tantummodo dubietate proveniente ex dubitantium affectione vel incirconspectione vel deceptione, et si res pro hoc diceretur dubia, multa certa possent dici dubia. Non enim, si aliqui habent fortes rationes contra istam partem quam teneo, propter hoc debet dici dubia, quia aliquando contra conclusionem certissimam sunt subtiles rationes et difficiles ad solvendum, quamvis sint solubiles. — Similiter quod postea dicis in argumento quod ' tutius est proprio sacerdoti confiteri confessa fratribus et non confessa quam confessa tantum ': dico quod verum est, sed ex hoc non sequitur quod tutius sit opinari et dogmatizare quod confessus fratri ad hoc teneretur, quia hoc posset esse popularibus occasio male sentiendi de virtute sacramenti poenitentiae et retrahendi eos a confitendo fratribus et infirmis hominibus periculum esset incurrendi transgressionem. Et sic patet quod argumentum dupliciter peccabat.

Ad illud quod arguebatur quinto dico quod peccat in materia dupliciter. In materia peccat in hoc quod dicit quod dubium est, sicut in solutione praecedentis argumenti dictum est. Quamvis enim isti parti quam teneo contrarientur sapientes, non tamen in quantum sapientes, sed in quantum affecti vel incirconspecti vel decepti. Peccat etiam in materia in hoc quod dicit quod ius commune

(a) L *vera*. (b) VL *provenienti*.

exponi debet de peccatis totius anni: supra enim probatum est hoc esse falsum.

Ad illud quod arguebatur s e x t o dico quod peccat etiam in materia dupliciter: primo in hoc quod dicit Privilegium dubium esse; hoc enim in corpore solutionis .improbatum est. Secundo peccat in hoc quod fratres sunt petitores et sacerdotes parochiales possessores de audiendo confessiones subditorum suorum: non enim petimus ab eis quod subditos suos teneantur nobis mittere ad confi- (f. 66 b.) tendum nec a subditis quod teneantur ad veniendum. Sed ipsi sunt petitores, quia petunt nos removeri a legitimo usu Privilegii nostri in cuius usus possessione sumus; unde et in ea debemus remanere de iure nisi dominus papa ordinet contrarium, cui essemus parati obedire si ordinaret. Quod autem ipsi praelati contra nos sint petitores, patet, quia iam pluries miserunt ad curiam per nuntios de nobis conquerentes et petentes ut expositio Privilegii nostri in cuius usus possessione sumus reprobaretur: hoc enim implicite vel explicite per nuntios ab eis petitum est.

(f. 74 d.) Ad illud quod arguebatur s e p t i m o quod 'consuetudo ius interpretatur' etc. dico quod illud argumentum peccat in materia. Cum enim accipitur in argumento quod in 'Privilegio fratrum continetur quod confessi fratribus tenentur semel in anno confiteri suis presbyteris parochialibus secundum tenorem illius statuti *Omnis utriusque sexus'* etc. dico quod falsum est. Quia non est idem confiteri "prout generale concilium statuit" et confiteri "secundum tenorem illius statuti generalis": quia primo modo potest esse sensus confiteri proprio sacerdoti "quia hoc generale concilium statuit" et, sicut supra visum est, non obligatur confessus fratribus ad confitendum plura proprio sacerdoti propter illam additionem "prout statuit generale concilium" quam si non esset ibi a) posita; hanc autem expositionem ita decenter non possemus exponere si loco huius quod est "prout statuit concilium generale" poneretur "secundum tenorem statuti generalis", quia hoc ultimum videretur implicare quod confessus fratri teneretur ad totum quod dicit statutum propter verbum tenoris: quia magna esset differentia inter dicendo "secundum statutum generale" et "secundum tenorem statuti generalis". — Praeterea, esto quod illa propositio vera esset, adhuc possemus dicere quod argumentum peccat alio modo. Cum enim dicit quod 'consuetudo hoc habet quod subditus teneatur confiteri suo presbytero pa-

(a) V om.

rochiali quolibet anno semel peccata totius anni', dico quod verum est de illis qui non habebant Privilegium ut possent aliis confiteri vel qui non confitebantur habenti Privilegium quo posset eos absolvere, quia de talibus magis habet consuetudo quod non confitebantur suo presbytero parochiali semel in anno omnia peccata illius anni quam quod sic, et ante datum Privilegium nunquam cucurrit tantum tempus quod posset roborare consuetudinem quin aliqui haberent Privilegium quod possent confiteri alii quam proprio sacerdoti vel quin alius quam proprius sacerdos haberet Privilegium audiendi confessiones; et si nunquam fuisset aliquod tale Privilegium habitum usque nunc, adhuc illa consuetudo erat intelligenda "nisi tale Privilegium superveniret".

Ad illud quod arguebatur octavo dico quod verum est quod dominus papa non intendit «viam fraudibus aperire», ut dicunt iura; sed cum dicis in argumento quod 'secundum expositionem quam facio vel teneo via fraudibus aperiretur per Privilegium', dico quod falsum est. Si enim subditus videns sacerdotem suum non idoneum vel propter defectum scientiae vel propter defectum bonae vitae vel, si sacerdos suus idoneus est, videt tamen fratrem magis idoneum ratione scientiae per quam melius sciret de gravibus consulere et ratione sanctitatis vitae propter quam habet ad eum maiorem devotionem puram et immaculatam, si motus hac devotione et sollicitudine quaerendi salubrius consilium pro anima sua, confitetur fratri aliqua peccata gravia quae non confitetur sacerdoti parochiali, sive non idoneo sive idoneo, non tamen ita idoneo sicut frater cui confitetur, nullam fraudem committit: neque (f. 66 c.) enim intentio est fraudulenta neque factum est fraudulentum, dum tamen quando confitetur fratri confiteatur omnia illa de quibus non est alias rite confessus et absolutus, et similiter quando confitetur proprio sacerdoti parochiali confiteatur omnia illa de quibus non est alias rite confessus et absolutus. Sed si parochianus (f. 75 a.) alicuius sacerdotis veniret ad confitendum fratri graviora peccata hac intentione ut celarentur suo presbytero parochiali bono et idoneo et quantum ad scientiam et quantum ad vitam, tunc dico quod talis fraudem committeret contra animam suam primo et contra sacerdotem quantum in se est; et certe frater per Privilegium absolvere non posset non propter defectum potestatis ex parte fratris ad absolvendum, sed propter defectum debitae dispositionis ex parte confitentis ad efficaciam absolutionis domini papae suscipiendum. Vel potest dici quod non est praesumendum quod fuerit intentio domini papae quod in tali casu se exten-

dat potestas Privilegii ad absolvendum, quia hoc esset « viam fraudibus aperire». Et si subditus male in fraudem vellet celare sua gravia sacerdoti, sacerdos non posset eum compellere ad dicendum ei illa gravia etiamsi nunquam fratri esset confessus illa, etsi nunquam Privilegium esset datum; nec propter hoc posset sibi sacramenta in publico denegare, si illa gravia quae noluit dicere sacerdoti suo a) non essent publica, quamvis subditus sic sua gravia in fraudem celando et cum tali fraude corpus Christi suscipiendo peccaret b) mortaliter. Unde patet quod fraudem, quam possunt facere post datum Privilegium expositum sicut expono, possent facere si nunquam Privilegium esset datum. — Illud etiam quod postea dicit in argumento quod 'posset expectare usque ad diem Paschae' etc. solutum est in solutione secundi argumenti,

Ad illud quod arguebatur nono quod ' Privilegium est ambitiose impetratum' etc. dico quod falsum est. Et huius signum est quod dominus papa non dedit istud Privilegium ad instantiam Ordinum nec ad instantiam alicuius ad hoc missi ex parte Ordinum; cuius signum est quia papa ibi non ponit hoc quod est " piis vestris precibus inclinati " nec consimile, quod posuisset si ad instantiam Ordinum impetratum fuisset, quia sic consuetum est secundum stilum curiae. Et audivi auribus meis ab ore uniuś hominis magni status, qui multum contrariatur expositioni quam teneo de Privilegio, quod occasio dati Privilegii fuit quia quidam praelati in aliqua terra nolebant permittere quod fratres praedicarent vel confessiones audirent vel saltem circa hoc fratres nimis restringebant c), nec etiam ad insinuationem papae vel preces desistebant d); quapropter dominus papa motus dixit: « Ego inde tantum faciam quod fratres bene poterunt sine ipsis hoc ». Unde, si verum est quod ille dixit mihi, bene est argumentum quod non fuit per fratres ambitiose impetratum. — Et cum tu probas postea quod fuerit ambitiose impetratum 'quia, ut tu dicis, Privilegium impetratum contra ius commune vel in alterius praeiudicium debet praesumi ambitiose impetratum', dico quod haec probatio dupliciter peccat. Quia, si Privilegium debet dici ambitiose impetratum quia est contra ius commune, tunc omne Privilegium diceretur ambitiose impetratum, quia cum Privilegium sit lex privata et lex privata aliquid detrahat de lege communi, omne Privilegium detrahit aliquid de lege communi; unde dicit Gaufredus quod « Privilegium est lex privata con-

(a) L om. (b) L *peccat.* (c) V *restringebantur.* (d) V om. *nec etiam... desistebant.*

tra ius commune indulta ». Praeterea, peccat praedicta probatio in hoc quod dicit quod 'Privilegium est in alterius (f. 75 b.) praeiudicium', quia sicut ostensum est supra in corpore quaestionis (1) ex hoc non tantum laeditur aliquis quod propter hoc stricte debeat interpretari, maxime cum populi propter quorum favorem principaliter datum fuit ex larga Privilegii interpretatione non laedantur, sed magis compensata humana infirmitate subleventur.

Ad illud quod arguebatur d e c i m o per (f. 66 d.) hoc quod dicitur *Extra, De officio iudicis delegati, Cum in iure*, et *Extra, De rescriptis, Cum contingat* etc. dico quod illud argumentum procedit supponendo quod Privilegium sit dubium; unde hoc expresse assumitur in argumento: hoc autem supra probatum est esse falsum in corpore quaestionis, et sic argumentum peccat in materia. — Praeterea, non mandatur hoc sacerdotibus quod exequantur Privilegium, sed mandatur ipsis et aliis quod non impediant fratres in Privilegii exe cutione; et de isto mandato sunt certi vel debent esse, quia Privilegium bullatum ubi hoc expresse continetur publice lectum est. Fratribus autem mandatur quod exequantur. Et si dubitarent, exequi non deberent quousque essent certificati; sed ego credo quod ipsi non dubitant, quia sufficientem rationem dubitandi non habent.

Ad illud quod arguebatur u n d e c i m o per illud decretum XI, q. 1, *Pervenit* etc. dico quod illud decretum non facit ad propositum duplici de causa: una est quia in hac quaestione ad praesens de casibus episcoporum, qui eis debentur a iure scripto vel ex approbata et antiqua consuetudine, non agitur; praedictum autem decretum loquitur de iurisdictione episcopi, unde ibi dicitur: « Si unicuique episcopo » etc. Alia causa et melior est quare decretum non facit ad propositum, quia papa scribit illud decretum cuidam defensori Siciliae qui clericos trahebat ad suum iudicium, despectis eorum episcopis; quod dominus papa fieri inhibet, quia in hoc ille defensor Siciliae quantum in se erat ordinem ecclesiasticum confundebat, non tantum in hoc quod iniuriabatur episcopis, sed in hoc quod episcopis iniuriando iniuriabatur etiam ipsi papae, qui est caput Ecclesiae et cuius iurisdictio episcoporum principalius est quam ipsorummet episcoporum, quia effectus principalius respicit causam universalem et primam quam secundam, sicut patet prima propositione *De causis* tam in textu quam in commento (2). Unde non sequitur quod, si

(1) Cf. supra pag. 12 sq.

(2) *Lib. de causis*, § 1 (ed. O. Bardenhewer, Friburgi B. 1882, pag. 163 sq.).

placet domino papae ex aliqua rationabili causa in aliquo restringere potestatem sacerdotum vel episcoporum super subditos suos, quod ordinem ecclesiasticum confundat.

Sed forte contra hoc velles arguere dicendo quod falsum supponitur in hac solutione: supponitur enim quod dominus papa tantam habeat potestatem super potestatem episcoporum et sacerdotum parochialium quantam ipsimet episcopi et parochiales presbyteri. Quod forte conaberis probare falsum esse per illud quod dicitur XCIX (a) Dist., cap. *Ecce* (1), ubi papa Gregorius reprehendens Eulogium patriarcham alexandrinum, qui ipsum in praefatione cuiusdam epistolae sibi missae vocabat "papam universalem", dicit: « Quia vobis subtrahitur quod alteri plus quam ratio exigit praebetur; ego vero non quaero verbis prosperari, sed moribus, nec honorem esse deputo in quo fratres meos honorem suum perdere cognosco ». Ecce hic dicit dominus papa quod, si vocatur "universalis papa", sibi "plus quam ratio exigit praebetur" et quia ex hoc aliis debitum subtrahitur: quod non esset (f. 75. c.) verum, si tantam potestatem haberet super episcopos, sicut dictum est. — Ad hoc etiam forte velles adducere illud (b) quod scribitur XXV (c), q. 1, cap. [*Contra*] (2): « Contra statuta patrum condere aliquid vel mutare nec huius quidem Sedis potest auctoritas: apud nos enim inconvulsis radicibus vivit antiquitas, cui decreta patrum sanxere reverentiam ». Quod verum non esset, si tantum posset papa super potestatem praelatorum sicut dictum est. — Ad idem forte velles adducere quod dicitur eadem causa, q. 2, cap. *Quod dicitis* (3), ubi dicitur sic: « Quod dicitis nostris temdoribus debere servari quae a meis quoque praedecessoribus tradita vel custodita sunt, absit hoc a me ut statuta maiorum cum sacerdotibus meis in qualibet ecclesia infringam, quia mihi iniuriam facio, si fratrum meorum iura perturbo ». Videtur ergo idem quod prius.

Ad haec decreta respondeo tenen- (f. 67 a.) do veritatem quam ante dixeram. Gregorius enim papa, in illo decreto *Ecce*, ex humilitate illud verbum renuebat, magis glorians in humilitate quam in potestate, et totam suam potestatem nolebat exprimi ne aliqui malivoli et superbi indignarentur, ne ex hoc aliqui assumerent occasionem procurandi schisma in Ecclesia. Hiis etiam de causis di-

(a) VL *XXIX*. (b) L *illos*. (c) VL *XXII*.

(1) Gratianus, *Decret.* I, d. 99, c. 5 (PL 187, 472).
(2) Gratianus, *Decret.* II, C. 25, q. 1, c. 7 (PL 187, 1321).
(3) Gratianus, *Decret.* II, C. 25, q. 2, c. 10 (PL 187, 1329). (5)

xit Gregorius papa alia verba quae allegata sunt in decreto, et maxime quia videbat illum patriarcham alexandrinum esse hominem magnae auctoritatis et humiliantem se, ideo voluit reddere humilitatem pro humilitate ad nutriendum mutuam caritatem, non negando tamen suam potestatem. Unde non dicit illum patriarcham dixisse falsitatem: sciebat enim maiorem se esse in iurisdictione omnibus episcopis, quamvis vocentur fratres papae.

Illud autem decretum XXV a), q. 1, cap. *Contra*, male exponunt: non enim facit ad suum propositum, si bene intelligatur. Ius enim positivum est in duplici differentia: quoddam enim ius positivum derivatur a iure naturae vel a iure divino per modum conclusionis, ita quod non habet tantummodo robur ex positione, sed etiam ex iure divino vel ex iure naturae sicut conclusio habet robur ex principiis; unde quia dominus papa non potest contra ius naturae nec contra ius divinum, ut habetur XXV, q. 1, cap. *Sunt quidam* (1), ideo etiam contra tale ius positivum nihil potest condere vel mutare quod sit illi iuri contrarium. Et sic potest intelligi praedictum decretum. Est aliud ius positivum quod derivatur a iure naturae vel b) a iure divino non per modum necessariae conclusionis, sed per modum interpretationis vel determinationis c) praeceptorum iuris naturae vel iuris divini, et tale ius non habet necessitatem nisi ex sola positione, et contra tale ius ad plenum potest dominus papa dispensare, quale ius continetur in illo statuto *Omnis utriusque sexus* etc. Quamvis autem dominus papa non possit contra ius naturae nec contra ius divinum, tamen posset contra verba Apostoli dispensare quae non contineant ius derivatum a iure naturae vel a iure divino per modum necessariae conclusionis; quod potest probari per illud quod dicitur XXXIV Dist., *Lector*, et LXXXII Dist., *Presbyter* (2).

Illud etiam decretum XXV, q. 2, cap. *Quod dicitis* etc., non multum facit pro eis. Quia aut intelligendum est de iure positivo quod derivatur per modum necessariae conclusionis a iure naturae vel a iure divino, et sic nihil ad propositum, quia tale ius non continet *Omnis* (f. 75 d.) *utriusque sexus* etc. quantum ad confiteri se-

(a) V *XII*, L *XXII*. (b) V om. *a. i. n. v.* (c) VL habent spatium vacuum.

(1) Gratianus, *Decret.* II, C. 25, q. 1, c. 6 (PL 187, 1321).
(2) Gratianus, *Decret.* I, d. 34, c. 18 et d. 82, c. 5 (PL 187, 194 et 398).

mel in anno proprio sacerdoti omnia peccata totius anni; si daretur etiam quod sic deberet exponi, quod tamen negatum est. Si autemint elligatur de iuribus fratrum quod a) non habent vim de necessitate nisi ex sola positione, tunc dico quod dominus papa non dixit quod non posset illa infringere, sed quod nolebat 'nisi - supple - ex rationabili causa'; immo forte per hoc verbum " infringere " notabat latenter quod si iura eorum restringeret et resecaret et resecatum ab eis aliis conferret, adhuc non esset infringere, quia iurisdictionem quam habent super subditos suos habent sub hac conditione " nisi auctoritas romanae Ecclesiae aliter ordinaverit ". Quod probari potest expresse per illud quod habetur XXV, q. 1, § ultimo, quod decretum allegatum est supra in corpore quaestionis (1); quia dominus papa super totam iurisdictionem ecclesiasticam quae ex solo iure positivo vim habet plenitudinem habet potestatis, et alii praelati Ecclesiae vocati sunt in partem sollicitudinis. Unde *Extra*, *De auctoritate et usu pallii*, *Ad honorem* (2), dicitur sic: « Solus romanus pontifex in missarum solemniis pallio semper utitur et ubique, quoniam b) assumptus est in plenitudinem ecclesiasticae potestatis, quae per pallium significatur; alii autem nec semper nec ubique, sed in ecclesia (f. 67 b.) sua, in qua iurisdictionem acceperunt, certis debent uti diebus, quoniam vocati sunt in partem sollicitudinis, non in plenitudinem potestatis ». Ex quo patet quod quamvis papa c) non posset a presbytero caracterem sacerdotalem auferre, quia indelebilis est d), posset tamen ab eo auferre iurisdictionem quam habet super subditos suos per illud statutum *Omnis utriusque sexus* etc. expressam vel aliquid de illa auctoritate sive potestate resecare et resecatum aliis conferre, maxime propter animarum salutem.

Ad illud quod arguebatur duodecimo per Sapientem dicentem Prov. 27,23: *Diligenter cognosce vultum pecoris tui* etc. dico quod sic debet exponi quod sacerdos in quantum homo in foro exteriori diligenter debet considerare conversationem exteriorem suorum subditorum ut eos possit redarguere publice tamquam homo, si publice delinquunt, et pro talibus delictis communionem ecclesiasticam eis denegare, si delicta illorum hoc exigant. Debet etiam in quantum vicarius Christi in foro poenitentiae diligenter conside-

(a) L *quando.* (b) L *quando.* (c) L om. (d) V om.

(1) Cf. supra pag. 22.
(2) Greg. IX, *Decretales*, I, tit. 8, c. 4.

rare conscientiam subditi sui quantum ad ea quae subditus vult sibi revelare, quia de aliis non tenetur rationem reddere. Et ideo duo dicuntur in illo proverbio, scilicet: *Diligenter agnosce vultum pecoris tui, et greges tuos considera*, quorum utrumque secundum expositionem praedictam potest facere sacerdos, quamvis subditus eius non teneatur sibi reconfiteri confessa fratri.

Ad illud quod arguebatur decimo tertio, dico quod cognitio quam tenetur habere sacerdos in foro poenitentiae de conscientia subditi sui dependet a voluntate confitentis. Unde sacerdos non tenetur iudicare ipsum idoneum vel non idoneum a) ad suscipiendum sacramentum eucharistiae nisi secundum ea quae sibi poenitens revelavit. Peccaret tamen poenitens et contra animam suam faceret graviter, si sibi scienter celaret peccata de quibus alias rite confessus non fuisset et absolutus ab eo qui potuit. Unde illam cognitionem quam (f. 76 a.) tenetur habere sacerdos de conscientia subditi sui recepturi sacramentum eucharistiae potest habere absque hoc quod subditus suus teneatur sibi iterum confiteri confessa fratribus.

Ad illud quod arguebatur decimo quarto per hoc quod Privilegium datum fuit "*ad fructus uberes*" etc. dico quod illud argumentum parum valet; quia si dicis quod amoveretur b) fructus erubescentiae quia possent confiteri fratri ignoto coram quo non erubescerent, ita possent confiteri cuidam capellano extraneo quem sacerdos vocaret in adiutorem coram quo non erubescerent, et tamen confessi illi reconfiteri non tenerentur. Et praeterea quandoque magis erubescunt confiteri uni valenti fratri quam suo presbytero parochiali quem probabiliter coniecturant non habere conscientiam ita strictam. Et praeterea melius esset confiteri fratri cum minori erubescentia quae vinceretnr a confitente quam confiteri proprio sacerdoti cum maiori erubescentia quae vinceret confitentem. Unde per expositionem quam pono in Privilegio magis est ad fructus uberes et quoad infirmos de quibus esset periculum ne vincerentur ab erubescentia sive verecundia, si tenerentur confiteri quolibet anno proprio sacerdoti parochiali omnia peccata totius anni, et quoad perfectos magnae verecundiae dominantes quia possunt confiteri alicui valenti fratri coram quo magis erubescerent quam confitendo proprio sacerdoti.

Ad illud quod arguebatur decimo quinto quod 'Privilegia principum largissime sunt interpretanda' etc. dico quod verum

(a) V om. *v. n. i.* (b) L *amovetur.*

est in favorem illorum propter quorum favorem principaliter dantur. Hoc autem Privilegium principaliter est in favorem populorum et secundo in (f. 67 c.) favorem fratrum, tertio in favorem sacerdotum parochialium, et ideo largissime debet exponi in favorem populorum, large in favorem fratrum, minus large in favorem sacerdotum. Illa autem expositio quam pono in Privilegio multum est in favorem populorum et etiam bene est in favorem fratrum nec nimis a) laedit favorem sacerdotum, si tamen laedit, ut supra in corpore quaestionis probatum est (1); contraria autem expositio principalissime esset in favorem sacerdotum parochialium, qui omnibus computatis minus principaliter intenditur: non sic debet exponi quod arctet expositionem alterius clausulae principalioris quae b) est in favorem populorum et fratrum, quorum favor omnibus computatis in Privilegio magis principaliter intenditur.

Ad illud quod arguebatur c) d e c i m o s e x t o quod 'voluntarium non praeiudicat necessario' etc. dico quod immo aliquando homo faciendo aliquid voluntarie liberatur ab hoc ad quod alias teneretur de necessitate. Verbi gratia: iste vovit ire ultra mare, tenetur ad hoc de necessitate ratione voti; ingreditur religionem voluntarie d), et tamen per ingressum religionis et per professionem in ea liberatur a via transmarina ad quam de necessitate voti tenebatur; ita dico quod voluntarie fratribus confitendo liberatur a tentione confitendi aliqua proprio sacerdoti, quae alias confiteri teneretur. — Aliud exemplum habes ad hoc: talis miles tenetur de necessitate ire in exercitum e) cum rege cum tribus militibus, facit postea rex proclamari (f. 76 b.) quod qui vult dare tantum de pecunia non teneatur mittere nisi unum militem: dare tantam pecuniam vel non dare est in voluntate illius militis, et tamen dando illam pecuniam voluntarie liberatur a tentione ducendi secum tres milites ad quod tenebatur de necessitate, et sufficit quod ducat unum. — Praeterea, nunquam fuit necessarium confiteri proprio sacerdoti omnia peccata totius anni, si aliqua de illis erant iam legitime confessa antequam confiteretur proprio sacerdoti, et bene volo quod hoc necessarium maneat post confessionem factam fratri.

Ad illud quod arguebatur d e c i m o s e p t i m o, dico quod non

(a) L *minus.* (b) V *qui.* (c) L *arguitur.* (d) L *ingredi religionem voluntarium.* (e) L *exercitu.*

(1) Cf. supra pag. 12 sq.

est simile de peccatis remissis per contritionem interiorem quae nunquam fuerunt confessa et de remissis per contritionem interiorem et susceptionem sacramenti poenitentiae ab illo qui confitenti sacramentum potuit ministrare: quia peccata primo modo remissa sunt ipsius poenitentis aliquo modo existendi "*sua*", qui supponitur a statuto, scilicet quantum ad reconciliationem faciendam Ecclesiae per sacramenti poenitentiae susceptionem; peccata vero secundo modo remissa non sic possunt dici "*sua*", et ideo non valet quod si poenitens peccata primo modo remissa teneatur confiteri, quod propter hoc peccata secundo modo remissa teneatur confiteri. Et si dicas quod peccata secundo modo remissa sunt "*sua*" ad confitendum proprio sacerdoti, dico quod petis quod est in principio et falsum accipis: quia statutum non facit quod peccata sint "*sua*" ad confitendum proprio sacerdoti nisi quia sunt "*sua*" aliquo modo existendi "*sua*" qui non causatur per statutum, sed supponitur a statuto, propter quem modum statutum ordinat quod talia sint "*sua*", ad confitendum proprio sacerdoti; peccata autem remissa per interiorem contritionem et dignam sacramenti poenitentiae susceptionem ab illo qui potuit sacramentum ministrare non sunt amplius "*sua*" aliquo modo tali. (f. 67 d.) Et haec superius in corpore quaestionis (1) probata sunt.

Ad illud quod arguebatur d e c i m o o c t a v o per hoc quod 'fratres debent exhortari illos quos absolvunt' etc. dico quod illa exhortatio quam debent fratres facere, cui tenentur confessi fratribus de necessitate obtemperare, non est respectu peccatorum confessorum, et ita non respectu peccatorum commissorum, sed respectu peccatorum quae postea committent confessi fratribus. Et si tu dicis: ex quo est vere poenitens non proponit amplius peccare? dico quod verum est de peccato mortali; tamen, si confitetur fratri tali tempore quod residuum anni non poterit transire nisi a) per gratiam sine peccato veniali, certus potest esse frater quod de lege communi confessus sibi committet aliqua peccata saltem venialia quae confiteri poterit proprio sacerdoti. Unde quod committat venialia infra illud tempus, certum est, quod autem mortalia dubium est.

Ad illud quod arguebatur d e c i m o n o n o quod 'si aliquid in Privilegio continetur contra ius commune, nisi fiat mentio de illo iu-

(a) V add. interl., L om.

(1) Cf. supra pag. 31 sq.

re communi, quoad hoc Privilegium debet vitare', dico quod falsum est, quia eo ipso quod Privilegium est, aliquid detrahit de iure communi quoad privilegiatum, quia, sicut Gaufredus dicit, « Privilegium est lex privata contra ius commune indulta ». Et cum intendis hoc probare per hoc (f. 76 c.) quod dicitur *Extra, De rescriptis, Nonnulli,* dico quod non valet illa decretalis ad propositum. Non est enim simile de rescripto et Privilegio, quia rescriptum continet iustitiam et ideo, sicut Apparatus (1) dicit a) super illam decretalem, « rescriptum concedi debet secundum ius et non contra », Privilegium autem continet gratiam; non est autem simile de littera iustitiaria et de littera gratiosa. Illa autem decretalis quantum ad primam sui partem exprimit quod nullus per litteras apostolicas ultra duas dietas extra suam dyocesim per aliquem iudicem delegatum trahi possit ad iudicium nisi de assensu partium fuerint impetratae vel de hac constitutione expressam fecerint mentionem. Et hoc rationabile fuit statuere, quia papa ignorat locorum distantiam, sicut dicit Apparatus ibidem (2). — Praeterea, illud erat falsum quod sumebatur in argumento dicendo quod per ius commune tenentur subditi suis parochialibus presbyteris quolibet anno semel confiteri omnia peccata totius anni, quia, sicut probatum est supra in corpore quaestionis (3), illud verbum statuti "omnia peccata sua" debet interpretari sic, id est omnia peccata de quibus non sunt alias rite confessi et vere absoluti ab eo qui potuit.

Ad illud quod arguebatur vigesimo quod 'si nunquam fuisset datum aliquod Privilegium, subditi tenerentur quolibet anno semel confiteri omnia peccata sua totius anni alicui habenti iurisdictionem super eum vel alicui de licentia illius absoluta' etc. dico quod bene verum est quod ad hoc tenerentur (b) accidentaliter, quia hoc sequeretur ad essentialem et primariam expositionem statuti, quia tunc non esset alius a quo possunt rite absolvi. — Et cum postea dicis quod 'nihilominus tenentur ad observandum illud statutum *Omnis utriusque sexus* etc. post Privilegium datum quam ante', dico quod, si est verum, non habet veritatem nisi quantum ad essentialem statu-

(a) L om. (b) L *teneretur.*

(1) Cf. Greg. IX, *Decretales*, I, tit. 3, c. 28, ed. Venetiis 1595, pag. 47, nota *a.*

(2) Cf. loc. cit., pag. 46, nota *e.*

(3) Cf. supra pag. 31 sq.

ti expositionem, quia iam est a) alius a proprio sacerdote, accipiendo 'proprium sacerdotem' ut accipiebatur in argumento, a quo vere poenitentes possunt rite absolvi, et ideo ad essentialem statuti expositionem, quae est "*omnia peccata sua*", id est omnia peccata b) de quibus non sunt alias vere confessi et rite absoluti etc., non sequitur illa accidentalis, id est omnia peccata totius anni, quae sequeretur si nunquam fuisset aliquod Privilegium datum. — Et praeterea probatum est supra (1) quod confessi fratribus non obligantur ad totum quod (f. 68 a.) continetur in statuto, sed ad illud quod de statuto exprimitur in Privilegio, scilicet ad semel confiteri in anno proprio sacerdoti.

Ad illud quod arguebatur vigesimo primo per Apparatum, dico quod ibi ille Apparatus teneri non debet, quia dominus papa Clemens in illa littera *Quidam temere sentientes* (2) opinionem illorum reprobabat qui dicebant licentiatos ab ordinariis non posse audire confessiones subditorum sacerdotum parochialium sine licentia ipsorum nec etiam licentiati a papa, quod dominus Clemens dicit esse « erroneum »; et hoc potest trahi ad consequentiam quod dominus papa in illa littera exprimit se hoc dicere ius declarando. — Praeterea, si primum Privilegium non concessisset fratribus nisi quod possent audire confessiones vocati a presbyteris parochialibus eo modo quo c) sacerdos unius parochiae potest audire paro-(f. 76 d.)chianos alterius parochiae vocatus a sacerdote eorum vel licentiatus, ante illud Privilegium domini papae Martini iam habebant illam potestatem per dominum Alexandrum et per dominum Clementem, et ita non erant capaces; quapropter non esset adhuc intelligendum quod per Privilegium domini Martini non esset eis aliquid ultra ius commune concessum: quod videbatur ille Apparatus innuere; unde ille Apparatus nihil facit ad propositum.

Ad illud quod arguebatur vigesimo secundo per illum qui confitetur sacerdoti suo parochiali in crastino Paschae etc., dico quod si talis confiteretur sacerdoti suo parochiali in crastino Paschae d) non

---

(a) L om. (b) V om. *sua.., peccata.* (c) V *quod.* (d) V om. *etc. dico... paschae.*

---

(1) Cf. supra pag. 41-45.

(2) Wadding, *Reg. pont. Clementis IV,* n. 5; Sbaralea, *Bull. francisc.* III, p. 14, n. 19. Cf. *Ad audientiam* (30 aug. 1265) eiusdem Clementis IV. Sbaralea, l. c., pag. 31, n. 34.

per fraudem, sed motus bona intentione, utpote quia incidit in peccatum de quo ita legitime poenitet quod statim vult purgari ab eo et statim confiteri et invento proprio sacerdote sibi confitetur illud peccatum et absolvitur ab eo a) et explet poenitentiam sibi iniunctam vel in memoria retinet, non tenetur per totum annum amplius confiteri proprio sacerdoti parochiali, si alii confitetur qui habeat potestatem absolvendi ipsum, cuiusmodi sunt fratres supradicti per Privilegium. Sed si in crastino Paschae vellet proprio sacerdoti confiteri in fraudem, hoc est non de intentione veniam obtinendi, sed intentione liberius evagandi et celandi alia peccata suo sacerdoti, talis non esset vere poenitens nec a suo sacerdote reciperet illa vice beneficium absolutionis nec esset quictatus ab obligatione statuti pro illo anno, quia illud quod teneretur solvere bona fide, solveret mala fraude.

Ad illud quod arguebatur v i g e s i m o t e r t i o quod, 'si aliquis vere est poenitens et vere confessus et rite absolutus a fratre per auctoritatem Privilegii, adhuc peccata illa possunt dici sua' etc., dico quod solutionem huius argumenti invenies in corpore quaestionis, nona ratione adducta pro opinione mea, ubi haec instantia contra rationem meam ponitur et ibidem solvitur (1).

Ad illud quod arguebatur v i g e s i m o q u a r t o quod 'papa est successor Petri' etc. dico quod ad intelligentiam solutionis huius argumenti reducendum est ad memoriam quod Salvator dicit ips Petro, Matth. 16. Ubi postquam Jesus.interrogaverat discipulos suos quem dicerent eum homines et alii discipuli a Petro respondissent: *Alii Joannem Baptistam, alii Heliam* etc. et dixisset illis Jesus: *Vos autem quem me esse dicitis?* statim sequitur: *Respondens Simon Petrus dixit: Tu es Christus filius Dei vivi; respondens autem Jesus dixit: Beatus es Simon Bariona, quia caro et sanguis non revelavit tibi, sed Pater meus qui est in caelis, et ego dico tibi quia tu es Petrus et super hanc petram aedificabo Ecclesiam meam et portae inferi non praevalebunt adversus eam, et tibi dabo claves regni caelorum, et quodcumque ligaveris super terram erit ligatum et in caelis, et quodcumque solveris super terram erit* (f. 68 b.) *solutum et in caelis.* Super illud verbum: *Respondens Simon Petrus* etc. dicit G l o s s a (1): « Sciunt

(a) V. om. *et statim... ab eo.*

(1) Cf. supra pag. 31 sq.

(2) *Interlinearis.* Cf. *Biblia sacra cum glossa interlineari, ordinaria* etc., V, Venetiis 1588, p. 52 r.

et Apostoli, sed Petrus respondit pro omnibus ». Et super illud verbum: *Tibi dabo claves* etc. dicit Glossa interlinearis (1): « id est praesentis iudicii potestatem; *regni caelorum*, id est Ecclesiae ». Et Glossa marginalis (2): « id est a me petra, ita tamen quod mihi retineam funda-(f. 77 a.)menti dignitatem, tu super me ordinabis lapides mundos et abicies leprosos ». Et alia Glossa marginalis (3), super illud verbum: *Quodcumque ligaveris*, dicit sic: « Qui prae ceteris confessus est, prae ceteris donatur clavibus ». Et alia Glossa Hieronymi (4) dicit sic: « Habent quidem eamdem iudiciariam a) potestatem alii Apostoli, quibus post resurrectionem ait: *Accipite Spiritum Sanctum: quorum remiseritis peccata, remittuntur eis, et quorum retinueritis, retenta sunt* »; quae verba scripta sunt Joan. 20,23. Et postea dicit praedicta Glossa quod « illam potestatem Petrus specialiter accepit, ut omnes intelligant quod quicumque ab unitate fidei et societate eius se separaverit, nec a peccatis solvi nec caelum potest ingredi ». - Dicit etiam Salvator, Luc. 22, 31: *Simon, ecce satanas expetivit vos ut* b) *cribraret sicut triticum, ego autem rogavi pro te ut non deficiat fides tua, et tu aliquando conversus confirma fratres tuos;* ubi dicit Glossa marginalis (5): « Sicut ego pro te orando protexi ne deficeres, sic tu infirmiores fratres exemplo tuae poenitentiae conforta, ne de venia desperent ». — Dicit etiam Salvator, Joan. 20,23, illud quod supra allegatum est in Glossa, scilicet: *Accipite Spiritum Sanctum: quorum remiseritis peccata* etc. Dicit etiam, Joan. 21,15, Petro sic: *Simon Joannis, diligis me plus his?* et secundo: *Simon Joannis, diligis me?* et tertio: *Simon Joannis, diliges me?* et Petro respondenti qualibet vice: *Amo te* dicit ei primo Jesus: *Pasce agnos meos*, et secundo: *Pasce agnos meos*, et tertio: *Pasce oves meas;* ubi dicit Glossa marginalis (6): « 'Pascere oves meas' est credentes ne deficiant confortare, terrena subsidia si necesse est subditis providere, exempla virtutum praebere, adversariis c) resistere, peccantes corrigere ».

(a) VL *iurisdiciariam.* (b) V add. marg.; L om. (c) L *adversantes.*

---

(1) Ibid. p. 52v.
(2) Ibid. p. 52r, nota *k*. Sumitur ex Strabo, in h. l. (PL 114, 142).
(3) Ibid. p. 52v, nota *a*.
(4) Ibid. p. 52v, nota *b*.
(5) Potius *Interlinearis*. Ibid. p. 771v.
(6) Ibid. p. 243r, nota *g*.

Haec verba praedicta omnia allegavi ad ostendendum plenitudinem potestatis domini papae et officium suum, et quomodo a Christo ipso papa mediante sunt isti gradus iurisdictionis in Ecclesia, quamvis alii Apostoli sicut Petrus acceperint a Christo immediate caracterem sacerdotalem, non mediante Petro. Et hoc ex praeallegatis intendo declarare sic. Cum enim Christus dixit Petro: *Tibi dabo claves regni caelorum,* promisit se sibi daturum quod postea dedit, scilicet claves in foro poenitentiae, quae fundantur a) super sacerdotalem caracterem, et claves iurisdictionis. Postea in Coena Petro et omnibus Apostolis dedit potestatem conficiendi corpus Christi verum, cum dixit: *Hoc facite in meam commemorationem;* unde dominus Jesus Christus primo hoc sacramentum confecit, deinde potestatem dedit Petro et aliis Apostolis ad conficiendum, cum dixit: *Hoc facite in meam commemorationem:* tunc enim ordinavit eos in sacerdotes, et sic tunc receperunt caracterem sacerdotalem super quem fundatur b) secundo potestas quantum ad corpus Christi mysticum, quantum ad ligationem et solutionem in foro poenitentiae; post resurrectionem vero cum dixit: (f. 68 c.) *Accipite Spiritum Sanctum, quorum remiseritis peccata* etc., dedit eis iurisdictionem saltem in foro poenitentiae. Unde Chrysostomus, homilia 85 (1): « Nequaquam quis peccabit, et tunc suscepisse eos dicens potestatem quamdam spiritualem et gratiam, non ut mortuos suscitent et virtutes faciant, sed ut dimittant peccata ».

Ergo iam ex praeallegatis habemus tria, scilicet promissionem clavium (f. 77 b.) quae soli Petro dicta est, et collationem potestatis sacerdotalis, et potestatem iurisdictionis saltem in foro poenitentiae. Quamvis autem illas potestates omnes Apostoli immediate acceperint a Christo, tamen, si consideremus praeallegata, videbimus quod hoc non obstante iurisdictio aliorum Apostolorum et usus clavium quantum ad forum poenitentiae remansit plenarie sub potestate Petri. Quod declarare possumus ex praeallegatis. Ut enim habitum est supra (2), solus Petrus respondit pro omnibus dicendo: *Tu es Christus filius Dei vivi*, et c) sibi dictum est pro omnibus: *Tu es Petrus et super hanc petram aedificabo* etc.; dicit etiam Glossa quod « illam potestatem Petrus specialiter accepit »; dicit etiam alia

(a) VL *fundatur.* (b) V *fundatur.* (c) L om.

(1) *In Joan.*, n. 3 (PG 59, 471).
(2) Cf. supra, pag. 75 sq. ubi et Glossa sequens.

Glossa quod qui « prae ceteris respondit, prae ceteris donatur clavibus ». Ex quibus omnibus concluditur quod claves Ecclesiae Petro promissae sunt principalius et specialius, et in ipso aliis promissae. Unde Augustinus, *Super Ioannem*, homilia 50 (1), dicit sic: « Petrus, quando claves accepit, Ecclesiam sanctam significavit ». Unde patet quod Ecclesia in Petro claves accepit. Et Ambrosius, in Prologo *Pastoralis* sui (2), dicit quod « claves regni caelorum in beato Petro apostolo cuncti suscepimus sacerdotes ». Et Augustinus, *De agone christiano* (3), non multum ante finem libri, dicit: « Huic enim Ecclesiae claves regni caelorum datae sunt, cum Petro datae sunt ». Item post resurrectionem, postquam dixit: *Accipite Spiritum Sanctum* etc., postea Petro specialiter dixit tribus vicibus quod pasceret populum suum.

Ex quibus omnibus satis evidenter apparet quod, quamvis dominus Jesus Christus per seipsum omnes Apostolos ordinaverit in sacerdotes in sua ultima Coena et ipsemet omnibus dederit iurisdictionem et executionem post resurrectionem, cum dixit: *Accipite Spiritum Sanctum, quorum remiseritis peccata* etc., quod hoc non obstante voluit iurisdictionem quam ab eo immediate acceperunt in potestate Petri manere; quia cum dixit sibi bis: *Pasce agnos meos* et semel: *Pasce oves meas*, ipsum omnium instituit pastorem. Unde secundum Chrysostomum, *Super Ioannem*, homilia 88 (4), ubi Christus commisit Petro praesidentiam fratrum, hoc idem, inquit Apparatus, XXI Dist., *In Novo* (5), et *Extra*, *De electione*, *Signi ficasti* (6), et L Dist., cap. *Considerandum* (7), habetur quod Christus praeposuit Petrum omnibus post negationem, ante tamen disposuerat; ubi dicit Apparatus quod hoc verbo: *Pasce oves meas* factus est princeps. Non sic de caractere sacerdotali, qui indelebilis est secundum venerabilium theologorum doctrinam. Unde et a) adhuc observat vicarius Jesu Christi consuetudinem concordantem b)

(a) V om. (b) V *concordati.*

(1) *In Joan.*, tract. 50, n. 12 (PL 35, 1763).

(2) *De dignitate sacerdotali*, cap. 1 (PL 17, 569).

(3) Num. 32 (PL 40, 308).

(4) Num. 1 (PG 59,479).

(5) Gratianus, *Decret.*, I, d. 21, c. 2 (PL 187, 118), cuius Glossa habetur in ed. Romae 1582, col. 122.

(6) Greg. IX, *Decretales*, I, tit. 6, c. 4.

(7) Gratianus, *Decret.*, I, d. 50, c. 53 (PL 187, 280), cuius Glossa habetur in ed. Romae 1582, col. 350.

isti expositioni, quae dicta est. Si enim dominus papa aliquem ordinat in sacerdotem et in aliqua abbatia episcopatus alicuius ipsi episcopo subiecta instituit eum abbatem, nihilominus ille abbas quantum ad officium suum et potestatem super monasterium remanet in iurisdictione episcopi, quamvis episcopus sibi caracterem sacerdotalem auferre non posset; et quod remaneret in iurisdictione episcopi probari potest satis expresse (f. 68 d.) per illud quod habetur *Extra, De confirmatione utili vel inutili,* cap. ultimo (1). Sic dico quod quamvis alii Apostoli immediate acceperint suam potestatem et iurisdictionem a Christo, quod tamen intentionis Christi fuit quod remaneret in potestate Petri, cui specialiter illam potestatem promiserat et cui specialiter post collatam (f. 77 c.) potestatem bis dixit: *Pasce oves meas.* Ad hoc facit illud quod scribitur XIX, *Ita* (2), et Dist. XXI, *In Novo,* et cap. sequenti (3).

Ad illud quod arguebatur vigesimo quinto per Bernardum, III libro *De consideratione, Ad Eugenium papam,* dico quod Bernardus ibi loquitur de exemptionibus dicendo hoc non iuste fieri nisi sit rationabilis causa, et tamen ex quacumque causa fiat, non negat quin papa possit hoc facere de plenitudine potestatis. Quod patet in hoc quod dicit sic: « Factitando a) probatis vos habere plenitudinem potestatis ». Unde ex quacumque causa dominus papa hoc faciat, factum est; et quod fecit in proposito, ex rationabili causa valde fecit, sicut supra ostensum est.

Ad illud quod arguebatur vigesimo sexto per eumdem, eodem libro, potest solvi modo consimili, cum tamen sit congruum, ut dicit beatus Bernardus, in eodem libro, hominem utentem potestate non tantummodo considerare quid sic liceat, hoc est quid possit, sed etiam quid deceat et quid expediat.

Ad illud quod arguebatur vigesimo septimo quod 'Privilegium domini papae non detrahit de iure ordinariorum nisi de hoc faciat specialiter mentionem, per illud quod habetur *Extra, De officio iudicis ordinarii, Licet in corrigendis* (b), et *Extra, De confirmatione utili vel inutili, Sua'* etc., dico quod detrahere de iure ordinarii potest esse dupliciter: aut indirecte et communiter, in quantum detrahitur

(a) VL *factificando.* (b) VL *corrigendum.*

(1) Greg. IX, *Decretales,* II, tit. 30, c. 9.
(2) Gratianus, *Decret.,* I, dist. 19, c. 7 (PL 187, 108).
(3) Cf. supra, p. 76, not. 5.

de iure communi, et sic Privilegium bene detrahit de iure ordinariorum, quamvis de hoc non faciat mentionem, quia praesumitur quod conditor iuris communis non est immemor iuris communis; unde et dicunt iuristae quod iura sunt scripta in pectore principis a): unde eo ipso quod facit gratiam contra ius commune, praesumitur quod scienter facit. Non tamen sic dicendum est de rescripto sicut de privilegio, sicut supra habitum est. Detrahere etiam de iure ordinariorum potest esse directe et particulariter, hoc est de iure istius ordinarii et non aliorum, et sic dico quod Privilegium nihil detrahit de iure ordinariorum nisi de hoc faciat specialiter mentionem. — Et sic possunt exponi illae duae decretales. Quia illa decretalis *De officio iudicis ordinarii* loquitur de quodam rescripto episcopo Parisiensi, quod b) non continebat nisi ius commune et ideo merito potestatem domini Senonensis non restringebat nec directe nec indirecte. Alia autem decretalis *De confirmatione utili vel inutili, Sua* etc. loquitur in casu in quo privilegiati volebant restringere potestatem ordinarii directe et particulariter ita quod in hoc arctaretur patriarcha constantinopolitanus, non alii, cum tamen gratia illis, scilicet clericis, facta de iure patriarchae nullam c) faceret mentionem. Et sic patet quod neutra praedictarum decretalium est contra opinionem meam de expositione istius Privilegii: quia hoc Privilegium expositum sicut ego expono nihil detrahit de iure alicuius ordinarii nisi quatenus detrahit de iure communi.

Et sic patent solutiones ad argumenta.

Explicit quaestio magistri Richardi ordinis fratrum Minorum super Privilegium concessum fratribus Minoribus et (f. 77 d.) Praedicatoribus a domino papa Martino de confessionibus audiendis et praedicationibus faciendis.

(a) V *principiantis.* (b) VL *qui.* (c) V *nulla.*

I.

Quaestio fr. Joannis de Peckam

(Ex *Tract. pauperis*, c. 15)

Qualiter possint religiosis praelatorum officia convenire (1)

Sed quia, sicut dicitur Eccli. 33,15: *Contra malum bonum et contra mortem vita* — quoniam Deus malis obviat per gratiam — sic e contra filii gehennae nituntur *extinguere spiritum* (2) vitae dicentes praedicationem et peccantium absolutionem religiosis non competere: idcirco et huic virulentiae conabor sententiarum salubrium efficaciis obviare. Dicunt enim sic:

1. Episcopus habet plenum ius in episcopatu suo, etiam plebanus in plebanatu suo; istud autem ius in duobus consistit: in praedicatione et absolutione; ergo si aliquid iuris in episcopatu committatur venienti a latere a summo pontifice vel in plebanatu a diocesano, fit iniuria et isti et illi, et praeiudicium et iuris sui mutilatio.

2. Item, fit per hoc officiorum confusio et per consequens turbatio; sed talia non sunt *in aedificationem*, sed potius *in destructionem* (3); unde, cum papae nulla sit collata potestas nisi in aedificationem, nil tale potest Sedes apostolica mandare. Hinc dicit Apostolus, II ad Cor. 10, 15: *Non sumus gloriantes in alienis laboribus.*

3. Item, per sacros canones ordinatum est ut distinctae sint dioceses et plebes commissae sacerdotibus, nec unus praelatus potest alterius terminos invadere; si igitur plus est favendum praelatis quam aliis quibuscumque, omnino contra iuris ordinem videtur Privilegium quo religiosis indulgetur, ut scilicet praedicent alienis plebibus et eis sacramenta dispensent.

4. Item, quantumcumque vel qualecumque concedat Sedes apostolica Privilegium, intelligendum est 'sine aliorum praeiudicio' (4); sed praeiudicium fit praelatis, si non eorum auctoritate praedicent; ergo, quantumcum-

(1) Cf. S. Bonav., *De perf. evang.*, q. 2, a. 2: *Replicatio*, § 1; *Apol. pauper.*, cap. 12; *Quare fr. Min. praedicent et confessiones audiant* (*Op. omn.* VIII, 149, 317 sq., 375 sq.); A. G. Little, *Fr. I. Pecham tract. tres de paupertate*, Aberdoniae 1910, p. 60 sq.

(2) II Thessal. 5, 19.

(3) II Cor. 10, 8.

(4) Cf. A. Reiffenstuel, *De regulis iuris*, cap. 2, reg. 48.

que sit Privilegium, intelligendum est 'si vocentur a praelatis'. Prima probatur: quia si princeps vel imperator alicui concedat quod possit in publico aedificare, hoc debet intelligi 'sine praeiudicio alterius' (1).

5. Item, specialiter videtur de confessionibus quod in hoc praeiudicatur officio pastorali, quia per hoc impeditur ne possit *agnoscere vultum pecoris* (2) sui et perit correctionis opportunitas et alia mala sequuntur plura, ut dicunt.

6. Ad hoc etiam adducunt miram subtilitatem et stoliditatem: quod ordo monasticus, secundum Dionysium (3), « non est aliorum adductivus »; ergo licet papa aliis concedere possit huiusmodi officium, sed non religiosis, quorum statui huiusmodi occupatio contradicit.

7. Item, in subversionem dicunt esse ecclesiasticae hierarchiae, quod papa committit auctoritatem infinitis personis incognitis.

8. Item, in angelica hierarchia nunquam inferior superioris immiscetur officio; sed religiosi inferioris sunt ordinis quam praelati; ergo etc.

9. Item, si ad hoc dicatur eis ex Privilegio convenire vel ex aliquo iure novo, tunc videbitur iuri antiquo derogari, quo religiosis sunt huiusmodi officia interdicta et solis praelatis commissa (4).

10. Item, omnino peccare videntur qui petunt sibi imponi officia ecclesiastica, quia nemo *sumit sibi honorem,* secundum Apostolum (5).

Hiis et huiusmodi conatibus homines impii sugillare nituntur servos Christi et obviare animarum saluti. Sed ad horum intelligentiam notandum est quod plenitudo ecclesiasticae potestatis, ut supra habitum est, capitulo 10, residet in summo pontifice, quam habet ex divina auctoritate, sicut probatum est textu evangelico. Sed sicut in hierarchia caelesti potestas illuminativa ita a superiori descendit ut tamen plenius apud ipsum remaneat, sicut etiam in corporalibus sol fons luminis ita cetera luminaria luce fecundat ut ipse fontali plenitudine latius vigeat, sic sciendum est descendere gradatim ecclesiasticas potestates, quae ita inferioribus communicantur ut in superioribus plenius remaneant. Nec enim traditur auctoritas ecclesiastica sicut civile dominium quod simul traditur et transfertur, sicut quidam insipienter imaginantur et falsa imaginatione in errores praecipitantur. Unde summus pontifex est omnium fidelium praelatus immediatus et mediatus; similiter quisque episcopus diocesanus sibi subditorum mediatus et immediatus: mediatus in quantum dat alteri potestatem curae, immediatus in quantum ipse sibi officii etiam retinet auctoritatem. Debent igitur episcopi vigilanter intendere et omnibus quibus possunt modis non tantum per li-

(1) *Digest.*, lib. XLIII, tit. 8, § *Si quis a principe.*
(2) Prov. 27, 23.
(3) *De eccles. hierar.*, cap. 6, iuxta versionem Joannis Sarraceni.
(4) Cf. Gratianus, *Decret.*, C. 16 q. 1, cap. 6, 11 et 19; C. 7 q. 1, cap. 45.
(5) Hebr. 5, 4.

nealiter subiectos, sed per lateraliter sibi missos viros idoneos salutem fidelium procurare. — Quod patet ex doctrina Moysi, Num. 11. Prophetantibus siquidem in castris Eldad et Medad, dixit Josue: *Domine mi Moyses, prohibe eos;* at ipse: *Quid, inquit, aemularis pro me? Quis tribuat ut omnis populus prophetet et det eis Dominus Spiritum suum?* Quod exponens Gregorius, XXII *Moralium* [54]: «Pia, inquit, pastorum mens, quia non propriam gloriam, sed Auctoris quaerit, ab omnibus vult adiuvari quod agat; fidelis namque praedicator optat ut, si valeat fieri, veritatem quam solus loqui non sufficit, ora cunctorum sonent». Haec Gregorius. Ex quibus patet quod aliorum auxilium recusare signum est infallibile magnae insipientiae et arrogantiae. Unde Gregorius, ibidem [53]: « Sunt nonnulli, qui in eo quod officium praedicationis exhibent, aliis invident bonum quod habent atque ideo iam veraciter non habent; quibus recte per Jacobum (1) dicitur: *Quod si zelum amarum habetis et contentiones sint in cordibus vestris, non est ista sapientia desursum descendens, sed terrena, animalis et diabolica* ». Item Luc. 9, 49, dixerunt Domino discipuli: *Vidimus quemdam in nomine tuo daemonia eicientem, et prohibuimus eum, quia non sequitur te nobiscum. Et ait ad illos: Nolite prohibere: qui enim non est adversum vos, pro vobis est.* Si igitur qui Christum non sequitur prohibendus non est a praedicatione, quanto magis qui Christum omnibus viribus imitatur, qui omnia pro Christo temporalia reputavit *detrimenta ut Christum* sibi et aliis *lucrifaciat!* (2) Sic et Apostolus gaudet et gaudebit, *sive per veritatem sive per occasionem Christus annuntietur,* sicut dicitur ad Philipp. 1, 18. Non igitur descendit a spiritu Moysi, non a doctrina Christi, non a sapientia ad supradicta conari, sed ab illius thalamo procedit qui lucem fugit, qui *sub umbra dormit in secreto calami in locis humentibus* (3).

Ad primum dicendum quod missio talium a latere sic venientium — dico ' a latere ', quia non sunt praelati — non est in praeiudicium, sed in praesidium praelatorum. Quod patet primo, si imaginemur curam pastoralem ut onus gravissimum humeris pastoris superpositum, sicut dictum est Moysi, Exod. 18,18: *Ultra vires tuas est negotium; solus illud non poteris sustinere.* Si enim cuiuslibet iniquitates propriae sibi sint onus grave iuxta illud: *Onus grave gravatae sunt super me,* quanto magis si aliena sibi supponantur onera, indiget sublevante vel adiuvante! Pro quo dicit Apostolus, ad Gal. 6,2: *Alter alterius onera portate, et sic adimplebitis legem Christi.* Numquid igitur praeiudicant deficienti sub onere et ingemiscenti, sicut dicit Amos 2,13: *Sicut stridet plaustrum onustum foeno* — *vere* enim *foenum est populus,* ut dicit Isaias 40,7 — qui sublevant partem sarcinae lutosae, et non magis praeiudicarent caritati, si viderent homines oneribus gravibus

(1) Jacob. 3, 14 sq.
(2) Philipp. 3, 8.
(3) Job, 40, 16. Cf. *Reg. epist. Fr. J. Peckam, III, ep. 632, p. 881.* (6)

et importabilibus oneratos et *digito suo* nollent *ea movere* (1)! Annon praecipitur, Exod. 23,5: *Si videris asinum odientis te sub onere iacere, non pertransibis, sed sublevabis cum eo?* Quod si sublevandum est onus odientis, quanto magis onus amantissimi praesidentis! Quod si dixeris quia ipse sufficit oneri: utinam! inquam; onus tamen suum cernitur undique limo infixum taliter et tam vane loquentis: vix enim invenitur homo vulgaris extra laqueos peccati criminalis. Si igitur undique sarcinam diripiunt praedones gehennales, quomodo ei superfluunt devoti adiutores?

Amplius, idem patet, si imaginemur secundo praelatum Ecclesiae ut principem in exercitu prae multitudine adversantium vix subsistere iamque deficere incipientem. Sic enim praelatus est revera miles Christi. Numquid igitur militi praeiudicat quantumcumque egregie decertanti, qui fugitivos exercitus sui hortatur ad praelium, sauciorum plagis *infundit vinum et oleum* (2), adversariorum improbitatem totis viribus repellere nititur? sicut dicitur Prov. 24,11: *Erue eos qui ducuntur ad mortem, et qui trahuntur ad interitum liberare ne cesses.* In militia enim spirituali quis magis idoneus est periclitantes relevare quam qui propter hoc est ab omnibus negotiis saecularibus absolutus?

Amplius, idem patet, si imaginemur praelatum Ecclesiae ut speculatorem castrorum in medio caliginosae vallis consistentium, in qua latent innumerabiles inimici, feroces, crudeles et malitiosi. Numquid praeiudicant speculatori qui gratis veniunt, excubias detegunt, insidias aperiunt, et emissorum malitias confringunt et confundunt? Praelatus Ecclesiae speculator est, sicut dicitur Ezech. 3, 17: *Speculatorem dedi te domui Israël.*

Amplius, si imaginemur praelatum ut pastorem cuius grex diffugiens in praeceps lupinis undique morsibus laceratur et occiditur, numquid praeiudicat pastori qui assistit gregi, resistit lupo venienti et pro viribus restituit oves pastori? Deut. 22, 1: *Non videbis bovem aut ovem fratris tui errantem et praeteribis, sed reduces ad eum.* Sic sane praelatus est pastor, si tamen est praelatus, quia dicitur Ezech. 34,5: *Dispersus est grex eo quod non esset pastor.* Quod bene advertunt boni pastores Nabal insipientiam reprimentes et dicentes illud, I Reg. 25,15: *Homines isti satis boni fuerunt nobis et non molesti, nec quidquam aliquando periit omni tempore quo fuimus conversati cum eis in deserto; pro muro erant nobis tam in nocte quam in die omnibus diebus quibus pavimus apud eos greges.* David in deserto doctrina in claustro iuvans opiliones bonos congratulantes, et videntur succedere Nabal de eis irrationabiliter murmurantes.

Amplius, si imaginemur praelatum ut medicum cui incumbunt innumerabilium infirmitatum cura et regimen, sed et ipse infirmitatis laborat periculo. Numquid ei praeiudicat, qui una in artis studio, salvo ipsi medico curae salario, intendit ut quod *infirmum* est *consolidetur*, quod vero

(1) Matth. 23, 4. (2) Luc. 10, 34.

aegrotum sanetur, quod *confractum* debitis ligaturis *alligetur* (1)? Praelatus siquidem medicus est, cui samaritanus ille, id est Christus, commisit *semivivum* (2). Est sane medicus, de quo Eccli. 38,11 dicitur: *Da locum medico, etenim illum Dominus creavit.*

Hiis enim et aliis huiusmodi innumeris sententiis in Scripturis sanctis invenies quod praelati Ecclesiae comparantur. Illorum igitur religiosorum non sunt vituperanda studia, qui nituntur alleviare oneratos, iuvare impugnatos, insidias detegere, rapientes refellere, infirmos sanare. Si qui autem sunt qui aliud intendunt, omnino illos non intendo defendere.

Taceam aliam necessitatem huiusmodi adiutorum, quia dicuntur esse nonnulli qui recipiunt stipendia, sed onera a se proiciunt; recipientes Christi stipendia et in acie diaboli militantes, plebem Domini diripi permittunt, caeci caecos ducunt et in foveam deiciunt, vident lupum venientem et fugiunt, vim pigmentorum nescientes probrose languescunt, ut dici possit cuilibet talium: *Medice, cura teipsum* (3). De quibus figuratum est, Levit. 25,47: *Si invaluerit apud vos manus advenae atque peregrini, et attenuatus frater tuus vendiderit se ei aut cuiquam de stirpe eius, post venditionem potest redimi; qui voluerit ex fratribus suis redimet eum. Advena* est, ut dicit Hieronymus (4), qui « heri in foro, hodie in altari »; *peregrinus* est, qui ut mercenarius ei se vendit; virtute *attenuatus*, cuius meritis efficitur inutilis praelatus: permittit enim Dominus *regnare hypocritam propter peccata populi* (5); quem *frater* potest redimere, quia ex caritate motus potest in viam salutis dirigere, *frater*, inquam, cui a Patre superiori manat auctoritas.

Qui ergo credunt praelatis fieri praeiudicium, imaginantur falso in praelatione dominium, cum sit potius ministerium, dicente Apostolo ad Timotheum (6): *Ministerium tuum imple.* Hinc et summus pontifex vocat se 'servum servorum Dei' et Hieronymus (7), *Ad Nepotianum:* « Episcopi se sacerdotes sciant et non dominos ».

Amplius, praelatus per tales non impeditur quin possit suum implere officium quando voluerit praedicando. Cum igitur certum sit quod nullum ibi fiat praeiudicium, si salvum est sibi officium, nil sibi tales praeiudicant. Praelatus enim non tenetur respondere pro animabus nisi tantum gerendo quod est officii sui, sicut dicitur Ezech. 33, 4: *Audiens ille sonum buccinae, si non se observaverit veneritque gladius et tulerit eum, sanguis ipsius super caput eius erit.*

Ad secundum dico quod nullam defendo confusionem vel perturba-

---

(1) Ezech. 34, 4.

(2) Cf. Luc. 10, 30 sq.

(3) Luc. 4, 23.

(4) Cf. Lyran., in h. l., ubi citatur iuxta Glossam ordinariam illud Hieronymi: « Heri in foro, hodie in altari, heri socius histrionum, hodie consecrator virginum ».

(5) Job, 34, 30. (6) II Tim. 4, 5. (7) Epist. 52, n. 7 (PL 22, 533).

tionem, sed sanctam communionem gratiarum, gratiam scilicet quam dedit Spiritus Dei administrando. Amplius, dico quod, si praelatus Ecclesiae semper sufficeret, semper sciret, semper vellet gregem instruere et vita doctrinae concordaret, nunquam vellem quod plebi eius aliquis verbum proponeret nisi qui magis forte sufficeret, melius sciret et intensius caritatis arderet incendiis. Omnino praedicatorem quemcumque a latere venientem iudico reprehensibilem, si praedicet spreta curantis reverentia quantumcumque peccatoris, nisi forte malignitas eius tanta esset quod verbum salutis repellere laboraret. Et quod Apostolus non est *in alienis laboribus* gloriatus, speciale fuit privilegium titulo fundamenta Ecclesiae iacientis.

Ad tertium dicendum per interemptionem. Dicitur enim Deut. 23, 24: *Ingressus vineam* etc. Glossa (1): « In ecclesia alterius episcopi potest alter aliquos corrigere vel confirmare, totam plebem non licet ei regere vel magna negotia tractare ». Haec verba Glossae. Amplius, dico quod praelatis haec conveniunt ex auctoritate et iurisdictione, sed religiosis solum ex commissione. Licet igitur alicuius religiosi commissio possit esse ambitus latioris, praelati tamen iurisdictio est tituli dignioris et sublimioris. Quia igitur, si permiscerentur iurisdictiones praelatorum, possent suscitari faciliter contentiones et lites, non expedit curas misceri, expedit tamen curantibus *opitulationes* exhiberi (2).

Ad quartum patet responsio ex praedictis.

Ad quintum dico quod si praelatus posset toti sufficere multitudini quotienscumque peccata confitenti, si sciret etiam peccatorum nodos explicare et discrimina ponderare, vellet etiam zelo domus dominicae inardescens vacare et diligenter investigare, peccatoribus condescendere eosque perfecte informare — taceo de illis qui confitentes eisdem quasdam personas nituntur ad varia flagitia inclinare — si insuper non obsisteret infirmitas vel indevotio subditorum : nunquam vellem quemquam a latere venientem absque eius requisitione aliquam subditorum ipsius confessionem audire. Sed quia greges sunt magni et oves plures oberrantes, sacerdotes innumeri insipientes, ignari, parum peccata ponderantes et magna plerumque parvipendentes vel prae frequentia negligentes, subditi etiam contra praelatos frequenter et faciliter indignantes, praevidit caelestis miseratio et propter nonnullam aliquorum insufficientiam praelatorum et insipientiam subditorum et profectum bonorum aliquo trium dictorum modorum multiplicare poenitentiarios episcoporum, religiosos scilicet missos in iuvamen sacerdotum et solamen poenitentium. Unde Gregorius, XIX *Moralium* [45]: « Cum proximorum causis exterioribus qui apte deserviant, desunt, debent hii quoque, qui spiritualibus donis pleni sunt, eorum infirmitati condescendere terrenisque illorum necessitatibus, in quantum decenter valent, caritatis condescensione servire ; et ita nec tamen minoratur sensus cum sic attrahitur,

(1) *Ordinaria*, ap. Lyran., in h. l.
(2) Cf. I. Cor. 12, 28.

quia tanto subtilius superiora penetrat quanto humilius pro amore Conditoris nec inferiora contemnit». Haec Gregorius.

Ad hoc quod dicit quod 'non cognoscit *vultum pecoris* sui ', dico quod multi sunt qui *videntes non vident* (1) aut propter ignorantiam aut ignaviam quaerendi vel propter insipientiam subditi peccata sua plurimum usque in finem vitae suae et aliquando amplius prae verecundia reservantis, dum non reperit homines sibi ad libitum complacentes, forte cum *austeritate imperantes* (2) aut alias displicentes; unde in hac parte multum peccatoribus est favendum. Hoc scio quia nullus est qui non gauderet, si bovem suum aut asinum casu lapsum in puteum alienis videret laboribus relevatum. Numquid ergo non cognoscit satis *vultum pecoris* sui, qui poenitentem in quadragesima in foro conscientiae invenit a criminibus expiatum per hoc quod alicuius timentis Deum ab episcopo missi auditorium frequentavit? Ad quod quamvis sufficiat licentia episcopi, tamen tutius est ut fiat cum licentia sacerdotis proprii, expressa vel praesumpta probabiliter, quam si deneget irrationabiliter, sufficiat licentia episcopi. Nec enim insufficientiae dici potest faciliter fortius argumentum quam rationabiliter petitam licentiam denegare.

Frustra etiam iura allegant aemuli pauperum, cum legislator summus pontifex et domini cardinales processum religiosis in praedicando et confessiones audiendo communem approbent et confirment, sicut in eorum Privilegiis continetur, quibus inter cetera indulgetur ut obtenta licentia diocesani episcopi audire possint in confessione poenitentes etiam parochialibus sacerdotibus contradicentibus (3); et recte, quoniam sufficiens, ut tactum est, insufficientiae suae et insipientiae praebet argumentum qui in pastorali officio idoneum respuit adiutorem.

Ad sextum dicendum quod, licet monachus in quantum monachus non habet alios adducere, monachus tamen in quantum clericus potest, sicut docetur XVI, q. 1, *Doctos* (4). Et si potest monachus in quantum clericus assumi ad illud quod maius est officium praelationis, quanto magis ad officium simplicis et commissae praedicationis! Amplius, non omnes religiosi ad illam solitudinem, de qua loquitur Dionysius, sunt vocati, sed ad praedicandum et serviendum praelatis Ecclesiae ex sua professione dedicati.

Sed quia dicunt hoc statui religiosorum repugnare, non clericorum saecularium, ostendo manifeste esse falsum. Accipiamus enim 10 clericos saeculares huic officio convenientes, et superaddamus eis votum continentiae et paupertatis: quaero, si propter hoc sint minus idonei ad praedicta? Amplius,

---

(1) Matth. 13, 13.

(2) Ezech. 34, 4.

(3) Bullis Alex. IV *Nec insolitum* (22 dec. 1254) et *Non sine* (19 oct. 1256) ac Clementis IV *Quidam temere* (20 iunii 1265). Cf. Sbaralea, *Bull. francisc.* II, p. 3 et 165, ac III, p. 14.

(4) Gratianus, *Decret.*, II, C. 16, q. 1, cap. 21. Cf. ibidem cap. 23-25.

superaddamus quod isti vivant sub uno praeceptore, additis etiam quibusdam observantiis honestatis: quaero, quid istorum repugnet? Certum est quod ad omnem actum sacrum ista disponunt amplius quam sua contraria. Ergo cum clericus saecularis, quia clericus, non teneatur ad paupertatem: potest enim habere peculium; nec ad castitatem ratione status sui: alias Graeci non essent clerici seu sacerdotes; amplius, non tenetur in omnibus indifferentibus actibus praeceptori se subicere nec observantias regulares tenere, quae a sanctis patribus institutae sunt causa honestatis servandae: aptior igitur est religiosus vel regularis persona, quae ad solitudinem adstricta non est, ad hoc ut sit *opitulatio* Ecclesiae quam aliquis, clericus saecularis, ut de simplicibus saltem sit sermo personis (1). Amplius, sunt religiosi arma portantes in praeliis corporalibus Ecclesiam cum principibus saecularibus defensantes, quod tamen monachis non licet; quare esse non poterunt cum praelatis Ecclesiae contra potestates infernales decertantes in procuranda animarum salute?

Dicunt stulti quod hoc est in praeiudicium praelatorum. Quod est supra improbatum, quia nil esse potest in praeiudicium pastoris quod gregi proficit ad salutem, dicente Augustino quod «hoc solum recte agatur quod ad hoc proficit ut vita hominum corrigatur».

Ad septimum, quando obicitur quod 'papa incognitas mittit personas', dicendum quod haec obiectio ex magna fatuitate procedit: quoniam cum omnis auctoritas ab apostolica Sede procedat et descendat, non tamen oportet ut dominus papa personaliter ipse omnes cognoscat in quos ab ipso auctoritas derivatur; sed superiores, quorum auctoritas ei soli subicitur, cognoscit per se, si dignum duxerit faciendum, vel per alios ab ipso assignatos, alios autem cognoscit per illos per quos eis auctoritatem committit; sic quodammodo religiosos ipsos cognoscit per suos ministros, et praelatos cognoscunt et episcopi per eosdem auctoritatem committentes eis, quos eorum praelati idoneos reputaverint.

Ad octavum, in quo obicitur de hierarchia caelesti 'quod inferiores non miscentur superiorum officiis', dicendum quod caelestis hierarchia et subcaelestis in quibusdam conveniunt et in quibusdam differunt: imitatur enim subcaelestis caelestem in quantum potest, sed ad aequali-

(1) R. Baco, *Comp. studii philosophiae, cap.* 5 (ed. Brewer, p. 431), simili argumento utitur in simili quaestione: «Ex constitutione sola, inquit, occidentalis Ecclesiae voventur castitate, ad quam in primitiva Ecclesia non fuerunt adstricti, nec adhuc Graeci et Orientales ceteri ad hoc votum ab Ecclesia constringuntur. Videant quod largam obedientiam habeant... possunt ire quo volunt et libere facere omnia. Sed religiosi non possunt pedem movere nec aliquid facere sine specialissimo imperio praelatorum. De paupertate planum est quod religiosi saltem in proprio nihil habere possunt, sed praelati iuxta statum suum omnibus abundant in propria potestate... De statibus semper hic loquor, licet in personis possit hinc inde esse diversitas».

tatem non potest. In caelesti enim hierarchia noti sunt gradus et virtutum gradibus coniunguntur proportionaliter gradus potestatum; in inferiori tamen hierarchia multum refert, ubi etiam virtus reperitur plerumque sine potestate et potestas sine virtute et maior virtus in minori potestate et e contra. Ibi etiam nulla difficultas est in illuminando et perficiendo, quia nulla repugnantia; in inferiori autem est inexplicabilis anxietas : hinc est quod inferiores potestates, quibus suffragatur virtus, superioribus quandoque adiunguntur, quia superiores inferioribus fulciuntur. Nec tamen omnes sufficiunt pro hierarchia ecclesiastica reformanda.

Sed forsan dicent filii diaboli quod, si auferrentur ab Ecclesia haec adminicula, citius reformaretur. Sed *mentita est iniquitas sibi* (1): quoniam ubi haec adminicula desunt, invenitur maior corruptio, sicut ad oculum patet. Sed sciant dicti filii diaboli hominesque infruniti sibi dictum esse illud Matth. 23, 13: *Vae vobis, scribae et pharisaei hypocritae, qui clauditis regnum caelorum ante homines: vos enim non intratis nec introeuntes sinitis intrare. Scribae* sunt falsi doctores; *pharisaei,* i. e. ab Ecclesia romana in sensu divisi, quorum falsa dogmata Sedes apostolica condemnavit; *hypocritae,* i. e. simulatores, non vita quae manifestam gerit infamiam, sed zelum fallaciter praetendendo; qui *claudunt regnum caelorum* exemplo perverso et dogmate condemnato; *nec* ipsi *intrare* volunt, quin potius, sicut ad sensum videmus, in perversitate sua permanent obdurati, quorum nonnullos scimus infamem vitam horrenda morte subito terminasse.

Ad nonum dicendum quod non est inconveniens legem temporalem pro temporum qualitate mutari, lege aeterna penitus immutata. Unde Augustinus, I libro *De libero arbitrio*: *Unde malum* [14]: « Si populus sit bene moderatus et gravis communisque utilitatis diligentissimus custos, in quo unusquisque minoris rem privatam quam publicam pendat, nonne recte lex fertur qua huic ipsi populo liceat creare sibi magistratus per quos sua res publica administretur? Recte prorsus. Porro si paulatim depravatus idem populus rem privatam rei publicae praeferat atque habeat venale suffragium corruptusque ab eis qui honores amant regimen in se flagitiosis hominibus consceleratisque committat, nonne item recte si quis tunc extiterit vir bonus qui plurimum possit, adimat huic populo potestatem dandi honores et in paucorum bonorum vel etiam unius redigat arbitrium? Et id recte ». Haec Augustinus. De similibus simile iudicium: quia iura illa modo non habent locum, quae olim sanctis sacerdotibus abundantibus ad eorum solum consilium subditos restringebant. Modo enim multiplicata est malitia subditorum ut vix regi valeant, multiplicati sunt etiam defectus praesidentium, ut omnino sint eis necessarii adiutores, lege quae est aeterna et summa etiam imperante.

Ad ultimum dicendum quod ille *sumit sibi honorem,* qui ad gloriam

(1) Psalm. 26, 12.

suam sumit, ut dicit Glossa (1); vel *sibi sumit*, qui superioris auctoritatem non requirit. Multum enim differunt 'sumere honorem' et 'petere laborem'. Christi igitur pauperes non propriam gloriam quaerunt, qui pro Christo ignominiae se exponunt; nec se huiusmodi officiis ingerunt, sed sequuntur in hoc reverentiam Domini in praelatis; nec petunt sibi dari honorem, sed imponi laborem, cuius diuturno studio et experientia gratiam acceperunt. Si qui autem pauperum aliter faciunt, credo quod ira Dei huiusmodi temeritatis merito iustissime punientur.

II

Quaestio quaedam quodlibetalis anonyma

(Avenione, Cod. 1071, f. 64 d-66 c)

Deinde quaerebatur utrum expediat universali Ecclesiae quod subditi ita eximantur a suis parochialibus curatis quod non teneantur eis confiteri illa peccata quae sunt confessi fratribus privilegiatis.

Videtur quod sic: quia illud expedit universali Ecclesiae, quod est ordinatum ab eo qui tenet locum Dei in terris et est rector universalis Ecclesiae; sed sic est de ista exemptione; ergo etc.

Contra: illud non expedit quod non fuit usque nunc ordinatum nec observatum; sed ista exemptio est huiusmodi, secundum quod patet per illam Decretalem *Omnis utriusque sexus* (2); ergo etc.

Solutio. Ad solutionem huius quaestionis sunt quatuor videnda: primo namque excludendi sunt quidam articuli, in quibus quaestio non est multum dubia; secundo quoddam suppositum in uno illorum articulorum est manifestandum; tertio solvenda est quaestio quantum ad id in quo est magis dubia et quod magis videbatur quaerens intendere a); quarto tangenda sunt quatuor ex quibus videretur ista exemptio multum esse utilis et expediens universali Ecclesiae, et ostendetur quod in illis vel propter illa non est talis exemptio.

(a) Cod. *incedere*.

---

(1) Cf. quae est super cap. *In Scripturis*, *Sciendum* et *Qui episcopatum*, ap. Gratianum, *Decret.*, II, C. 8, q. 1, c. 9, 10 et 11.

(2) Cf. Greg. IX, *Decretales*, V, tit. 18, c. 12.

§ 1.

Circa primum intelligendum quod subditus curati parochialis potest confiteri fratri privilegiato aut de licentia curati petita et obtenta, et hoc ex causa rationabili, aut sine eius licentia. Si primo modo, tunc constat quod sic confessum fratri expedit non teneri iterum confiteri suo curato parochiali, quia de iure non tenetur, ex quo curatus ius suum quoad hoc fratri commisit vel alteri, cui vellet subditus confiteri. Si secundo modo, tunc distinguendum est: quia aut est confessus fratri in casibus de quibus cautum est in iure ne subditi teneantur suis parochialibus curatis confiteri — sicut cum curatus fuerit nimis simplex et indiscretus, aut si subditus machinatus est in malum sui curati, vel si amici eius habent inimicitias graves ad eum, vel si curatus fuerit particeps criminis, vel si subditus probabiliter timeat de revelatione confessionis vel de sollicitatione ad malum, aut quicumque alius casus sit in quo ius naturale vel divinum dictat subditum esse eximendum a confessione facienda proprio parochiali curato — aut est confessus fratri sine licentia curati in casu in quo de iure communi non est exemptus a confessione facienda suo curato parochiali. Si primo modo, tunc constat quod expedit sic confessum non teneri iterato confiteri suo curato, quia de iure non est ei obligatus in hoc casu; verumtamen non expedit quin teneatur licentiam petere et quin eam a) petat a proprio curato de confitendo alii sacerdoti, et hoc propter bonum reverentiae et obedientiae subditi ad suum curatum, secundum Hostiensem, et, si licentiam non obtineat, in hoc casu potest confiteri fratri privilegiato absque recursu b) ad episcopum vel eius poenitentiarium seu vicarium, etiam necessitate non imminente, quia « in favorem talium » concessum est fratribus Privilegium, secundum quod dicit frater Bonaventura, *Super IV Sententiarum* (1), et bene quantum ad hoc; non sic autem potest alieno sacerdoti confiteri licentia non obtenta a proprio curato absque recursu ad superiorem nisi necessitate imminente — est autem 'alienus sacerdos' [qui habet] Privilegium confessiones audiendi aut qui non est vicarius episcopi, sed est unus curatus aliam determinatam [curam] habens aut unus capellanus vel quicumque sacerdos curam non habens - Si autem secundo modo subditus sit confessus fratri privilegiato, videlicet sine licentia curati, in casu (f. 65 a.) in quo de iure communi est obligatus ad confitendum proprio curato parochiali, cum ius commune possit esse et sit duplex — quia quoddam est naturale vel divinum, quoddam autem positivum, quod est determinativum iuris naturalis vel divini — dicendum quod quantum subditus tenetur et obligatur de iure divino ad confessionem faciendam proprio parochiali curato, quae obligatio est absque

(a) Cod. *ea.* (b) Cod. *cursu.*

(1) S. Bonav., IV *Sent.*, d. 17, p. III, a. 1, q. 2 (IV, 454 a).

determinatione temporis, non est expediens nec utile universali Ecclesiae quod a confessione facienda proprio parochiali curato eximatur: quia constat quod Deus in Ecclesia nihil instituit vel ordinavit nisi quod esset Ecclesiae expediens et utile.

Nec dominus Benedictus per Privilegium suum de novo concessum fratribus intendit, ut videtur, subditos curatorum sic eximere a confessione eis facienda quin teneantur iterum curatis suis eadem peccata confiteri, si alias de eisdem non fuerint eis confessi, prout de iure divino sunt eis obligati. Quod patet diligenter consideranti verba Privilegii, quod interpretari non intendo, sed potius intellectum eius capere et exprimere secundum quod mihi videntur verba eius praetendere. Dicit enim primo in Privilegio suo quantum ad actum confessionis (1): « Nec confessi fratribus peccata illa de quibus confessi sunt eis et absoluti poenitentes de illis 'sacerdotibus propriis' teneantur, sicut et non tenentur, aliis iterum confiteri, non obstante constitutione generalis concilii, quae sano intellectu, ne sequatur absurdum quod per poenitentiam dimissa peccata quis confiteri debeat et quod liberatus debitor adhuc ad solvendum remaneat obligatus, intelligenda est, ut ex ea patet, de illis qui sua peccata legitime confiteri aliis neglexerunt ». Constat autem quod illi 'negligunt legitime confiteri', qui, confitentes sua alia peccata, habent tamen propositum non implendi illud ad quod implendum lege vel iure divino sunt adstricti: sicut qui mihi esset obligatus in decem et confitens haberet propositum nunquam mihi solvendi, non legitime confiteretur. Propter quod subditi curatorum confitentes fratribus retinentes propositum nunquam de eisdem confiteri suis propriis curatis, cum ad confitendum eis absque determinatione temporis sint de iure divino obligati, patet quod habent propositum non implendi illud ad quod implendum de iure divino sunt ligati et ideo 'negligunt legitime confiteri' et per consequens tenentur iterato confiteri suo proprio curato ita quod, si fratre cui confessus est subditus recedente sit hora vel tempus quo teneatur eucharistiam recipere, tenetur antequam eucharistiam recipiat confiteri proprio curato de omnibus de quibus confessus est fratri et etiam de illo malo pro posito quod habuit: quod si non faciat, indigne recipit eucharistiam et cum damnatione sua, ut videtur. Sed si quando confitebatur fratri, haberet propositum iterato confitendi proprio curato secundum quod de iure divino est ei obligatus et maneat adhuc in illo proposito, si non sit aliud impedimentum, potest eucharistiam recipere absque hoc quod tunc curato confiteatur, nisi videret quod esset in periculo mortis: quia licet de iure divino non obligetur ad confitendum semel in anno suo curato, obligatur tamen ad hoc quod in vita sua ei confiteatur omnia peccata sua; quod si non faciat, nisi sit praeventus, non decedet secure nec in bono statu, ut videtur.

---

(1) Bulla *Inter cunctas* (17 febr. 1304). Cf. C. Eubel, *Bull. francisc.*, V, n. 20, p. 12 a.

Idem etiam patet per verba quae postea sequuntur in Privilegio, cum dicitur (1): « Ceterum licet, sicut praedicitur, de necessitate non sit iterum eadem confiteri peccata, tamen quia propter erubescentiam, quae magna pars est poenitentiae, ut eorum iteretur confessio reputamus salubre, districte iniungimus ut fratres ipsis [confitentes] attente moneant et in suis praedicationibus exhortentur quod suis sacerdotibus saltem semel confiteantur in anno asserendo id ad animarum profectum proculdubio pertinere ». Et quia confessus fratri ita potest iterato confiteri alteri sacerdoti, puta alteri fratri privilegiato vel vicario episcopi, sicut et suo proprio curato, videretur quod secundum causam iterandae confessionis quam praetendit Privilegium non deberet praecipere fratribus quod monerent sibi confessos iterum confiteri suis curatis propriis plus quam aliis sacerdotibus privilegiatis vel vi - (f. 65 b.) cariis episcopi, nisi quia intendit illos aliquo modo de iure divino remanere obligatos ad confitendum proprio sacerdoti, si alias non fuerint eidem confessi: non enim video aliam causam quare magis praeciperet de illis quam de aliis.

Sed dices a) quod immo est alia causa, scilicet quia maior erubescentia habetur in confitendo proprio curato quam in confitendo aliis. Non valet, quia etsi non tanta erubescentia habetur in confitendo alteri, tamen aliqua habetur, et tunc patet quod, si attendisset dominus Benedictus ad illam causam, dixisset vel dicere debuisset quod 'districte iniungimus ut fratres ipsis confitentes moneant quod magis confiteantur suis curatis quam aliis'; sic autem non dixit, sed simpliciter et absolute: ideo non valet. Unde attendendo ad praedicta videretur quod fratres deberent sibi confessos monere et in suis praedicationibus hortari ut iterato confiteantur suis curatis, explicando eis modum quo liberantur a confessione iterato eis facienda et modum quo remanent obligati: videlicet quod, quamvis quoad hoc sint liberati vel deobligati, quod si non confiteantur eis, non possint curati aut praelati poenam ecclesiasticam eis infligere, puta quod viventes ab ingressu ecclesiae arceantur et morientes christiana careant sepultura, verumtamen sic obligantur de iure divino quod, si non confiteantur eis, incurrunt offensam divinam et reatum poenae aeternae. Et haec etiam tenentur sacerdotes parochiales et episcopi suis subditis explicare: dato enim quod non esset a praelatis contra fratres appellatum aut quod esset plenarie secundum tenorem verborum Privilegii pro fratribus definitum, verumtamen remanerent subditi adhuc suis curatis de iure divino obligati quantum ad actum confessionis.

Et sic patet primum.

§ 2.

Secundo declarandum est quod de iure divino subditi sint obligati

(a) Cod. *dicens*.

(1) Cf. C. Eubel, ibid., p. 13 a.

quantum ad actum confessionis suis propriis curatis, sicut et episcopis et papae potestatem dedit: quia sacerdotibus curatis in LXXII discipulis, episcopis autem et papae in Apostolis, secundum quod dicitur XXI Dist. (1), cap. *Ministri vero sacrorum canonum* a), ubi dicitur sic: « Simpliciter vero maiorum et minorum sacerdotum discretio in Novo Testamento ab ipso Christo sumpsit exordium, qui XII Apostolos tamquam maiores sacerdotes et LXXII discipulos quasi minores sacerdotes instituit, Petrum vero quasi in summum sacerdotem elegit ». Idem etiam habetur eadem Dist., cap. *In Novo Testamento* (2). Quod etiam dicitur Luc. 10, 1: *Post haec designavit Dominus Iesus et alios LXXII*os; ubi dicit Beda (3) quod « sicut XII Apostolos formam episcoporum praemonstrare necesse est, quis dubitet et LXXII figuram presbyterorum secundi ordinis gessisse »? Et sic patet quod episcopis et praelatis curam animarum habentibus potestatem immediate dedit Christus in hoc, quod illam dedit Apostolis et discipulis pro se et pro illis tamquam successoribus eorum. Et ita patet quod sicut potestatem quam nunc habet papa dedit Christus Petro in quantum fuit summus et princeps Apostolorum et omnibus successoribus eius in ipso, et consimiliter potestatem quam nunc habent alii episcopi dedit Christus ipsi Petro in quantum fuit unus de numero Apostolorum et aliis Apostolis et in persona ipsorum omnibus successoribus eorum, scilicet episcopis; consimiliter etiam potestatem quam nunc habent parochiales curati vel decani vel abbates seu alii huiusmodi curam animarum habentes dedit Christus LXXII discipulis et in persona eorum successoribus suis, scilicet praedictis: ita tamen quod papa est super omnes summus princeps et etiam summus praelatus et caput Ecclesiae. Quod oportuit vel conveniens fuit ad communem unitatem Ecclesiae servandam et ad scismatum et divisionum exclusionem. Non quidem sic summus est b) [quod] proprie det aliis praelatis potestatem super c) Ecclesiam sicut nec Petrus eam dedit aliis Apostolis vel discipulis, sed hanc habent a Christo a quo illam accipiunt virtualiter in sacramento ordinis, supposita eorum canonica (f. 65 c.) electione, confirmatione vel institutione; sed sic summus est quod habet potestatem restringendi, ampliandi usum et executionem potestatis aliorum et coadiutores eis deputandi, aliquando plures, aliquando pauciores, prout viderit universali Ecclesiae expedire, et etiam eximendi subditos quantum ad actus curae a suis curatis et hoc in casibus in quibus ius naturale vel divinum dictat eos esse eximendos et eo modo quo dictat ius naturale vel divinum; sed nullus aliorum episcoporum potest restringere vel mutare potestatem domini papae, etiam quantum ad executionem et usum, sed solus Deus hoc potest.

(a) Cod. *ordinum.* (b) Cod. *et.* (c) Cod. *secundum.*

(1) Gratianus, *Decret.*, I, d. 21, p. 1 (PL 187, 113).
(2) Gratianus, *Decret.*, I, d. 21, c. 2 (PL 187, 118).
(3) *In Luc.*, III, cap. 10 (PL 92, 461).

Haec autem patent per Hieronymum qui dicit, I libro *Contra Iovinianum* (1): « Super Petrum dicitur fundata Ecclesia; licet id ipsum super omnes alios fiat qui etiam claves regni caelorum accipiunt et super eos Ecclesiae firmitudo solidatur, tamen Petrus inter XII unus eligitur, ut capite constituto scismatis tollatur occasio ». Idem etiam habetur Dist. XXI, cap. *In Novo Testamento*, ubi dicit Glossa (2) quod « Petrus fuit maior aliis administratione, alii tamen ei pares quantum ad ordinem et rationem consecrationis ». Idem etiam patet per Bernardum, III *Ad Eugenium*, ubi dicit sic (3): « Erras si ut summam, ita et solam institutam a Deo existimas tuam apostolicam dignitatem; ait enim Apostolus, ad Rom. 13, 1: *Omnis anima potestatibus sublimioribus subiecta sit;* non ait *'sublimiori'* tamquam in uno, sed *'sublimioribus'* tamquam in multis. Non tua ergo potestas sola a Domino; sunt et mediocres, sunt et inferiores; et quomodo quos Deus coniunxit, non sunt separandi, sic nec quos subiunxit, comparandi ».

Sed utrum dominus papa pro libito suae voluntatis possit praelatos maiores et minores universaliter excludere ab officiis curae suae, quae habent circa snbditos proprios exercere, et subditos eximere ne ad praelatos proprios teneantur recurrere vel refugere quoad actus curae in quibus sunt eis subiecti? Constat quod potest potentia facti, pro quanto non potest ad superiorem appellari; sed utrum potentia iuris hoc possit, nihil de hoc determino, sed vide quid ad hoc dicit Bernardus, III *Ad Eugenium*. Dicit enim sic (4): « Non te tollo diutius; murmur loquor et quaerimoniam ecclesiarum: truncari se clamitant et demembrari; vel nullae vel paucae admodum quae plagam illam aut non doleant aut non timeant. Quaeris: quam? Subtrahuntur abbates episcopis, episcopi archiepiscopis, archiepiscopi patriarchis sive primatibus. Bonane species haec? Mirum si excusari queat vel opus. Sic factitando probatis vos habere plenitudinem potestatis, [sed iustitiae forte non ita. Facitis hoc, quia potestis], sed utrum et debeatis quaestio est. Honorum ac dignitatum gradus et ordines quibuscumque servare positi estis ». Et parum post subdit: « Quomodo non indecens tibi voluntate pro lege uti? et quia non est ad quem appelleris, potestatem exercere, rationem negligere? Tune maior Domino tuo, qui ait (5): *Non veni facere voluntatem meam?* Sic degenerando, quod absit! generale opprobrium fecisti tibi proprium (6): *Homo, cum in honore esset, non intellexit, comparatus est iumentis insipientibus et similis factus est illis* ».

Ex hiis ergo videtur velle beatus Bernardus, cum quo et canones et sancti concordare videntur, quod subditi curatorum sunt eis de iure divino obli-

(1) Num. 26 (PL 23, 247).
(2) Cf. Gratianus, *Decret.*, ed. Romae 1582, col. 123.
(3) Cap. 4, num. 17 (PL 182, 768).
(4) Ibid., num. 14 et 15 (PL 182, 766 sq.).
(5) Ioan. 6, 38.
(6) Psalm. 48, 13.

gati quantum ad actus curae, quorum unus est confessio, cum dominus Iesus curatos eis superiores instituit quantum ad istos actus. Ex quibus etiam videtur sequi secundum praedictos quod sicut papa non potest de iure pro libito suae voluntatis curatos a sua cura omnino destituere, sed solum ex causa rationabili, ita nec usum potestatis eorum quantum ad aliquos actus nisi ex causa rationabili restringere, illis in officio (f. 65 d.) curae remanentibus, licet de potentia facti hoc possit. Sed in hoc est differentia quantum ad rationalem destitutionem aliquorum a sua cura et subtractionem vel exemptionem eorum quantum ad aliquos actus, ipsis remanentibus in officio curae: quia si de facto aliquem totaliter destituat a sua cura et alium subroget loco eius, solvitur omnino obligatio subditorum ad illum destitutum et inducitur nova ad subrogatum et de novo institutum. Sed cum alicui subtrahit aliquos actus ad curam suam pertinentes quos debet circa subditos suos exercere, eo in officio curae remanente, sicut per dictum Privilegium fratribus concessum accidit quantum ad actum confessionis, cum adhuc remaneat ordo istorum ad invicem, scilicet curati ad subditos et e converso, videtur secundum praedictos quod remanet obligatio divina inter illos quantum ad actum confessionis: non enim potest de iure, ut videtur, secundum intentionem Bernardi, ordine remanente inter istos, illa quae consequuntur per se ad illum ordinem subtrahere vel amovere aut illum ordinem pervertere, qui pervertitur, si illi qui sunt principales constituuntur quasi coadiutores et e converso.

§ 3.

Tertio declaranda est quaestio quantum ad id in quo magis videtur dubia, utrum scilicet expediat universali Ecclesiae quod subditi curatorum sic eximantur quantum ad actum confessionis a curatis, quod in libito voluntatis ipsorum confessorum fratribus privilegiatis sit eadem peccata suis parochialibus curatis iterato confiteri ita quod non possint per statuta ecclesiastica coercere subditos ad sibi confitendum et non confitentes punire.

Et videtur posse concludi ex praedictis quod hoc non expediat: quia illud non expedit universali Ecclesiae per quod tolluntur vel auferuntur ea quae inductiva sunt ad observationem ordinis in Ecclesia a Deo instituti; sicut in politia civili, ubi virtuosi dominantur, non expedit illud quod tolleret leges inductivas et coercitivas iuvenum civium ad bonum virtutis quod ex ordine vel dictamine rationis naturalis iudicatur agendum, cum huiusmodi lex sit praecipuum manuductivum ad bonum, [secundum] quod dicitur, X *Ethicorum* (1), quod difficile est ut aliquis manuducatur a iuventute ad virtutem nisi nutriatur sub bonis legibus per quas ei inducatur necessitas quaedam ad bonum. Sed Privilegium sic eximens a confessione facienda curatis quod non possint arceri subditi aut puniri per censuram ecclesiasticam, si hoc transgrediantur,

(1) Aristoteles, *Ethic. ad Nicomach.*, X, c. 9, text. 8 (ed. Didot, II, 128 a).

tollit et aufert illud quod inducit homines ad observationem ordinis in Ecclesia a Deo instituti: quia omnia statuta ecclesiastica ad hoc sunt ut homo melius observet ordinem a Deo in Ecclesia institutum, sicut et leges civiles inductae sunt ad meliorem observationem legis naturalis. Ergo huiusmodi exemptio non expedit Ecclesiae universali.

Item, praeter hoc potest formari una ratio magis explicans incommoda quae ex ista exemptione in Ecclesia consequuntur, et hoc sic. Illud non expedit universali Ecclesiae, quod praebet occasionem transgrediendi ordinem a Christo in Ecclesia institutum, ex hoc quod pervertit aut confundit aut omnino tollit ordinem ecclesiasticum a sanctis patribus institutum ad firmiorem observationem ordinis divini a Christo in Ecclesia instituti, et ex quo reverentia et obedientia praelatis et curatis debita a suis subditis subtrahitur, et ex quo populo occasio evagandi datur, et quod concedere vel instituere non convenit domino papae, quia est praelatis iniuriosum; sed praedicta exemptio quae habetur in novo Privilegio fratribus concesso est huiusmodi; ergo etc.

Minor declaratur quantum ad quatuor, quae continet. Quantum ad primum, primo videlicet quod ordo ecclesiasticus confunditur. Quod patet per Gregorium, XI, q. 1, cap. *Pervenit* (1): « Si sua unicuique iurisdictio [f. 66 a] non servatur, quid aliud agitur nisi ut per nos, per quos ordo ecclesiasticus illaesus custodiri debuit, confundatur ». Hoc etiam dicit Hostiensis exponens illam Decretalem *Omnis utriusque sexus*, ubi dicit sic: « Putamus quod, quantumcumque ex generali licentia confitenti vel sacerdoti data confiteatur quis praeter parochialis sacerdotis licentiam, praeiudicari [non] debeat huic statuto, saltem quantum ad confessionem sibi semel in anno faciendam; immo requirenda est licentia sacerdotis parochialis, nisi hoc exprimatur quod istud liceat sine suâ licentia: quod non videtur debere intelligi aut exprimi, quia ex hoc contingeret confundi ordinem ecclesiasticum ». Et subdit quod « in generali licentia [non] praesumitur aliquis concedere quod non esset specialiter concessurus, quia per hoc contingeret confundi ordinem ecclesiasticum ».

Secunda pars Minoris declaratur: Quia ex nullo actu concipitur in subdito tanta reverentia et obedientia ad suum curatum sicut ex humili subiectione eius in confessione et poenitentiae susceptione, cum subditus ipsi sacerdoti revelet totam conscientiam suam acsi esset Deus; et ideo per hoc quod subditus per Privilegium praedictum sic eximitur a confessione facienda suo curato quod non possit coerceri ei confiteri, datur occasio ut non exhibeatur curato reverentia et obedientia debita a subdito: quod non videtur utile, cum sancti et doctores catholici et canones ad reverentiam exhibendam curatis suis subditos exhortentur. Unde beatus Franciscus, in *Testamento* suo (2), dicit: « Si haberem tantam sapientiam quantam habuit

(1) Gratianus, *Decret.*, II, C. 11, q. 1. c. 39 (PL 182, 833).

(2) Cf. *Opuscula S. P. Francisci Assisien.*, ap. Claras Aquas 1904, p. 78.

Salomon et invenirem sacerdotes pauperculos huius saeculi, in parochiis in quibus morantur nolo praedicare ultra voluntatem ipsorum, et ipsos et omnes alios volo honorare et amare sicut meos dominos, et nolo in ipsis considerare peccatum, quia Filium Dei discerno in ipsis et domini mei sunt ». Et si quantum ad actum praedicationis ita voluit eos honorare, multo plus voluisset quantum ad actum audiendi confessiones. Unde Bonaventura, in IV suo (1), dicit: « Faciendum est semper quod sacerdotibus a suis parochianis debita reverentia exhibeatur ». Unde specificando in quo subdit dicens: « Si subditus habet causam legitimam propter quam refugit suum sacerdotem proprium, talis confessus non tenetur iterum confiteri proprio sacerdoti, etiamsi exigat sacerdos, quod in favorem talium (2) datum est Privilegium ». Et immediate sequitur: « Alioquin si non habet excusationem, et sacerdote exigente nolit a) ei confiteri, vix crederem talem personam vere poenitentem, et ideo omnibus sanum consilium est quod remittant ad sacerdotes proprios »; non solum ad dicendum simplici verbo se esse confessum, sed ad vere et proprie confitendum de confessis, quia consequenter dicit, quod « si sacerdos non est contentus illa confessione, audiat eum iterum ». Licet enim « aliquando teneatur quis iterum confiteri, non tamen frustra alii confessus est: perutile enim est pluribus sacerdotibus integre confiteri » (3). Unde XCIII Dist. (4) dicitur: « Dominus noster Iesus Christus usque ad passionis diem servavit honorem pontificibus et sacerdotibus, quamvis illi nec timorem nec honorem Christi servassent; nam cum leprosum mundasset, dixit ei: *Vade et monstra te sacerdotibus* (5); humilitatem nos humilis docuit, sacerdotem adhuc appellans quem sciebat esse sacrilegum ». Unde si dominus Benedictus in suo Privilegio (6) vult in tantum deferri curatis et praelatis quantum ad actum praedicationis quod, « licet absque licentia curatorum vel diocesanorum » velit fratres posse praedicare « in locis eorum et plateis communibus », non tamen vult quod hora qua diocesani vel alii praelati « praedicarent aut praedicari facerent », rationem subdens: « Putamus et est dignum ut maiori minor et superiori inferior deferat in hac parte », non video quare non sit consimiliter deferendum praelato cuicumque quantum ad actum confessionis,

(a) Cod. *noluit*.

(1) Loc. cit. (IV, 454 a).

(2) Editio citata ibi legit '*clavium*', non '*talium*'. Verum, si ratio contextus teneatur, deberet '*talium*' habere. Paulo enim superius S. Doctor dixerat verbum '*in favorem fidelium*', quod nequaquam aequivocum est. Notandum quod et Henricus Gandavensis, *Quodl.* VII, q. 24 (ed. Venetiis 1613, t. I, f. 424 b), eadem S. Bonav. verba referens, legit '*talium*'.

(3) Ibid., ad 5 (IV, 454 b).

(4) Gratianus, *Decret.*, I, d. 93, c. 25 (PL 182, 444).

(5) Luc. 5, 14.

(6) C. Eubel, ibid., p. 11 b.

non sic tamen quin velle debeat ut tempore quo tenentur superioribus, scilicet (f. 66 b) curatis propriis aut diocesanis quantum ad actum confessionis, scilicet saltem semel in anno, subditi teneantur suis curatis confiteri secundum statutum Ecclesiae *Omnis utriusque sexus* etc. aut saltem absolute absque declaratione temporis secundum institutionem Christi, cum in hoc actu confessionis magis deferretur praelato quam in actu praedicationis, exceptis tamen quibusdam casibus qui excepti sunt in iure sicut et quosdam casus excipit in suo Privilegio quantum ad actum praedicationis, sicut in studiis geueralibus cum fit sermo ad clerum aut in mortuorum sermonibus aut in festis specialibus fratrum.

Tertium quod continebatur in Minori declaretur, scilicet quod populo per huiusmodi exemptionem datur occasio evagandi el liberius peccandi, quia dicit Bernardus, III *Ad Eugenium* (1): «Nolo praetendas mihi fructum emancipationis: nullus est enim nisi quod emancipati inde fiunt insolentiores et dissolutiores; quidni peccet licentius vagum et male liberum vulgus»?

Quartum contentum in Minori declaretur, scilicet quod non deceat papam huiusmodi exemptionem concedere, quia hoc est praelatis iniuriosum. Nam dicitur, XXV, q. 2, cap. *Quod vero dicitis* (2): «Absit hoc a me ut statuta maiorum sacerdotibus meis in qualibet ecclesia infringam, quia mihi iniuriam facio, si fratrum meorum iura perturbor». Et Bernardus, III *Ad Eugenium* (3), dicit: «Tune denique tibi licitum censeas suis ecclesias mutilare membris, confundere ordinem, perturbare terminos, quos posuerunt patres tui? si iustitiae est cuique servare suum, auferre cuiquam sua iusto quomodo poterit convenire»? Et quod huiusmodi exemptio sit iniuriosa ecclesiis, patet per Hostiensem, qui dicit: «Si quilibet posset sibi eligere confessorem et non oporteret a) eum habere confessorem determinatum, hoc esset ecclesiis nimis onerosum vel iniuriosum et contingeret inde disrumpi nervum ecclesiasticae disciplinae». Per hanc etiam exemptionem vilipenditur dignitas praelatorum, secundum quod dicit Glossa (4) super illud I ad Cor. 12, 21: *Non potest dicere caput pedibus: non estis mihi necessarii*, ubi dicit Glossa sic: «Ipsa dignitas sine subditis», hoc est sine exercitio officii circa subditos, «contemptibilis est: officium enim est per quod dignitas constat», id est in honore suo conservatur.

§ 4.

Circa quartum principale est intelligendum quod utile videtur

(a) Cod. *oportet.*

(1) Cap. 4, num. 16 (PL 182, 767).
(2) Gratianus, *Decret.*, II, C. 25, q. 2, c. 10 (PL 182, 1329).
(3) Cap. 4, num. 17 (PL 182, 768).
(4) *Ordinaria*, in h. l. (PL 114, 541).

esse universali Ecclesiae quod Privilegium praedictam exemptionem contineus sit concessum fratribus.

Primo quidem propter ignorantiam et negligentiam sacerdotum, quae communiter modo plus contingunt quod alias ut possit nunc specialiter verificari illud Osee 4, 9: *Sicut populus, sic sacerdos* (1); et ideo utile est ut per Privilegium deputentur subditis curatorum discretiores sacerdotes, scilicet fratres, quibus possint libere confiteri in hoc casu et etiam in aliis casibus in quibus non tenentur suis curatis confiteri, sicut cum timetur de sollicitatione ad malum et aliis huiusmodi, qui prius tangebantur. — Sed dicendum quod propter hoc non oportet huiusmodi Privilegium concedere, quia quantum ad haec omnia ita bene provisum est Ecclesiae per Privilegium sine tali exemptione concessum fratribus, sicut fuit Privilegium domini Martini (2) aut domini Bonifacii (3), et melius quia utilius, sicut per Privilegium cum praedicta exemptione, quale est Privilegium domini Benedicti (4): quia in omnibus istis casibus confessus fratri privilegiato uno istorum privilegiorum indifferenter non tenetur iterum confiteri suo curato nisi quod in hoc est differentia quod subditum, qui vult confiteri fratri privilegiato Privilegio modo praedicto eximente, non oportet petere licentiam a curato suo de confitendo fratri privilegiato, qui [vero vult confiteri fratri privilegiato] Privilegio non sic eximente, oportet quod licentiam petat a curato suo, quod quidem est utilius quam non petere, et hoc propter bonum obedientiae et reverentiae ad curatum, quod observatur in licentiam petendo; si autem licentiam non obtineat, tunc potest adire indifferenter fratrem privilegiatum quocumque dictorum modorum (f. 66 c.)

Secundo, si non sit casus rationalis quare subditus possit fugere proprium sacerdotem nisi quia habet devotionem pluries confitendi et cum non possit proprio sacerdoti, cum sit nimis occupatus propter multitudinem populi, videretur utile esse in hoc casu quod fratres sint privilegiati cum praedicta exemptione, ut in promptu habeat cui libere possit confiteri. — Sed non valet ita a) indifferenter adire fratrem et ei confiteri.

Tertio autem modo potest contingere quod non sit alia causa quare subditus velit confiteri fratri nisi quia habet devotionem ad fratrem, eo quod sibi videtur discretior et sanctior; verumtamen sic est dispositus ille subditus quod nullo modo vellet confiteri de eisdem peccatis nisi semel. — Et tunc dicendum quod in hoc casu non est necessitas aut utilitas fratris pri-

(a) Cod. *quia.*

(1) Clare auctor verbis S. Bonav. hic utitur, qui scripsit loc. cit. (IV, 454 a): « Credo enim quod talibus data est potestas... propter ignorantiam, negligentiam et malitiam quorumdam sacerdotum. Et credo hoc Privilegium in extremis temporibus emanasse, quia iam verificatum est illud: *Erit sicut populus, sic sacerdos* ».

(2) Bulla *Ad fructus uberes* (10 ian. 1282).

(3) Bulla *Super cathedram* (18 febr. 1300).

(4) Bulla *Inter cunctas* (17 febr. 1304).

vilegiati cum praedicta exemptione, quia potest ille subditus petere licentiam a proprio curato, quam si non velit concedere, tunc ex obedientia eligens proprium curatum ut ei confiteatur melius facit ei confitendo, supposita tamen debita sufficientia in curato.

Quarto autem contingit quod subditus tantum horrorem a) habet de confitendo proprio curato quod nullo modo vellet ei confiteri. — Et tunc dico quod potest licentiam petere a curato, quam si non velit dare, potest adire fratem et ei confiteri indifferenter, qualicumque dictorum modorum sit frater privilegiatus; et tunc frater debet et tenetur eum hortari et movere quod confiteatur proprio curato: qui si non velit hortationi fratris assentire, videtur non esse vere poenitens et sic sua confessio nihil videtur valere, secundum quod apparere potest ex praedictis.

Tunc ad rationes. Ad primam, cum dicitur quod 'illud expedit universali Ecclesiae, quod est ordinatum a rectore universalis Ecclesiae qui tenet ibi locum Dei, cuiusmodi est dominus papa': dicendum quod ex facti evidentia patet hoc non esse universaliter verum, quia huiusmodi Privilegium domini Benedicti revocat quantum ad actum confessionis constitutionem b) domini Bonifacii *Super cathedram* c), de qua dicit in fine constitutionis suae dominus Benedictus quod eam « penitus revocamus », et satis cito postquam dominus Bonifacius illam constitutionem fecerat ut non videatur ita cito contingere casus propter quem esset d) utile a domino Benedicto illud Privilegium fratrum concedere vel statuere et non prius ita immediato tempore sicut fuit tempus quo dominus Bonifacius contrarium statuerat; et ideo videtur quod oporteat dicere statutum alterius istorum non esse expediens. Propter quod ulterius ad rationem dicendum quod papa potest aliquid statuere dupliciter: uno modo sicut minister Christi motus ad hoc statuendum instinctu Spiritus Sancti, et secundum hoc non potest aliquid statuere quod non sit utile Ecclesiae: sic enim statuit clave non errante; alio modo potest aliquid statuere in quantum est hic homo et motu proprio humano, et tunc potest aliquid statuere quod in rei veritate non est expediens Ecclesiae, licet non sit verisimile quod statuat aliquid, praecipue de hiis quae pertinent ad curam animarum, nisi videatur ei utile. Propter quod dicendum quod cum dominus Benedictus papa multa viderit, quia antiquus homo fuit et in multis regionibus conversatus, et sic potuit perpendere aliquos casus propter quos visum fuit sibi expediens hoc Privilegium fratribus concedere, qui casus mihi et multis aliis non apparuerunt, ex quibus videatur mihi et multis aliis expediens, sed potius contrarium. Quid autem in rei veritate expediat, Deus novit.

Alia ratio gratia conclusionis concedatur.

(a) Cod. *honorem.* (b) Cod. *confessionem.* (c) Cod. add. *Moysi.*
(d) Cod. *esse.*

ERRATA-CORRIGE

Pag. 10 lin. 1	super	superior
» 16 » 35	ad famam	ad famam,
» 25 » 35	concilio	consilio
» 26 » 29	illlud	illud
» 27 » 29	ni	in
» 28 » 22	empore	tempore
» 32 » 5	delendam	dolendum

Tipografia Istituto Gualandi per Sordomuti e Sordomute
Firenze - Via Ripoli N. 21